

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
CAPACITÉ COMMERCIALE
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 19 Avril 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Oscar KIEFE

Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. HITIER, }
 TRUCHY, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
CAPACITÉ COMMERCIALE
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 19 Avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Oscar KIEFE

Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. HITIER, }
 TRUCHY, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



INTRODUCTION

La jurisprudence récente de la Cour d'appel de Nancy et de la Cour de Cassation a donné à la question de la capacité commerciale des syndicats professionnels un vif regain d'actualité. Les arrêts auxquels nous faisons allusion, et qui datent du 27 novembre 1907 et du 29 mai 1908, ont soulevé une grande émotion parmi les intéressés : à l'époque actuelle cette émotion est déjà un peu apaisée ; aussi le moment nous a paru propice pour étudier cet intéressant problème.

Bien que les arrêts dont nous venons de parler aient été rendus au sujet de syndicats agricoles, nous n'avons pas cru devoir limiter notre étude à ces seuls syndicats : nous pensons — et d'autres partagent notre avis — que la question de la capacité commerciale se pose aussi bien pour les syndicats du commerce ou de l'industrie que pour ceux de l'agriculture. Cependant dans le cours de notre travail, nous aurons à parler bien plus souvent des seconds que des premiers et ceci pour cette raison fort simple que les syndicats agricoles se livrent à toute une

série d'opérations qui relèvent de l'activité commerciale, tandis que les syndicats du commerce et de l'industrie ne font pas d'opérations analogues.

L'effectif syndical français, quoique bien inférieur à celui des nations voisines, atteint pourtant deux millions d'hommes et ce chiffre prouve assez l'importance de la question qui va nous occuper. Mais comment se pose exactement le problème dont il s'agit ?

Ce problème, il faut le reconnaître, ne manque pas de complexité et la solution en est fort délicate ; les discussions dont il a été l'objet furent souvent confuses parce qu'on n'a pas pris soin de le poser avec clarté. Pour ce faire, il faut, à notre sens, non point parler de la *capacité commerciale des syndicats*, mais de leur *activité commerciale*. Et voici les notions qu'il est indispensable de mettre en relief au seuil même de notre étude.

L'activité commerciale des syndicats peut se manifester de deux façons différentes. Si le syndicat fait lui-même le commerce, si société commerciale et syndicat sont confondus, nous sommes en présence du système de la *fusion* ou de l'*amalgamation*. Si au contraire, le syndicat crée à ses côtés une société commerciale distincte de lui-même, nous avons affaire au régime du *parallélisme* ou du *séparatisme*. Au premier abord, il semble que si l'on traite de la capacité commerciale des syndicats, on ne doit avoir à parler que du système fusionniste et qu'on a à se poser seulement les deux

questions suivantes : 1° Le syndicat jouit-il actuellement de la capacité commerciale ? 2° S'il en est privé faut-il la lui donner et comment doit-on s'y prendre pour instituer cet élargissement de capacité ? Mais quand on approfondit la question on s'aperçoit vite qu'on ne peut étudier la capacité commerciale sans parler du système séparatiste ; on s'aperçoit, par exemple, que certains projets ou propositions de loi rédigés à propos de la *capacité commerciale des syndicats* se rattachent étroitement au régime du parallélisme, on voit enfin au moment de chercher quelle est la meilleure solution du problème qu'il faut comparer entre eux les deux systèmes. C'est que, en résumé, le problème se pose de la façon suivante : *Est-on partisan ou non de voir les syndicats déployer une certaine activité commerciale ? Si oui, faut-il que le syndicat fasse directement le commerce, faut-il lui accorder la capacité commerciale ? ou bien faut-il désirer qu'il fasse indirectement le commerce en créant à ses côtés une société commerciale ?*

Dans le cas où l'on souhaite que le syndicat fasse *directement* le commerce, des questions secondaires se posent. Va-t-on accorder au syndicat la pleine capacité commerciale ? L'autorisera-t-on seulement à faire certains actes de commerce limitativement énumérés ? Lui permettra-t-on de revendre à d'autres personnes qu'à ses membres ? Souffrira-t-on qu'il fasse quelque bénéfice (1), ou exigera-t-on qu'il couvre seulement ses frais ?

(1) Prévenons une objection susceptible de nous être faite. « Mai

Après avoir fait ces précisions qui doivent servir de fils conducteurs pour les développements ultérieurs, nous pouvons indiquer quel est le plan de notre étude.

Dans notre première partie, nous nous demanderons si sous l'empire des lois actuelles les syndicats jouissent de la capacité commerciale et nous verrons quels sont les moyens qu'ils ont actuellement pour déployer une certaine activité commerciale.

Nous étudierons ensuite quelle a été la jurisprudence en la matière, nous insisterons sur la jurisprudence nouvelle et indiquerons en quoi elle diffère de l'ancienne.

Notre seconde partie sera consacrée à l'étude des travaux législatifs. Nous passerons en revue les différents projets et propositions de loi qui ont été déposés, nous en exposerons l'économie et nous en ferons la critique.

Dans notre conclusion, étant en possession de tous les éléments nécessaires, nous indiquerons quelle est la solution du problème qui nous paraît la meilleure.

Avant d'aborder l'étude de la première partie, nous

si le syndicat, pourrait-on nous dire, ne peut réaliser de bénéfices, il n'y a pas lieu de parler de capacité commerciale car il n'y a pas d'*actes de commerce*. » A cela nous répondons que nous partageons l'avis des auteurs qui déclarent que l'achat pour revendre constitue un *acte de commerce*, même s'il n'y a pas réalisation de bénéfices. Au reste, nous insisterons plus loin sur cette question.

croions utile d'indiquer quelle est *en fait* l'activité commerciale des syndicats.

Auparavant, rappelons la différence essentielle qui existe entre les syndicats du commerce et de l'industrie et les syndicats agricoles. Les premiers sont tantôt des syndicats composés uniquement d'ouvriers, tantôt des syndicats composés seulement de patrons (1) ; dans l'agriculture, au contraire, les syndicats sont la plupart du temps composés exclusivement de patrons — petits propriétaires, fermiers ou métayers. « Les syndicats agricoles groupent un grand nombre de petits propriétaires ruraux, de fermiers et même de métayers ; mais on n'y rencontre, pour ainsi dire, pas de simples ouvriers de culture, ceux-ci n'ayant généralement aucun intérêt à en faire partie, sauf dans le cas, bien rare encore, où des institutions de prévoyance leur sont annexées (2). » C'est seulement durant ces dernières années qu'on a pu assister à un véritable mouvement de syndicats agricoles purement ouvriers — nous faisons ici particulièrement allusion aux syndicats de bûcherons.

*
* *

Les syndicats du commerce et de l'industrie se sont peu efforcés de faire directement le commerce. La ques-

(1) Nous n'ignorons pas qu'il existe même dans le commerce et l'industrie quelques syndicats mixtes — dans le Nord par exemple — mais leur nombre, somme toute, est assez restreint.

(2) De Rocquigny, *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, Paris, Colin 1906, préface, p. xxxi.

tion de la capacité commerciale s'est, cependant posée à leur sujet à propos de la création d'ateliers de chômage, d'hôtels, de restaurants, à propos de l'usage de marques de fabrique, à propos de l'exploitation d'une mine, à propos de l'ouverture d'un salon de coiffure... etc. Par contre les syndicats du commerce et de l'industrie ont manifesté une certaine activité commerciale en ayant recours à la méthode du parallélisme.

Quant aux syndicats agricoles ils ont déployé une activité commerciale remarquable et cela en ayant recours aux méthodes fusionniste et séparatiste. L'importance de l'œuvre des syndicats agricoles à ce point de vue doit être signalée.

La principale opération des syndicats agricoles est l'achat en commun. Les syndicats achètent par exemple une masse fort importante de matières fertilisantes. Le syndicat qui achète plusieurs milliers de kilogrammes d'engrais peut le faire au prix du gros, de plus il soumet ces engrais à l'analyse et rend les fraudes impossibles. Les syndicats pratiquent également l'achat en commun pour d'autres marchandises telles que : semences, matières nécessaires à l'alimentation du bétail, sucres pour vendanges, soufre, sulfate de cuivre, insecticides, plants américains, outils et instruments agricoles. Certains syndicats n'achètent qu'après avoir groupé préalablement les commandes, d'autres achètent ferme pour leur compte sans attendre les commandes. Si nous consi-

dérons les vingt-cinq syndicats agricoles les plus importants, nous voyons qu'ils font à eux tous un chiffre d'affaires atteignant à peu près 23 millions de francs. Quand les machines agricoles sont trop coûteuses et quand elles se prêtent à un emploi successif pendant la période des travaux agricoles, — c'est le cas des charrues, des semoirs, des pressoirs, des alambics, etc., — les syndicats les louent à leurs membres moyennant une faible redevance. Quelques syndicats ne se sont pas contentés de fournir à leurs membres des engrais, des outils, des machines, mais ils leur ont procuré également des articles d'épicerie, — bougies, sucre, café, pétrole, pâtes alimentaires, etc., — et des objets d'habillement ; les syndicats qui ont étendu de la sorte le champ de leurs opérations ont reçu les noms de « syndicats-épiciers » ou de « syndicats-bazars ». L'importance des affaires traitées par les syndicats agricoles est remarquable : d'après M. de Rocquigny le mouvement d'affaires de tous les syndicats agricoles français doit atteindre deux cents millions (1).

A côté de ces opérations d'achat, les syndicats font des opérations de vente : ils vendent les produits des exploitations rurales de leurs membres. C'est ainsi qu'ils vendent des vins, des pommes à cidre, des chevaux, des poulains, des bestiaux, des eaux-de-vie, des pailles, des fleurs, des foins, du beurre, des œufs, des fromages, des fruits, etc., On connaît l'exemple du syndicat des produc-

(1) De Rocquigny, *op cit.*, p. 175.

teurs de fraises de Plougastel-Daoulas qui affrètent tous les ans un vapeur pour transporter en Angleterre les fraises récoltées par les adhérents.

Nombreux sont donc les syndicats qui *directement* déploient une grande activité commerciale.

Mais d'autres syndicats ne se sont pas contentés d'organiser eux-mêmes les opérations de vente ou d'achat ; ils ont préféré faire le commerce *indirectement* et créer à côté d'eux des Sociétés coopératives. Ils sont nombreux ceux qui ont eu recours à cette méthode : citons le Syndicat agricole de la Charente-Inférieure qui a créé la « Société coopérative de production et de consommation de la Charente-Inférieure », l'Union du Sud-Est qui a fondé « La Coopérative agricole du Sud-Est » etc., etc. Ce procédé de l'annexion d'une Société coopérative parallèle au syndicat a été surtout employé quand il s'agissait pour le syndicat de faire subir aux produits une transformation, — lait à transformer en beurre par exemple. — Nous devons dire cependant qu'il existe *des syndicats* qui se livrent eux-mêmes à ces transformations : c'est le cas des syndicats du Midi qui préparent industriellement les câpres avant de les vendre.

Signalons enfin d'autres services matériels rendus par certains syndicats spéciaux. C'est ainsi que les syndicats d'élevage achètent et revendent des animaux, ou, pour améliorer des races, se procurent de bons reproducteurs qu'ils louent ensuite à leurs adhérents. Indiquons également l'utilité des syndicats viticoles qui ont rendu pros-

pères certains vignobles, grâce aux soins minutieux qu'ils apportaient à l'achat des plants.

En un mot, les syndicats agricoles, pour accomplir leur œuvre, tantôt usent du régime fusionniste, tantôt du régime du parallélisme : tel est l'état de fait.

Ces multiples opérations qu'accomplissent les syndicats agricoles sont-elles légales ? C'est ce que nous allons chercher dans la première partie de notre étude qu'il nous faut maintenant aborder.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉTAT DE DROIT ACTUEL

ET

LA CAPACITÉ COMMERCIALE DES SYNDICATS

CHAPITRE PREMIER

LA LÉGISLATION ACTUELLE ET LA CAPACITÉ COMMERCIALE DES SYNDICATS

I

La loi du 21 mars 1884.

Il nous faut voir tout d'abord si les syndicats agricoles, du commerce ou de l'industrie ont la capacité commerciale d'après la loi de 1884. Nous parlerons surtout des syndicats agricoles, mais ce qui sera vrai pour cette catégorie de syndicats devra être considéré comme devant s'étendre également aux autres syndicats.

A cette question ainsi posée : *les syndicats ont-ils le droit de faire le commerce en vertu de la loi de 1884 ?* il faut répondre par la négative. La loi de 1884 définit en effet nettement l'objet des syndicats dans son article 3 qui est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

De ce texte, il ressort clairement que le syndicat ne

peut se livrer au commerce, de même qu'il ne peut s'occuper de questions politiques ou religieuses ou se proposer un objet de pur agrément. Ne rentre pas également dans le domaine syndical la défense de certains intérêts particuliers : ce sont les *intérêts professionnels* que doit défendre seulement le syndicat. Il faut reconnaître, il est vrai, que la distinction à faire entre l'intérêt individuel et l'intérêt professionnel est souvent délicate : un patron frappe un ouvrier, est-ce seulement la dignité de l'ouvrier frappé qui en souffre ? ne peut-on pas soutenir que la dignité de la classe ouvrière est elle-même en jeu, et prétendre alors que le syndicat peut intervenir ?

Cette interdiction de faire le commerce pour les syndicats, si elle ressort du texte même de la loi qui cantonne les syndicats dans l'étude et la défense des intérêts économiques, est également conforme aux travaux, aux discussions qui ont précédé le vote de la loi de 1884.

Dans la rédaction primitive de l'article trois, il y avait un alinéa 2 qui était ainsi rédigé : « Ils (les syndicats) pourront s'occuper notamment de l'intérêt de leurs professions ou métiers, de la création de caisses d'assurances contre le chômage, de l'établissement d'ateliers de refuge, de magasins pour la vente et la réparation d'outils, de l'organisation de sociétés coopératives (1). »

(1) Les détails historiques qui suivent sont extraits de l'intéressant rapport de M. Tardy présenté en 1908 au Congrès de Blois. Voir

Et M. Allain-Targé écrivait, en 1881, dans son rapport :
 « Nous désirons que les syndicats professionnels ouvriers deviennent comme les métropoles, les sociétés mères de toutes sortes de sociétés et d'institutions professionnelles, de caisses de chômage, de sociétés coopératives. »

Il résulte des lignes précitées que les auteurs de la loi ne voulaient en aucune façon que le syndicat pût se *transformer* en coopérative : ce qu'ils permettent, ce qu'ils souhaitent, c'est que le syndicat crée, à côté de lui, différentes sociétés et en particulier des coopératives. Mais alors, à ce sujet, M. Cantagrel fit observer qu'il était inutile de dire dans l'article trois que les syndicats pourraient s'occuper de créer des coopératives, cette faculté ne faisant l'objet d'aucune discussion. M. Allain-Targé fit remarquer que les sociétés créées par les syndicats devraient prendre une forme légale et M. Ribot insistait sur ce point : les syndicats ne pouvaient avoir le pouvoir de créer des sociétés commerciales en dehors des formes légales ; l'intérêt des tiers est en jeu. M. Floquet, se rangeant à l'avis de M. Ribot, déclarait que les syndicats *devaient seulement avoir pour but la préparation des sociétés coopératives*. Cette idée est reprise par M. Barthe, qui écrivait dans son rapport au Sénat, que les syndicats pourraient avoir pour objet « la formation de sociétés coopératives de consommation ou de production. »

Tardy, *Le régime légal des syndicats agricoles*. Blois, Imprimerie centrale, administrative et commerciale.

M. Waldeck-Rousseau déclarait à la Chambre, le 20 juin 1882, que *les syndicats professionnels ne sont pas des sociétés de commerce, qu'ils ne sont pas même des sociétés, que ce sont des associations*. Dans sa circulaire du 23 août 1884 M. Waldeck-Rousseau insistait à nouveau sur ce fait que *les syndicats sont des associations* et il déclarait que les coopératives créées par les syndicats doivent avoir une existence distincte du syndicat lui-même.

En un mot, il ressort du texte de la loi et des travaux dont elle est issue, que le syndicat ne peut faire acte de commerce, qu'il ne peut accomplir des actes coopératifs, sans créer à côté de lui une coopérative ayant son existence propre et ne se confondant pas avec lui. Mais cette solution a besoin d'être précisée. Nous avançons que les actes de commerce sont interdits au syndicat : il nous faut indiquer ce qu'on entend par « acte de commerce ». Pour les uns, il suffit qu'il y ait achat suivi de revente ; pour les autres, il est nécessaire qu'à ces deux faits matériels, achat et revente, vienne se superposer un élément intentionnel : le désir de réaliser un bénéfice. Pour qu'il y ait acte de commerce, lisons-nous dans une note du Dalloz, il faut que l'achat ait été fait avec l'intention de revendre et que l'acheteur se soit proposé de revendre avec bénéfice (1). Quant à nous, nous nous rallions à la première thèse. En effet, dans certains cas, il pourra y

(1) D. 1890, 2, p. 144.

avoir fort bien acte de commerce sans réalisation de bénéfices : un commerçant qui vend au dessous de son prix de revient pour faire disparaître ses concurrents cesse-t-il de faire des actes de commerce ? Il en est de même de celui qui veut liquider un stock de marchandises. D'autres espèces sont possibles, le désir de réaliser un bénéfice peut fort bien ne pas se rencontrer chez certains commerçants qui se livrent au commerce dans un but philanthropique. Une société qui vend du bon lait à prix coûtant dans un but d'hygiène perd-elle le caractère commercial ? Evidemment non : il y a un achat suivi de revente et cela suffit pour qu'il y ait acte de commerce.

Cette thèse qui consiste à soutenir que la loi de 1884 interdit tout acte de commerce aux syndicats, cette thèse, disons-nous, est à peu près universellement acceptée. Lors de l'enquête faite par le Musée Social relativement au droit d'association, diverses questions furent posées aux personnes compétentes et reçurent les réponses suivantes :

A la question : « Un syndicat peut-il faire acte de commerce ? » il fut répondu : Non.

A la question : « Les syndicats n'ont-ils jamais le caractère de sociétés de commerce ? Ne peuvent-ils être mis en faillite ? » il fut répondu : légalement les syndicats n'ont pas le caractère de sociétés de commerce. En fait, les syndicats agricoles font fréquemment des actes de commerce sans prendre une des formes des sociétés de commerce.

A la question : « Quels sont les droits et les obligations du syndicat à l'égard des tiers ? » il fut répondu : en principe, le syndicat n'a pas qualité pour contracter en son nom envers des tiers ; lorsqu'il le fait c'est comme mandataire de ses membres, lesquels sont seuls obligés personnellement. Il peut seulement louer ou même acquérir un local, un mobilier, placer ses fonds et de ce chef, il peut être obligé, comme le serait une personne naturelle. Il arrive, et même assez souvent, que des syndicats agricoles traitent en leur nom pour des achats d'engrais ou autres denrées. Ils deviennent alors et au regard de ces opérations, des sociétés civiles de fait et leurs membres encourent en pareil cas la responsabilité déterminée en cas pareil par la loi.

Enfin à la question : « Un syndicat peut-il fonder librement... des sociétés coopératives de production ou de consommation... sous la seule condition de se conformer pour leur création aux lois spéciales qui les concernent ? Jouissent-ils à ce point de vue de certains privilèges ? » il fut répondu : quant aux sociétés dites « coopératives » de divers ordres, production, consommation, crédit, vente ou achat de matières ou de marchandises, construction de maisons pour les associés, etc., les syndicats, comme tels, ne peuvent les fonder ; ils peuvent seulement provoquer ceux de leurs membres qui en auraient le désir à fonder de telles sociétés comme institutions séparées » (1).

(1) Musée Social, série A. Circulaire n° 22, 15 mars 1898.

M. Lyon-Caen disait, dans une consultation donnée par lui au sujet de l'assurance du bétail organisée par les syndicats agricoles : « Ils (les syndicats agricoles) font beaucoup d'opérations qu'ils n'ont pas, je le crois, le droit de faire ; il en est qui achètent et qui vendent, alors que, pour le faire, ils devraient se soumettre aux règles du Code civil ou du Code de commerce sur les sociétés (1). »

Certains auteurs cependant ne partagent pas notre manière de voir. M. Gairal, notamment, soutient que la loi de 1884 n'interdit nullement au syndicat l'acte de commerce. D'après M. Gairal, ce que cette loi prohibe, ce n'est pas l'achat pour revendre, c'est la spéculation, le désir de réaliser des bénéfices. M. Boullaire lui, ne permet aux syndicats de faire des actes de commerce que d'une façon accidentelle (2).

Mais nous ne pouvons rester dans ces généralités, et, pour voir si les opérations auxquelles se livrent les syndicats agricoles sont légales ou non, il nous faut classer ces opérations ; à cet égard, nous adoptons la classification donnée par M. Tardy, classification qui nous paraît excellente et qui a rallié de très nombreux suffrages. M. Tardy s'exprime comme il suit à cet égard (3) : « Je

(1) Tardy, *op. cit.*, p. 17.

(2) Voir à ce sujet Colliez. *Les Associations agricoles de prod. et de vente*, p. 80.

(3) Voir Tardy, *op. cit.*, pp. 1 et 2.

rangerai dans une première catégorie les syndicats agricoles qui suivent à la lettre l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 et se bornent « exclusivement à l'étude et à la défense des intérêts économiques et agricoles » de leurs membres, en provoquant simplement la création d'institutions annexes (sociétés coopératives ou autres), bien distinctes du syndicat, ou en organisant des offices de renseignements.

J'y rattacherai ceux qui, sans grouper des commandes, obtiennent des fournisseurs d'engrais ou de produits utiles à l'agriculture, des prix spéciaux ou des remises en faveur de leurs membres, ces prix spéciaux ou ces remises étant consentis ensuite directement aux syndiqués ; ainsi que ceux qui recherchent des débouchés plus rémunérateurs pour la vente des produits récoltés par leurs membres, en laissant les syndiqués traiter directement avec les acheteurs.

Dans une deuxième catégorie, je classerai les syndicats agricoles, qui groupent les commandes de leurs membres et traitent avec un négociant, au prix de gros, soit de gré à gré, soit par adjudication au rabais, puis qui se chargent de prendre livraison des marchandises, d'en vérifier la pureté et la composition, et d'en opérer la répartition entre les syndiqués. J'y joindrai les syndicats de vente qui groupent les produits récoltés par leurs membres et en effectuent la vente au nom des sociétaires, obtenant ainsi des réductions sur le prix des transports et des prix de vente plus élevés. Ces syndicats effectuent, en gare, la

répartition des marchandises achetées et le groupement des produits vendus, ou, plus fréquemment, font ces opérations dans des magasins syndicaux. Les frais généraux de ces syndicats sont couverts par les cotisations perçues ou bien par une majoration du prix d'achat ou par un prélèvement sur le produit des ventes ne dépassant pas le montant des frais généraux.

Je placerais dans une troisième catégorie les syndicats agricoles qui, sans attendre les commandes de leurs membres, achètent, au moment qui leur paraît le plus favorable, des marchandises en quantité à peu près égale à celle qui leur est ordinairement demandée et qui cèdent ensuite les produits achetés aux syndiqués en majorant le prix d'achat d'une somme égale ou légèrement supérieure à leurs frais généraux.

Je range aussi dans cette troisième catégorie les syndicats de vente qui reçoivent les produits récoltés par leurs sociétaires, les classent selon la qualité, les mélangent de façon à avoir des types uniformes et les vendent en répartissant au fur et à mesure le produit des ventes aux syndiqués et en ne faisant aussi sur le prix de vente qu'un prélèvement égal ou légèrement supérieur à leurs frais généraux.

Enfin je comprendrai dans une quatrième catégorie les syndicats qui ont, en fait, de véritables maisons de commerce, des boutiques constamment pourvues de marchandises dans lesquelles leurs membres peuvent, à tout

moment, venir acheter les objets ou denrées qui leur sont nécessaires.

On pourrait y placer également les syndicats de vente qui auraient aussi des magasins de vente au détail où le public trouverait toujours à acheter les produits agricoles provenant de l'exploitation des membres du syndicat.

Je laisse de côté les soi-disant syndicats qui vendent non seulement à leurs sociétaires, mais à tout venant, ainsi que ceux qui achètent pour les revendre, non seulement les produits de leurs sociétaires, mais ceux de n'importe quel agriculteur, faisant toujours à leur profit des prélèvements couvrant toujours très largement leurs frais généraux et dont ils ne rendent jamais compte aux intéressés. Ces soi-disant syndicats ne sont évidemment que des sociétés plus ou moins commerciales. »

Si maintenant nous utilisons ce que renferment à notre sens la loi et les travaux préparatoires que nous avons rappelés, nous sommes conduits à décider que les syndicats des trois dernières catégories font des opérations illégales.

Pour les syndicats de la quatrième catégorie, la question de l'illégalité des opérations auxquelles ils se livrent est peu discutée : ce sont des syndicats qui sont en fait « de véritables maisons de commerce ».

Pour les syndicats des troisième et deuxième catégories qui, les uns achètent avec commandes préalables et les autres sans commandes, la question est plus discutée. Pour soutenir la légalité de leurs opérations, on fait

appel à la théorie du mandat. S'il y a eu commande préalable, on dit qu'il y a eu mandat exprès, dans le cas contraire on parle d'un mandat tacite. Dans les deux cas, le syndicat mandataire accomplit au nom des mandants les actes juridiques que constituent l'achat et la vente. Nous pensons au contraire qu'il n'est nullement prouvé que, sous l'empire de la loi de 1884, le syndicat puisse remplir le rôle de mandataire pour les opérations qui nous intéressent ; nous croyons que ce rôle lui est interdit si on interprète strictement, — nous voulons dire exactement, — la loi en question. Sur ce point nous partageons l'avis de M. Nast qui écrit : « L'interprétation rigoureuse de la loi de 1884 aurait dû conduire, à mon sens, à refuser à tout syndicat le droit de pratiquer le régime coopératif, *même à titre de mandataire gratuit*, au profit de ses membres. L'exercice de ce mandat gratuit constitue un mode d'activité qui ne rentre pas dans l'objet syndical circonscrit par la loi et par son interprète le plus autorisé, qui est le législateur lui-même (1). »

M. Ruau dans son *exposé des motifs* indique bien que la légalité du rôle joué par le syndicat comme mandataire gratuit est fort peu prouvée, il écrit à ce sujet : « Il peut sembler, au premier abord, que les syndicats peuvent exercer ce mandat sans autorisation législative, comme tout individu a le droit de le faire ; mais il ne

(1) Nast, *Les syndicats agricoles*, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1909, p. 15.

faut cependant pas oublier que du fait qu'un individu a le droit de faire quelque chose, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'une personne morale ait le même droit, et cela d'autant plus que la loi du 21 mars 1884, qui constitue la charte organique des associations professionnelles, a énuméré limitativement les droits des syndicats; or cette énumération ne comporte pas la faculté de remplir le mandat gratuit tel que nous venons de le définir... » (1).

M. Rist reconnaît également, dans son rapport au congrès de Montpellier, que le droit pour le syndicat d'agir comme mandataire gratuit pour les syndiqués n'est nullement démontré (2).

Ainsi la faculté pour un syndicat de faire des achats ou des ventes de produits à titre de mandataire non salarié est niée par certains dont nous partageons l'opinion. Mais les raisons que l'on peut donner de cette assertion diffèrent les unes des autres.

M. Ruau et M. Rist refusent d'une façon générale le droit aux syndicats d'exercer les fonctions d'un mandataire non rétribué et font application de ce principe au cas particulier qui nous intéresse : achats et ventes faits par un syndicat.

Quant à nous, nous donnons à notre raisonnement une base différente. Nous ne refusons pas *in globo* à un syndi-

(1) Projet Ruau, *Doc. législ.* n° 1801, 9^e législ., p. 6.

(2) Rapport Rist, présenté au Congrès de Montpellier. Montpellier, Imprimerie Serre et Roumegous, 1909, p. 14.

cat le droit de remplir les fonctions d'un mandataire non salarié : nous nous contentons de soutenir qu'il ne peut remplir ces fonctions quand il s'agit de ventes et d'achats de marchandises, *d'actes coopératifs* en un mot.

Pour nous, le contrat visé est impossible, non à raison de sa *nature*, non parce qu'il est un mandat, mais à raison de son *objet* : ce n'est pas parce qu'une personne morale est en cause que nous déclarons illicite le mandat en question, c'est parce que le mandat s'applique à des opérations ne rentrant pas dans le domaine syndical tel que l'ont compris les auteurs de la loi de 1884 (1).

II

La capacité commerciale et les lois postérieures à la loi du 21 mars 1884.

Nous venons de constater que la loi de 1884 ne permettait pas aux syndicats de faire le commerce. Des lois postérieures sont-elles venues lever cette interdiction ? C'est ce que certains ont prétendu ; c'est un des moyens de défense qu'avait invoqué le syndicat de Consenvoye.

(1) Cf. en ce sens Nast, *op. cit.*, p. 17 : « En faveur du rôle de mandataire gratuit que la théorie jurisprudentielle accorde aux syndicats, ne peut-on alléguer que l'article 6 de la loi de 1884 donne à ces associations pouvoir de contracter, que le mandat n'est qu'un de ces actes de la vie civile auxquels la loi les a habilités ? Que les syndicats puissent passer des contrats de nature très diverse, personne ne songe à le nier ; mais à une condition : c'est qu'ils ne sortent pas, en le faisant, des attributions spéciales que la loi leur confère ».

On lit en effet dans l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 29 mai 1908 : « ... Attendu que vainement le moyen soutient que, en tout cas, les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897, et 19 avril 1903 auraient autorisé les syndicats, sous l'unique condition d'être régulièrement constitués comme tels, à pratiquer les opérations incriminées... » (1). Voyons s'il est permis de soutenir que ces lois ont donné aux syndicats la capacité commerciale ?

§ 1. — Loi du 5 novembre 1894.

La première loi invoquée comme venant corriger la rigueur de la loi de 1884 a été la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole. L'article premier, alinéa 1, est ainsi rédigé : « Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir *les opérations concernant l'industrie agricole* et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats. » C'est l'expression « *les opérations concernant l'industrie agricole* » qui a été mise en avant par ceux qui soutiennent que la loi de 1894 a reconnu aux syndicats agricoles la

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 23.

capacité commerciale ; on a soutenu que cet article premier déclarait légales les opérations faites par les syndicats agricoles.

Contre cette thèse on peut faire valoir les arguments suivants :

Le projet déposé par M. Méline autorisait les syndicats à acheter, pour les revendre ou les louer à leurs adhérents, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession. Mais ce projet ne fut pas adopté avec ces dispositions. M. Eugène Mir disait dans son rapport, à propos des attributions des syndicats agricoles : « Quelles sont les attributions des syndicats professionnels ? Quelles sont les opérations auxquelles ils ont le droit de se livrer ? »

« *Elles sont naturellement un peu vagues* et la loi ne pouvait guère les définir nommément, puisqu'elle devait s'appliquer aux professions les plus diverses ; mais la formule qu'elle emploie est aussi générale et étendue que possible, et il est permis d'affirmer qu'à la condition de se limiter à « l'étude et à la défense de ses intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », un syndicat peut faire tout ce qu'il veut.

« La circulaire ministérielle qui a été adressée aux Préfets en interprétation de la loi, est loin d'avoir atténué l'esprit libéral de ces dispositions.

« Enfin la pratique n'a pas non plus rétréci le champ d'action que le législateur a ouvert aux associations professionnelles.

» Pour les syndicats agricoles en particulier, et *sans qu'il soit besoin de rechercher si la loi avait entrevu l'extension que prendraient leurs opérations, il est admis aujourd'hui qu'ils peuvent servir d'intermédiaire entre le fournisseur et le cultivateur* pour faciliter à ce dernier, aux meilleures conditions possibles, les achats de semences, d'engrais, d'outils, de bétail et la vente des produits agricoles.

« Il y a plus, et si la *loi de 1884 refuse aux syndicats professionnels le droit de faire certaines opérations*, elle accorde la faculté de créer des sociétés qui peuvent faire ce qui excéderait la capacité du syndicat professionnel lui-même » (1).

Ainsi donc, lors des travaux préparatoires, on ne dit nullement que les syndicats ont le droit de faire le commerce, on soutient seulement qu'ils peuvent *servir d'intermédiaire entre le fournisseur et le cultivateur*. Puis, loin de permettre aux syndicats de se transformer en sociétés de crédit agricole, on les autorise seulement à créer, à côté d'eux, lesdites sociétés qui devront rester des organes distincts. M. Labiche s'exprimait à cet égard d'une façon très nette dans son rapport : « Cette société, disait-il, devra avoir une existence séparée, un caractère distinct du syndicat ; elle aura un but, des pouvoirs différents, elle agira comme société commerciale, tandis que le syndicat, société civile, *devra se maintenir dans*

(1) Voir rapport Tardy, *op. cit.*, pp. 9 et 10.

les attributions restreintes que lui confère la loi du 21 mars 1884 (1) ».

En résumé, il semble que, parti d'un projet très libéral, on est arrivé à un texte définitif qui ne permettait que la création de sociétés de crédit à côté du syndicat. Aussi on ne peut soutenir que la loi en question soit venue modifier la loi de 1884 en ce qui concerne la capacité commerciale.

§ 2. — Loi du 17 novembre 1897.

Le second texte invoqué dans l'arrêt précité de la Cour suprême est l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 qui est ainsi rédigé : « Le 1° de l'article 9 des statuts fondamentaux de la Banque établis par le décret du 16 janvier 1808 est modifié ainsi qu'il suit : « Les opérations de la banque consistent : 1° à escompter à toutes les personnes des lettres de change et autres effets de commerce à ordre, à des échéances déterminées qui ne pourront excéder 3 mois, et souscrits par des commerçants, par des syndicats agricoles ou autres et par toutes autres personnes notoirement solvables. »

Mais cet article 2 n'autorise nullement les syndicats agricoles à faire des actes de commerce. Durant toute la discussion « l'expression » syndicat agricole « a été em-

(1) Voir rapport Tardy, *op. cit.*, p. 12.

ployée dans le sens de caisse locale de crédit agricole » (1). Aussi est-ce avec raison que la Cour de cassation a dit à ce sujet : « Attendu que l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 autorise, il est vrai, la Banque de France à escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles, mais que cette disposition n'a eu en vue que les sociétés de crédit émanées des syndicats depuis la loi du 5 novembre 1894 ; que ce sont ces sociétés mêmes qui sont visées dans l'article 2 précité, comme elles le sont dans l'article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898 et dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 qui prévoit expressément les sociétés coopératives agricoles constituées par des membres de syndicats professionnels agricoles... »

Au reste, même si la loi de 1897 avait visé des lettres de change ou billets à ordre provenant de syndicat, cela n'eût pas voulu dire — comme le fait remarquer M. Tardy — que la loi autorisait les opérations coopératives.

§ 3. — Loi du 19 avril 1905.

Quant à l'article 9 de la loi du 19 avril 1905, il ne souffre qu'une seule interprétation qui est la suivante :

Cet article, après avoir indiqué que certains éconômats et certaines sociétés coopératives paieront patente, déclare que les syndicats agricoles ne paieront pas patente parce

(1) Voir rapport Tardy, *op. cit.*, p. 14.

qu'ils « se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents ». Si des syndicats dépassent le cercle de ces opérations, ils paieront patente, mais cela ne veut nullement dire qu'ils resteront sur le terrain de la légalité. Ce qu'il ressort seulement de cet article, c'est que le législateur reconnaît comme légal le rôle d'intermédiaire joué par le syndicat : c'est ce qu'avait fait déjà le législateur de 1894 : il n'y a là aucun élément nouveau.

En résumé, si la loi de 1884 ne permet pas l'acte de commerce, les lois qui lui sont postérieures ne lèvent nullement cette interdiction contrairement à l'opinion de certains. Elles paraissent seulement reconnaître au syndicat le droit de jouer le rôle d'*intermédiaire*, question qui n'avait pas été visée dans le texte de 1884.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE ANCIENNE

I

Les Arrêts et les Jugements.

On peut dire d'une façon générale que la jurisprudence a déclaré que les syndicats étaient inaptes à faire le commerce.

Plusieurs jugements ou arrêts déclarent qu'il n'y a pas acte de commerce si l'achat et la vente ne sont pas accompagnés de la réalisation de bénéfices. C'est ainsi que la Cour de Paris décidait, le 13 juillet 1875, qu'il n'y a pas acte de commerce de la part du comice agricole qui fait des opérations d'achat et de vente de bestiaux en dehors de toute pensée de lucre et pour favoriser les progrès de l'agriculture. La Cour a rendu un arrêt dont nous citons le passage le plus caractéristique : « La Cour : — Considérant que le Comice agricole de l'arrondissement de Reims, après avoir acheté à Gorcom (Hollande) par les soins du Comité central de la Marne douze génisses et un taurillon de race pure hollandaise, les a vendus

aux enchères, le 30 novembre 1872, par le ministère de Lajoye, courtier de commerce, à quelques-uns des membres dudit comice qui, d'après une condition expressément stipulée et publiée, étaient seuls admis à la vente, et n'avaient à payer aucun frais d'enchères; — que cette double opération d'achat et de revente, à laquelle était étrangère toute pensée de lucre et de spéculation, n'a eu d'autre but que de favoriser et d'encourager les progrès de l'agriculture conformément au principe même de l'institution du comice: — *qu'elle ne présente, dès lors, aucun caractère commercial...* etc. (1). »

Cette thèse qui consiste à soutenir qu'il n'y a pas à parler d'actes de commerce quand il n'y a pas intention de réaliser un bénéfice se rencontre dans d'autres jugements et arrêts (2). C'est ainsi que la Cour de Toulouse admet que les produits achetés puissent être revendus après avoir subi une faible majoration, si cette majoration représente seulement les frais d'administration. L'arrêt en question était motivé comme il suit : « Attendu qu'en vertu de la loi du 21 mars 1884, il a été constitué à Albi (Tarn) un syndicat agricole dans le but de procurer à ses seuls membres, aux conditions les plus favorables et en traitant directement avec les fabricants, les matières premières nécessaires à l'agriculture, notamment les engrais chimiques; — Attendu

(1) Voir D. 76. 2. 190.

(2) Voir les espèces citées par M. Tardy dans son rapport, p. 18.

que, pour réaliser cet objet et pour recouvrer les frais de correspondance, de réception, de manutention, de délivrance, etc., il est nécessaire de faire subir aux matières achetées une faible majoration qui représente simplement les déboursés ; — Attendu dans ces conditions bien précisées que le syndicat agricole du Tarn ne se livre par suite à aucun acte de commerce ; qu'il n'est mû par aucune idée de spéculation et *joue le rôle de pur intermédiaire ne tirant aucun profit de son intervention...* etc. (1). »

Dans d'autres espèces les tribunaux déclarent que certaines opérations effectuées par le syndicat ont le caractère commercial parce qu'il y a eu intention de lucre. A ce sujet il faut citer le jugement du Tribunal de Commerce du Mans rendu le 6 mars 1894 et dont nous extrayons le passage suivant :

« Attendu que M. de Villiers de l'Isle Adam, président du syndicat des agriculteurs du Maine, agissant en cette qualité, dénie la compétence de ce tribunal, prétendant que le dit syndicat n'est pas commerçant, et ne saurait du reste faire aucun acte de commerce sans contrevenir à la loi du 21 mars 1884 qui dit que les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; — Attendu que la loi de 1884 est journellement violée par les syndicats qui achètent des marchan-

(1) Voir D. 90. 2. 144.

disés de toutes sortes pour les revendre avec des bénéfices souvent supérieurs à ceux du commerce ; — Attendu qu'il résulte du prix-courant imprimé du syndicat des agriculteurs du Maine pour l'automne 1893 que les prix sont suffisamment majorés pour constituer un bénéfice dont se contenteraient beaucoup de commerçants, etc... Par ces motifs ; — Dit que le syndicat des agriculteurs du Maine a bien fait des actes de commerce, ce qui établit suffisamment la compétence du tribunal de commerce du Mans ; — se déclare compétent » (1). La Cour d'appel confirma ce jugement car elle vit dans l'opération visée un acte de commerce, attendu qu'il y avait réalisation d'un bénéfice.

Un jugement du Tribunal de commerce de Saint-Etienne indique que les syndicats professionnels doivent avoir exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, agricoles, industriels ou commerciaux. Si un syndicat fait un acte de commerce, cet acte est illicite, contraire à l'ordre public et sans effets. Il s'agissait en l'espèce de contestations nées entre un sieur Rémy et un syndicat de pharmaciens. Le sieur Rémy avait concédé audit syndicat l'exploitation d'une source minérale ; le Tribunal a déclaré que le syndicat ne pouvait exploiter la source cédée, qu'il y avait là un acte de commerce prohibé par la loi de 1884. Citons quelques attendus de cet intéressant jugement : « Attendu que de l'en-

(1) Voir D. 95. 2, p. 88.

semble des dispositions édictées par la loi du 21 mars 1884, il résulte que le but que s'est proposé le législateur, c'est de n'autoriser la création de syndicats professionnels que pour favoriser l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, sans que leur capacité ainsi limitée puisse s'étendre à d'autres objets ;... Attendu, dans l'espèce, que le défaut de capacité du syndicat des pharmaciens de la Loire et de la Haute-Loire, pour stipuler les conditions qui constituent l'économie du traité du 10 avril 1895 verbalement intervenu entre lui et le sieur Rémy est manifeste ; *que cette convention constate et a pour but de consacrer entre les parties contractantes une véritable opération commerciale*, interdite aux syndicats professionnels par la loi du 21 mars 1884, organisatrice de leur fondation ; qu'à ce titre, elle est illicite, contraire à l'ordre public et par conséquent frappée de la nullité prévue par les articles 1131 et 1133 Code civil... (1). »

Signalons également le jugement du Tribunal de Saint-Etienne qui refuse à un syndicat le droit d'exploiter une mine, car un syndicat ne peut exploiter une entreprise. Il faut ajouter que la mine est un immeuble et que c'est l'article 6 qui énonce limitativement les immeubles que peut acquérir un syndicat.

Enfin nous devons insister sur un arrêt de la Cour suprême du 19 juin 1908, concernant le syndicat des con-

(1) *Le Droit*, n° du 5 février 1898.

fiseurs, pâtissiers et chocolatiers de la ville de Marseille. La question qui se posait était celle de savoir si un syndicat peut posséder une marque de fabrique ou de commerce ? La Cour a résolu la question négativement, voici au nom de quels principes : « Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1, 2, 4 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et suivants de la loi du 23 juin 1857, en ce que l'arrêt attaqué a dénié à un syndicat professionnel la capacité de posséder une marque de commerce dans l'intérêt collectif des membres de l'association ;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ;

Attendu que l'activité des syndicats professionnels ne doit s'exercer que pour la défense des intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent ; que la capacité juridique des syndicats en ce qui concerne la composition de leur patrimoine mobilier est restreinte dans les limites mêmes assignées à leur mission légale ; qu'il en résulte que le patrimoine mobilier des syndicats ne peut comprendre que des éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par ces syndicats ;

Attendu qu'un syndicat ne saurait légalement posséder une marque de fabrique ou de commerce ;

Attendu, en effet, qu'un syndicat professionnel à qui

il est interdit de se livrer à aucune opération commerciale ou industrielle ne peut faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce ;

Attendu, il est vrai, qu'il est prétendu par le pourvoi qu'une marque de fabrique ou de commerce pourrait être possédée par un syndicat professionnel dans l'intérêt collectif des membres de ce syndicat ;

Mais attendu que les intérêts individuels des membres qui font partie d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat ; que lors même que la totalité des membres d'un syndicat ferait usage d'une même marque de fabrique ou de commerce, cette marque n'en garantirait pas moins seulement les intérêts individuels de chacun des membres du syndicat ; que ces intérêts individuels si nombreux qu'ils soient ne sauraient être confondus avec les intérêts collectifs de la profession qui, seuls, sont représentés par le syndicat ; que l'usage que pourraient éventuellement faire d'une marque de fabrique ou de commerce les membres d'un syndicat, ne peut habiliter ce syndicat à comprendre cette marque, exclusivement destinée à protéger des intérêts individuels dans son patrimoine, ni lui conférer le droit de poursuivre la réparation des atteintes qui seraient portées à la propriété de cette marque ;

Et attendu que Laure (Frédéric), agissant en qualité de président du syndicat des confiseurs, pâtisseries et chocolatiers de la ville de Marseille, a cité devant le Tribunal

correctionnel de cette ville, en contrefaçon d'une marque destinée à être apposée sur un gâteau dit « Le Colombier » et déposée par le syndicat, le 11 mars 1904, Corriol, pâtissier à Marseille, mais que son action a été déclarée irrecevable par l'arrêt attaqué ;

Qu'en statuant ainsi, ledit arrêt n'a commis aucune violation des textes visés au moyen ;

Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi de Laure (Frédéric), agissant en qualité de président du syndicat des pâtissiers, confiseurs et chocolatiers de la ville de Marseille, contre l'arrêt de la Cour d'appel de Nîmes du 21 novembre 1907 ; le condamne à l'amende, aux dépens, et à l'indemnité envers Corriol, partie renvoyée des fins de la poursuite » (1).

II

Interprétation des arrêts et des jugements.

En résumé que ressort-il de cette jurisprudence ?

Les tribunaux déclarent que l'acte de commerce est impossible pour les syndicats, qu'ils soient agricoles, commerciaux ou industriels. D'après eux, il y a acte de commerce si l'achat a été fait avec l'intention de revendre et si l'acheteur s'est proposé de revendre avec bénéfice. A ce sujet, on peut se demander si c'est l'élément inten-

(1) Voir Bulletin de l'Office du Travail, juillet 1908, p. 663.

tionnel, le désir de gain ou bien le gain lui-même qui est pris en considération ? Il semble bien que ce soit *le fait* et non *l'intention* qui décide le jugement des tribunaux. Prenons l'exemple de deux syndicats acheteurs d'engrais, qui revendent lesdits engrais après leur avoir fait subir une majoration. Le premier syndicat fixe la majoration à 10 %, de façon à réaliser un bénéfice, mais en fait à cause des frais imprévus il ne fait aucun gain : les tribunaux décideront que les opérations par lui accomplies ne sont pas des actes de commerce. Le second syndicat majore son prix de 8 % ; il n'a pas l'intention de faire de bénéfices, mais en fait, grâce à une sage administration, il réalise un bénéfice de 3 % ; dans ce cas, les tribunaux décideront qu'il a dépassé le cadre des opérations syndicales, car il aura fait des actes de commerce.

Mais, comme le fait remarquer M. Nast, les tribunaux ont été amenés à formuler leur théorie à propos de question de compétence, « mais la question restait entière de savoir si le mode d'activité de ces syndicats, même non commercial, n'était pas en dehors de l'objet strictement prévu par la loi de 1884 » (1).

C'est la Cour de Douai qui s'est prononcée sur cette question, elle a décidé *que la loi de 1884 ne permettait pas au syndicat l'achat en commun*, en sorte que quand un tel achat a lieu il ne peut pas être fait par le syndicat remplissant les fonctions de mandataire, c'est seulement

(1) Voir Nast, *op. cit.*, p. 7.

un membre quelconque qui peut remplir un tel mandat (1). Cet arrêt de la Cour de Douai confirme la thèse que nous avons soutenue en interprétant strictement la loi de 1884. Nous disions en effet à ce sujet que le syndicat ne peut exercer un mandat ayant pour objet des actes coopératifs.

(1) Tardy, *op. cit.*, p. 20.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE NOUVELLE

I

Les arrêts récents.

Ce sont des arrêts récents qui ont donné à la question de la capacité commerciale des syndicats un regain d'actualité.

Le 30 juillet 1907 le tribunal correctionnel de Montmédy condamnait les administrateurs du Syndicat agricole de Consenvoye pour avoir annexé au Syndicat une boutique d'épicerie dans laquelle étaient vendues au détail des marchandises de toutes sortes : produits alimentaires, vins, huiles minérales, chaussures, savon, sel, sucre, café, etc.

Le 22 octobre 1907, le tribunal de Bar-le-Duc prononçait la dissolution des syndicats agricoles de Chaumont-sur-Aire et de Courcelles-sur-Aire « pour avoir contrevenu aux dispositions de la loi du 21 mars 1884 en se livrant à des opérations non prévues par cette loi et contraires à son esprit, et parce qu'il est en effet établi que ces syndi-

cats livraient, soit à leurs syndicataires, soit même à des *personnes étrangères* aux syndicats, des marchandises d'épicerie, quincaillerie, effets d'habillement, et autres, n'ayant aucun rapport avec les *intérêts agricoles* pour lesquels ils étaient constitués et prévus dans leurs statuts ».

Ces syndicats firent appel et ils furent condamnés par deux arrêts de la Cour de Nancy du 27 novembre 1907. Le syndicat agricole de Consenvoye fit à nouveau appel mais un arrêt de la Cour de cassation le débouta de sa demande le 29 mai 1908.

Quelle est la thèse qui se trouve enfermée dans cette jurisprudence récente qui a fait tant de bruit?

Et tout d'abord, sur quels arguments la Cour de Nancy a-t-elle basé sa condamnation? Avant de répondre à cette question, rappelons que le syndicat de Consenvoye majorait les prix de 5 0/0 pour couvrir ses frais généraux; vu les opérations variées auxquelles il se livrait, il méritait l'épithète de syndicat-bazar; mais il ne vendait qu'à ses adhérents. La Cour de Nancy a confirmé le jugement rendu en première instance par l'arrêt ci-dessous :

« Attendu que les prévenus en leur qualité de directeur et d'administrateurs du Syndicat agricole de Consenvoye ont été mis en demeure, le 28 avril 1907, par le maire de la commune, agissant en exécution d'instructions préfectorales, d'avoir à fermer la boutique d'épicerie qu'ils avaient annexée audit syndicat et dans laquelle étaient vendues en détail les marchandises les plus variées, pro-

duits alimentaires, vins, huiles minérales, chaussures, savons, sel, sucre, café, etc..

Attendu que cette mise en demeure est restée sans effet, une information judiciaire fut ouverte contre eux, que les six prévenus furent renvoyés par ordonnance de clôture, devant la juridiction correctionnelle, sous la prévention d'infraction à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, et que par le jugement du 30 juillet 1907, qu'ils ont régulièrement frappé d'appel, ils ont été condamnés chacun et solidairement en 16 francs d'amende ;

Attendu qu'il résulte de l'information, des notes d'audience, et de leurs aveux, la preuve qu'au mois de février 1907, les prévenus ont annexé au syndicat agricole de Consenvoye un magasin où les seuls adhérents étaient admis à acheter au détail les marchandises ci-dessus énumérées, que le syndicat s'approvisionnait de denrées sans en avoir reçu auparavant la commande et qu'il les revendait en prélevant une bonification de 50/0 destinée à couvrir les frais généraux et à assurer le salaire du gérant ;

Attendu que les prévenus soutiennent qu'en organisant au profit de tous et des seuls adhérents au syndicat une coopération d'achat et de livraison de produits utiles à la subsistance et à l'entretien du cultivateur lui-même, et à l'exercice de sa profession agricole ils n'ont pas contrevenu aux dispositions de l'article 3 de la loi de 1884, qu'ils ne sont pas davantage sortis de la légalité en opérant sur le prix des marchandises un léger prélèvement

dans le but de couvrir les pertes et les risques des frais généraux de la coopération ;

Qu'enfin, les achats et les ventes auxquelles ils procédaient devant contribuer à la défense des intérêts professionnels par l'abaissement du coût de la vie aux champs et des frais de culture sans réaliser un véritable bénéfice commercial, ils ne se sont pas livrés à un acte de commerce dans le sens juridique du mot ; qu'au surplus, l'auraient-ils fait, comme cet acte avait pour but de concourir à l'amélioration économique de la profession, ils échapperaient encore à la sanction de l'article 9 de la loi de 1884, dès l'instant que l'article 3 ne le prohibe pas expressément, tout, en matière pénale, étant de droit étroit.

Attendu, en droit, que l'article 3 de la loi de 1884 dispose que « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Attendu, qu'en spécifiant limitativement les actes permis aux syndicats, le législateur a, par le fait, exclu tous ceux qu'il n'a pas autorisés ;

Que par le mot « étude », il faut entendre l'ensemble des voies et moyens que les syndicats professionnels ont le droit de rechercher, soit à l'aide de réunions, de conférences, de publications, de concours, d'expositions, d'écoles, etc., pour améliorer, perfectionner et transformer la fabrication, l'outillage, le mode de culture et pour contribuer à l'instruction professionnelle des patrons ou ouvriers appartenant à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture ;

Que le mot « défense » a lui aussi, un sens restreint, qu'il signifie la mise en œuvre ou la revendication des droits appartenant, en général, d'après la loi, à la profession qui a créé le syndicat, au moyen de conférences, de mémoires, de pétitions aux pouvoirs publics, d'instances en justice, de création de laboratoires pour contrôler ou analyser les matières premières et les produits de la profession, de création de bureaux, de consultations pour réclamations en matière de douane, d'octrois, des transports par terre et par eau, etc.

Qu'on ne saurait, sans violer la loi, ajouter aux deux objets permis aux syndicats, l'achat et la vente de marchandises, dont la plupart n'ont, avec l'agriculture, que des rapports lointains et dont quelques-unes lui sont absolument étrangères, quand bien même leur livraison devrait contribuer à l'amélioration du sort du cultivateur, de sa famille ou de son personnel.

Que les ventes d'huiles minérales, de vêtements, d'articles de quincaillerie, d'objets d'alimentation, n'ont rien de commun avec l'étude et la défense des intérêts de l'agriculture, telles qu'elles ont été ci-dessus définies ;

Qu'il importe peu que le bénéfice réalisé soit de minime importance ; que l'article 632 du Code de commerce répute acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre ;

Attendu, d'autre part, qu'il est vainement soutenu par les appelants que les actes de commerce n'étant pas expressément défendus aux syndicats par l'article 3 de la

loi du 21 mars 1884, ceux-ci sont en droit de s'y livrer sans qu'aucune sanction pénale puisse les atteindre ;

Attendu, en effet, que la loi de 1884 ayant limitativement spécifié les deux objets de l'activité syndicale dans la mesure précédemment indiquée, les administrateurs d'un syndicat encourent les pénalités édictées par l'article 9, lorsqu'ils font sortir le syndicat du cercle de ses attributions ;

Que si, à la vérité, l'article 9 de la loi du 19 avril 1905 exempte de la patente les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation, lorsqu'ils se bornent à grouper les commandes et à distribuer dans leurs magasins de dépôt, les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes, il n'autorise pas les syndicats professionnels à acheter et à vendre sans commandes et sans groupement ces produits et marchandises dans le cas même où les syndicats se soumettraient à payer patente ;

Que la preuve s'en trouve dans le paragraphe 1 dudit article, lequel rend passible du droit de patente, au même titre que les sociétés et les particuliers, les sociétés coopératives de consommation et les économats, lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou livraison, mais ne parle pas des syndicats ; que de ce silence il faut nécessairement inférer que le droit de vendre avec patente est interdit aux syndicats, parce que précisément il est en dehors des deux objets en vue desquels ceux-ci sont autorisés à

s'organiser, c'est-à-dire l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Qu'au surplus, en l'espèce, le syndicat de Consenvoye ne pouvait s'abriter derrière les dispositions de l'article 9 de la loi de 1905, puisqu'en fait il n'est pas assujéti à la patente et qu'il n'a reçu ni commande ni opéré de groupement ;

Que ces faits constituent, ainsi qu'il a été justement constaté par le tribunal, le délit d'infraction à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, réprimé par l'article 9 de la même loi ;

Attendu que l'infraction à l'article 3 de la loi de 1884 est un délit contraventionnel que la bonne foi ne peut excuser, mais dont il doit être tenu un large compte dans l'application de la peine ;

Attendu, d'autre part, que les prévenus n'ont jamais été condamnés ; que leur réputation est excellente sous tous les rapports ; qu'en agissant comme ils l'ont fait, ils ont suivi les errements communs à un grand nombre de syndicats agricoles ; qu'il échet dès lors, tout en maintenant la peine prononcée par les premiers juges, de décider qu'il sera sursis pendant 5 ans à son exécution, par application de l'article premier de la loi du 26 mars 1891 ;

Par ces motifs,

La Cour rejette l'appel des prévenus comme non fondé,...

Ainsi on voit quels principes a invoqués la Cour de

Nancy. Il ressort de la lecture de l'arrêt que la Cour a reproché deux faits au syndicat de Consenvoye : 1° le syndicat s'approvisionnait sans avoir reçu de commande préalable et 2° la bonification de 5 0/0 destinée à couvrir les frais généraux et à assurer le salaire du gérant permettait au syndicat de réaliser certain bénéfice.

Les moyens de défense invoqués par les prévenus méritent de retenir une minute l'attention. D'après eux, la vente des produits visés n'est pas illégale ; le prélèvement opéré n'a pour but que de couvrir les frais ; les achats et ventes ne sont pas illégaux, car ils ont pour résultat d'abaisser « le coût de la vie aux champs » et ceci est compris dans la défense des intérêts professionnels ; ils ajoutent que même si le prélèvement donnait aux actes accomplis le caractère commercial, cette circonstance ne permettait pas de parler d'illégalité. Ce dernier point est remarquable ; pour les défenseurs, l'acte de commerce lui-même est permis aux syndiqués s'il a pour but « de concourir à l'amélioration économique de la profession ». Cette interprétation de la loi de 1884 ne manque pas de hardiesse : c'est s'efforcer de lui donner l'interprétation la plus large possible. A cela la Cour de Nancy répond en donnant au contraire aux mots « étude » et « défense » un sens restreint (1).

Sur appel, la Cour de cassation, Chambre criminelle,

(1) Voir texte de l'arrêt précité.

rendit le 29 mai 1908 un arrêt qui déboutait les demandeurs et dont voici le texte :

« Sur le moyen unique pris, par les demandeurs, de la violation ou fausse application de la loi du 21 mars 1884, notamment de ses articles 3 et 9, des lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1903, article 9, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme une contravention à la loi de 1884 le fait par un syndicat agricole d'acheter pour ses adhérents et de leur livrer au fur et à mesure de leurs besoins tous les produits, denrées ou marchandises qui leur sont nécessaires ou utiles, dans le but de leur procurer une économie ou d'autres avantages matériels, alors que la loi précitée de 1884 a autorisé la création des syndicats pour la défense des intérêts des syndiqués et que les lois de 1894, de 1897 et de 1903, prévoient expressément les opérations dont il s'agit ;

Attendu que les demandeurs étaient prévenus comme administrateurs d'une association syndicale agricole d'avoir contrevenu à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en ne limitant pas l'objet dudit syndicat à l'étude et à la défense de ses intérêts, notamment en créant un établissement commercial ;

Qu'il est énoncé en fait, dans l'arrêt attaqué, que, au syndicat agricole de Consenvoye, les prévenus avaient annexé un magasin où les adhérents étaient admis à acheter au détail des marchandises, telles que vêtements, produits alimentaires et objets d'utilisation ménagère ; — que le syndicat s'approvisionnait de ces mar-

chandises, sans qu'il y eût eu, au préalable, de commandes ou de groupement de commandes de ses adhérents, et les revendaient à ceux-ci en prélevant une bonification de 5 % destinée à assurer le salaire du gérant et à couvrir les frais généraux ;

Que de cet état de fait, souverainement constaté par le juge du fond, il résulte tout d'abord que le syndicat mis en cause ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1986 et suivants du Code civil ;

Qu'à bon droit, l'arrêt déclare qu'il importe peu que le bénéfice réalisé fût de minime importance, l'article 632 du Code de Commerce réputant acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre ;

Attendu que, sans pouvoir méconnaître d'une manière absolue le caractère commercial des opérations incriminées, les demandeurs soutiennent que, soit sous l'empire de la loi du 21 mars 1884, soit dans les prévisions des lois postérieures visées au moyen, une association syndicale professionnelle peut légalement pratiquer le régime coopératif aux effets d'une vocation propre, et, par suite, sans avoir à constituer une société coopérative dans les formes des articles 48 et suivants de la loi du 24 juillet 1867.

Mais attendu que, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » ;

qu'il en résulte que la constitution d'une association syndicale agricole dans les conditions déterminées par la susdite loi donne exclusivement vocation à cette association d'étudier et de défendre les intérêts économiques agricoles qu'elle représente ; que, d'autre part, les seules dispositions déclarées inapplicables aux syndicats, dans l'article 1 de la loi étant les articles 291 à 294 du Code pénal, et la loi du 10 avril 1834, toutes autres dispositions légales leur sont par là même, demeurées applicables ;

Attendu que vainement le moyen soutient que, — en tout cas, — les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1903, auraient autorisé les syndicats, sous l'unique condition d'être régulièrement constitués comme tels à pratiquer les opérations incriminées ;

Qu'en ce qui touche la première de ces lois, le projet autorisait, il est vrai, les syndicats, par dérogations aux articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, à acheter, pour les revendre ou les louer à leurs adhérents, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession et à acquérir des immeubles en vue du fonctionnement de ce service, mais que le législateur a refusé de consacrer une dérogation qui eût transformé le caractère des associations syndicales, et qu'il appert uniquement du texte adopté que les membres des syndicats peuvent, sous certaines conditions de publicité, et à charge de tenir une comptabilité commerciale, constituer des sociétés de crédit agricole

dont la personnalité reste essentiellement distincte ;

Attendu que l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 autorise, il est vrai, la Banque de France à escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles ; mais que cette disposition n'a eu en vue que les sociétés de crédit émanées des syndicats depuis la loi du 5 novembre 1894 ; que ce sont ces sociétés mêmes qui sont visées dans l'article 2 précité, comme elles le sont dans l'article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898 et dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 qui prévoit expressément les sociétés coopératives agricoles constituées par des membres de syndicats professionnels agricoles ;

Attendu, enfin, qu'il ne résulte nullement de l'article 9 de la loi du 19 avril 1905, que les syndicats agricoles aient été autorisés, pourvu qu'ils paient patente, à tenir boutique ou magasin de vente ; mais que seulement, si ces syndicats ont enfreint ainsi les règles de leur institution, la situation qui en résulte les soumet par le fait même, à la loi fiscale ;

Qu'il suit de là, qu'aucune des lois qu'invoque le moyen, n'a eu pour but et pour effet d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi de 1884, ni de modifier les conditions fondamentales de leur organisation, telles qu'elles ont été fixées par ladite loi ;

Qu'ainsi la sanction de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 est encourue, lorsque les actes définis dans l'arrêt attaqué émanent, non d'une société coopérative constituée

par le syndicat en observant les textes qui la régissent, mais bien de l'association syndicale elle-même, excipant d'une vocation propre et personnelle qui, à cet égard, lui est refusée par la loi.

Par ces motifs rejette le pourvoi... »

II

Interprétation de l'arrêt rendu le 29 mai 1908 par la Cour de Cassation.

Nous avons à nous demander quelle est au juste la portée de cet arrêt, et quelles sont les interprétations dont il a été l'objet ?

§ 1. — Interprétation extensive.

M. Hitier écrit dans son intéressant article sur le régime des syndicats agricoles : « En résumé, c'est l'acte commercial, l'achat pour revendre, avec prélèvement d'un bénéfice quel qu'en soit le chiffre, que la Cour de cassation interdit aux syndicats. Et la Cour de cassation, trouvant dans la réalisation d'un bénéfice la justification de la condamnation prononcée à Nancy contre les administrateurs du syndicat de Consenvoye, a considéré que la décision attaquée avait fait une saine application de la loi. Le point de droit se trouve donc établi. *L'acte commercial, tel qu'il est défini par le Code, est interdit aux syndicats. Voilà tout ce qu'il y a dans l'arrêt, mais il*

nous semble qu'il n'y a rien de plus. La pratique du groupement des commandes par le syndicat servant d'intermédiaire entre ses membres et un fournisseur est et reste licite du moment que le syndicat s'abstient de prélever un bénéfice et se borne à se couvrir de ses frais (1). » Si tel est le sens de l'arrêt, on ne peut lui reprocher trop de rigueur.

§ 2. — **Interprétation restrictive.**

Certains auteurs ont donné une interprétation différente de l'arrêt précité. M. G. Cahen s'exprime comme il suit à cet égard : « ... La Cour de cassation se montra plus rigoureuse ; elle décida que « tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre est un acte de commerce... qui est interdit aux syndicats, fût-il opéré sur commande et sans esprit de lucre. Aucune loi n'a eu pour but ou pour effet d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi de 1884, ni de modifier les conditions fondamentales de leur organisation telles qu'elles ont été fixées par ladite loi (2). » Cette opinion de M. Cahen est partagée par M. Dubief dans son « Avis » ainsi que par M. Ruau dans son projet de loi (3).

(1) Hitier, *Le régime des syndicats agricoles*, Rev. d'Ec. Pol., janvier 1909, p. 57.

(2) G. Cahen, *De la capacité commerciale des syndicats*, Bulletin de la Soc. d'Et. législ. Paris. Rousseau 1909, n° 4, p. 347.

(3) Voir Dubief, *Avis présenté au nom de la commission du tra-*

Nous voici donc en présence de deux interprétations opposées du fameux arrêt du 29 mai 1908. Dans une opinion on soutient que c'est l'acte commercial seul qui est prohibé ; dans l'autre, c'est « tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre » qui deviendrait illicite : c'est la condamnation du rôle d'intermédiaire même non rétribué joué par le syndicat, c'est la prohibition de la plupart des opérations auxquelles se livrent les syndicats. Avant de donner notre avis sur le véritable sens de l'arrêt, nous devons faire remarquer qu'il doit manquer de précision : si à première lecture l'une ou l'autre thèse se dégageait nettement des « attendus », les discussions dont il a été l'objet n'auraient pu prendre naissance. Et si l'interprétation donnée par M. Hitier était la seule qui fût possible, on comprendrait mal l'émotion considérable suscitée par l'arrêt de la Cour de cassation. Cette précision faite quant au manque de clarté

vail sur le projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles. Ch. Doc. législ., n° 2456, 9^e législ., p. 3. — Voir Ruau, *Projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles.* Ch. Doc. législ., n° 1801, 9^e législ., pp. 3 et 4. M. Ruau écrit : « A son tour, la Cour de cassation vient, par un arrêt tout récent en date du 29 mai 1908, arrêt qui fera sans doute jurisprudence, de consacrer, en l'accentuant encore, la thèse soutenue par la Cour de Nancy. Les conséquences de cet arrêt sont des plus graves pour les syndicats agricoles ; ne nous le dissimulons pas : la grande majorité d'entre eux sont placés hors la loi par la Cour de cassation ; leur existence même est compromise et avec elle, celle de toutes les œuvres de mutualité et de coopération issues du syndicat et basées sur le principe désormais immuable de la solidarité. »

du texte, indiquons l'interprétation qui nous semble préférable.

§ 3. — Interprétation mixte.

A notre avis, la Cour de cassation a condamné le syndicat de Consenvoye parce qu'il achetait sans commande préalable, tenait un magasin et réalisait un certain bénéfice. La Cour déclare *que c'est l'acte de commerce qui est interdit au syndicat*. Nous nous rapprochons donc de l'opinion émise par M. Hitier. Mais alors se pose la question de savoir quelle est la signification de l'arrêt au sujet du rôle d'intermédiaire rempli par le syndicat. Il ressort nettement des termes de l'arrêt que la Cour admet que le syndicat peut exécuter un mandat comme une personne privée quelconque. Nous lisons en effet dans l'arrêt : « que de cet état de fait, souverainement constaté par le juge du fond, il résulte tout d'abord que le syndicat mis en cause ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1986 et suivants du Code civil... » D'où l'on peut tirer que la Cour admet que si le syndicat avait pu prouver qu'il n'exécutait qu'un mandat, alors il n'eut pas été condamné. On ne peut donc alors parler du « mutisme de la Cour de cassation » sur cette question du mandat : c'est cependant la formule insérée par M. Ruau dans son projet : « Il peut sembler au premier abord — dit M. Ruau — que les syndicats peuvent exercer ce mandat

sans autorisation législative, comme tout individu a le droit de le faire ; mais il ne faut pas cependant oublier que du fait qu'un individu a le droit de faire quelque chose, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'une personne morale ait le même droit, et cela d'autant plus que la loi du 21 mars 1884, qui constitue la charte organique des associations professionnelles, a énuméré limitativement les droits des syndicats ; or, cette énumération ne comporte pas la faculté de remplir le mandat gratuit tel que nous venons de le définir ; nous avons donc pensé que le projet sur les syndicats économiques agricoles devait être à ce sujet tout à fait catégorique, *surtout étant donné le mutisme sur ce point de l'arrêt précité de la Cour de cassation* (1). »

M. Rist, dans son rapport au Congrès de Montpellier, écrit : « Il reste cependant, Messieurs, une objection à laquelle il importe de répondre. Nous avons admis jusqu'ici que la jurisprudence accordait aux syndicats le droit d'agir comme mandataire gratuit pour leurs membres. Mais (nous l'avons fait remarquer nous-même) si le rapport de M. Atthalin est très net sur ce point, cependant *l'arrêt même de la Cour n'en dit rien*. Il reste donc une incertitude (2). »

Cette assertion est erronée : après l'*attendu* que nous avons cité, on ne peut avancer que l'arrêt ne touche pas

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 6.

(2) Rapport Rist, *op. cit.*, p. 14.

à la question du mandat. Il ressort au contraire du texte, que la Cour permet le mandat au syndicat. Les lignes qui forment l'attendu précité résument le passage suivant du rapport de M. le conseiller Atthalin : « Nous tiendrons pour acquis, d'abord que le syndicat agricole qui se borne à servir d'intermédiaire entre un de ses membres et un fournisseur, ou entre plusieurs de ses membres groupant leurs commandes et un fournisseur, ne commet aucune infraction. L'arrêt (de la Cour de Nancy) le concède nettement et il ne condamne qu'après avoir, à deux reprises, constaté que tel n'est pas le cas de l'espèce. En effet, la répartition pure et simple des marchandises entre les diverses personnes au nom desquelles et pour lesquelles l'achat a été effectué, ne peut constituer une revente, puisque ce sont les acheteurs eux-mêmes qui prennent livraison des marchandises et les consomment. Alors le syndicat aura rempli un *mandat gratuit* dans les termes de l'article 1986 du Code civil. Dans ce cas, d'après l'article 1999, le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution de son mandat. Ne fait donc pas acte de commerce le syndicat qui, servant d'intermédiaire pour le groupement des commandes de ses adhérents, traite directement avec le fournisseur, même s'il fait subir aux matières achetées une *majoration qui représente simplement ses déboursés et qui, s'il reste quelques profits, fait ristourne du trop perçu à ses mandants dans la proportion de leurs commandes respectives*. Mais

encore une fois, telle n'est pas la situation de fait, du moins d'après l'arrêt qui, en fait, vous domine... Nous y trouvons la constatation de l'*absence de commandes antérieures aux achats*, de la *tenue d'un magasin de revente au détail*, et de la *réalisation d'un bénéfice, si minime soit-il.* »

Nous pouvons dire que l'*arrêt permet le mandat*. Cette formule un peu vague doit être précisée, il faut écrire : *l'arrêt permet le mandat exprès*. Mais l'arrêt autorise-t-il également le mandat *tacite* (1). ? C'est ce point qui est en litige. S'il n'est pas possible d'avancer que l'arrêt ne parle pas du mandat en général, on peut du moins affirmer qu'il ne parle pas d'une façon particulière du « mandat tacite ». Cette question est capitale : si l'arrêt condamne le *mandat tacite*, ce sont les achats sans commande préalable — achats d'engrais par exemple ou de pièces de rechange pour les machines — qui deviennent impossibles.

Pour nous, *c'est bien cette condamnation du « mandat tacite »* (2), *qui se dégage de l'arrêt que nous étudions*. Cette solution est nécessitée d'abord par le rapport de M. Atthalin. Le rapporteur parle en effet du « groupe-

(1) Indiquons en passant que l'expression de mandat tacite manque de précision : Ne pourrait-on pas dire, par exemple, que tout commerçant qui achète en vue de vendre agit en vertu d'un mandat tacite, les acheteurs futurs jouant le rôle de mandants. Malgré le vague de cette expression, nous y avons recours, car elle a été constamment employée à propos de la question que nous étudions.

(2) Voir également en ce sens Nast, *op. cit.*, pp. 13 et 14.

ment des commandes » et à ce groupement préalable des commandes qu'il déclare licite, il oppose le procédé employé par le Syndicat de Consenvoye : « l'absence de commandes antérieures ». De plus, pour soutenir notre thèse, nous ne nous réclamons pas seulement du rapport en question, mais de l'arrêt lui-même qui contient, à notre sens, d'une façon implicite, la condamnation du mandat tacite. Si la Cour avait admis le mandat tacite, elle n'eût pas condamné le syndicat. Ce que la Cour de Nancy avait reproché au syndicat, c'était l'absence de commande, et la Cour de cassation reprend ce motif à son compte. Si elle déclare que le Syndicat ne pouvait prétendre qu'il n'avait fait qu'exécuter un mandat, c'est après avoir rappelé que le Syndicat de Consenvoye opérait « sans qu'il y eût, au préalable, de commandes ou de groupement de commandes de ses adhérents » (1).

On est donc conduit à ceci : *La Cour de cassation déclare que le Syndicat ne peut exciper de l'existence d'un mandat parce qu'il opérait sans commande préalable : c'est donc la condamnation indiscutable du mandat tacite.* Aussi pour nous, la Cour de Cassation permet le mandat exprès et défend le mandat tacite. Peut-être va-t-on nous objecter que cette opinion mixte n'est pas possible. A ceci nous répondons par le raisonnement de M. Ruau, mais en l'adaptant à notre façon de voir : si pour les individus, on ne conteste pas la possibilité du

(1) Voir dans le texte de l'arrêt l'alinéa 4.

mandat tacite en même temps que celle du mandat exprès reconnu explicitement par la loi, il peut en être différemment pour les personnes morales et on ne voit pas pourquoi on n'accorderait pas à ces dernières le droit d'user du second en leur interdisant l'usage du premier¹

En un mot, nous croyons qu'il faut interpréter l'arrêt en ce sens : il permet au syndicat de jouer le rôle de mandataire non rétribué quand le mandat a été donné d'une manière expresse. Nous nous rallions donc en partie à la thèse de M. Hitier. Nous partageons son avis quand il soutient que l'arrêt n'a pas eu pour but de déclarer illicite le rôle joué par le syndicat, d'intermédiaire non rétribué. Mais nous nous séparons de lui lorsqu'il prétend que la question des commandes préalables — donc le mandat tacite — n'est pas en cause et que l'arrêt ne défend pas l'achat fait en vue des besoins futurs. M. Hitier parle avec raison de l'utilité que présentent en pratique ces achats faits à l'avance ; nous reconnaissons cette utilité avec lui, mais nous nions que la Cour de cassation ait entendu déclarer le procédé licite (1).

(1) M. Hitier s'exprime comme il suit à ce sujet : « Et à notre avis, à condition toujours que le syndicat reste un mandataire gratuit, il n'y a pas à tenir compte d'une circonstance accessoire que l'arrêt de Nancy avait retenue dans l'affaire de Consenvoye, à savoir l'achat pratiqué à l'avance en prévision des besoins futurs des adhérents et l'établissement de magasins par le syndicat pour la livraison en détail. Nous ne croyons pas, d'accord en cela avec M. Paisant, qu'une pareille pratique puisse être incriminée. L'utilité qu'elle présente est incontestable, surtout quand il s'agit de dépôt de pièces de rechange pour les machines agricoles. On ne peut prétendre exiger, dans cer-

M. Rieul-Paisant soutient aussi que la Cour de cassation n'a pas condamné le *mandat tacite*. Pour M. Rieul-Paisant, l'arrêt condamne le syndicat qui tient boutique et fait acte de commerce ; il reconnaît au contraire licite le fait par le syndicat de grouper les commandes, mais il va jusqu'à autoriser les opérations faites par les syndicats sans commandes préalables. « Les syndicats — dit M. Rieul-Paisant — sortent-ils de leurs attributions lorsque, tout en restant des intermédiaires gratuits, ils achètent en prévision des besoins de leurs membres et possèdent des magasins pour la livraison au détail des produits achetés ? Ces deux circonstances étaient invoquées dans l'arrêt de Nancy, mais la Cour de cassation, tout en les relevant, n'a pas eu à en examiner la portée juridique, puisqu'elle a trouvé, dans le fait que le syndicat réalisait des bénéfices une justification suffisante de la condamnation. Nous pensons que les syndicats qui achètent en prévision, agissant en vertu d'un *mandat tacite* de leurs adhérents, ne peuvent être considérés comme faisant des actes de commerce, pourvu qu'ils notent les denrées

tains cas, des adhérents une commande préalable. Il s'agit de réparer une avarie de machine, c'est-à-dire de parer à quelque chose d'imprévu. Le syndicat s'approvisionne en vue de cette éventualité ; ce faisant, il ne nous paraît pas dépasser le cercle de ses attributions légales. Juridiquement, il peut être tenu pour agissant en vertu d'un mandat tacite. La seule condition à respecter pour lui, c'est de remplir gratuitement sa mission, s'abstenir de réaliser un bénéfice sur l'opération, se borner à se couvrir de ses frais (art. 1986 et 1999 du Code civil). » Voir Revue d'Ec. Pol., janvier 1909, pp. 57 et 58.

prises par chacun des syndiqués et leur distribuent intégralement, en fin d'exercice, au prorata de leurs achats, l'excédent de leurs prélèvements sur leurs dépenses (1). »

Comme nous croyons l'avoir démontré plus haut, cette thèse est fausse. C'est aussi l'avis de M. Tardy qui a écrit dans son rapport fort complet et fort intéressant, présenté au congrès de Blois : « La question nous semble, quant à nous, beaucoup plus discutable encore pour les syndicats de cette troisième catégorie — ceux qui achètent sans attendre les commandes. — Si elle ne l'était pas d'ailleurs et si les opérations que font ces syndicats étaient régulières, il me semble évident que le projet de loi déposé le 14 novembre 1899, avec M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, par M. Millerand, ministre du commerce, et repris, comme proposition de loi, par ce dernier, le 14 octobre 1902, n'aurait aucune raison d'être (2). »

En résumé, on comprend le retentissement qu'a eu l'arrêt de la Cour de cassation. D'après les uns — d'après les partisans d'une interprétation fort large du texte — l'arrêt devait seulement avoir pour conséquence la poursuite des syndicats faisant acte de commerce avec prélèvement d'un bénéfice. Si l'on adopte cette thèse, est-ce véritablement la condamnation du syndicat-bazar qui est établi ? Nous ne le pensons pas : le syndicat qui prou-

(1) Voir *Correspondance du Comité permanent de la vente du blé et de la coopération agricole*, n° 48, 23 juin 1908.

(2) Tardy, *op. cit.*, p. 26.

verait ne réaliser aucun bénéfice et ne vendre qu'à ses membres des objets divers ne serait pas poursuivi. Le *criterium* qu'il faudrait prendre pour savoir si la poursuite est possible ou non, serait, dans le cas précité, l'existence ou la non-existence d'un bénéfice.

Suivant certains, l'arrêt était la condamnation de la plupart des opérations faites couramment par les syndicats. Il paraissait alors urgent de s'occuper de résoudre cette question législativement et de déclarer qu'aucune poursuite ne serait exercée jusqu'au vote de la loi nouvelle.

Enfin, les partisans de l'opinion mixte que nous avons défendue ne devaient pas rester indifférents une fois rendu l'arrêt fameux. La condamnation du mandat tacite, c'était déclarer illicite tout achat fait sans commande préalable et alors se trouvaient visés, par exemple, tous les achats d'engrais qui sont parmi les opérations les plus considérables accomplies par les syndicats.

III

La jurisprudence nouvelle diffère-t-elle de l'ancienne ?

Maintenant que nous avons exposé la jurisprudence récente, nous pouvons la comparer avec la jurisprudence antérieure et voir si elle en diffère, si elle est une réaction contre elle ou si elle ne fait que la continuer.

En se ralliant à l'interprétation rigoureuse de l'arrêt —

interprétation qui consiste à dire que la Cour déclare illicite tout achat pour revendre, même s'il n'y a pas réalisation de bénéfices — on voit que la Cour de cassation esquisse un mouvement de réaction contre la jurisprudence antérieure qui, nous le rappelons, ne veut voir un acte de commerce que là où il y a désir de lucre ; la Cour se rallie au contraire à la théorie enfermée dans l'arrêt isolé de la Cour de Douai que nous avons cité antérieurement. Il en est à peu près de même si on adopte l'interprétation mixte que nous avons proposée.

Mais si on adopte l'interprétation large de l'arrêt — c'est-à-dire si l'on soutient que la Cour a déclaré seulement illicite l'acte de commerce accompagné de l'intention de lucre — alors on voit que la jurisprudence actuelle n'est en grande partie que le prolongement de la jurisprudence antérieure.

CHAPITRE IV

MOYENS DONT PEUVENT USER LES INTÉRESSÉS POUR RESTER DANS LA LÉGALITÉ

I

Coopératives.

Le premier moyen que les syndicats peuvent employer — pour se mettre à l'abri de tout danger et continuer cependant d'une façon indirecte, les opérations qu'ils jugent utiles — est la création de sociétés coopératives. Ce procédé est à la portée aussi bien des syndicats du commerce et de l'industrie que des syndicats de l'agriculture. Avec ce système, il y a *juxtaposition* de la coopérative et du syndicat, il peut ainsi s'établir une sorte de *division du travail* : la coopérative se chargeant des services d'ordre matériel et le syndicat se cantonnant dans l'étude et la défense des intérêts professionnels. Avant de juger ce procédé, rappelons les différentes formes sous lesquelles peut se constituer la coopérative.

Le syndicat peut en premier lieu créer une coopérative sous forme de société civile. Cette coopérative — si nous prenons pour exemple une coopérative agricole —

pourra vendre et transformer les produits de ses membres, acheter des produits pour les leur revendre. Cette forme de « société civile » présente de nombreux avantages : elle se constitue très simplement sans formalité de dépôts de statuts à la mairie, un écrit n'est nécessaire que si la société a un objet d'une valeur de plus de cent cinquante francs ; elle ne relève pas des tribunaux de commerce, elle ne peut être déclarée en faillite, elle n'a pas l'obligation de tenir des livres comme les commerçants. Par contre, avec cette forme de société, chaque associé est tenu des dettes « pour sa part proportionnelle et indéfiniment : par exemple pour $1/10$ des dettes, s'il y a dix associés, pour $1/100$, s'il y en a cent » (1). Cette responsabilité est évidemment fort lourde. Ces sociétés peuvent adopter la clause du capital variable qui est fort utile, car elle donne une certaine élasticité à la société elle-même. Les coopératives qui ont adopté la forme de société civile sont nombreuses et importantes : c'est le régime sous lequel vivent toutes les fruitières de France et une grande partie des laiteries coopératives.

En second lieu, certaines coopératives civiles ont pris la forme commerciale. On peut citer l'existence de sociétés civiles en nom collectif ou de sociétés anonymes : parmi ces dernières on peut nommer la coopérative du Sud-Est, dont le capital atteint 50.000 francs, divisé en parts de

(1) Gide, *Les sociétés coopératives de consommation*. Paris, Colin 1904, p. 58.

100 francs, l'Association coopérative des producteurs algériens, la Société coopérative agricole d'Orléans et du Centre, avec un capital de 10.000 francs, divisé en parts de 50 francs.

Ces deux formes de sociétés peuvent être prises par des coopératives agricoles ou industrielles. La coopérative agricole pourra acheter des matières premières ou objets quelconques pour les revendre à ses membres, elle pourra également transformer et vendre les produits de ses adhérents. S'il s'agit d'une coopérative non agricole, par exemple, d'une coopérative créée par un syndicat de coiffeurs, cette coopérative pourra acheter des instruments et les revendre aux coopérateurs. Dans le cas où la coopérative désire dépasser le cercle de ces opérations, si la coopérative agricole veut vendre des engrais à des non-coopérateurs, ou vendre des produits appartenant à des non-associés, si la coopérative non agricole veut vendre ses outils au public, alors la forme « société civile » ne sera plus possible, la coopérative en question devra revêtir la forme « société commerciale ». C'est cette forme de société dont il nous reste à dire un mot.

La coopérative qui prend la forme d'une société commerciale doit alors se plier à toutes les règles du commerce : c'est ainsi qu'elle paiera patente ; mais en revanche, elle peut se livrer à tous les actes de commerce qu'elle désire.

En résumé, si un syndicat agricole ou industriel créé

à côté de lui une coopérative, ce sera un moyen *excellent* pour lui d'accomplir indirectement certains actes qui, s'il les accomplit lui-même à l'heure actuelle, sont illégaux. Cette solution de la difficulté par la création d'une société coopérative juxtaposée au syndicat, présente-t-elle des inconvénients ? On l'a prétendu. Toutefois, avant d'examiner les objections faites au procédé en question, rappelons que les faits sont là pour prouver qu'elles ont peut-être plus de valeur théorique que pratique. En effet, nombreux sont les syndicats qui ont créé des coopératives, et qui n'ont pas eu à le regretter. La jurisprudence récente a contribué à développer l'emploi de cette méthode, elle eût entraîné cette conséquence avec une ampleur remarquable si l'on n'avait pas jugé bon de donner aux syndicats l'assurance qu'aucune poursuite ne serait exercée contre eux, tant que la question de la capacité commerciale n'aurait pas été résolue législativement.

Les reproches principaux que l'on fait au système que nous préconisons sont les deux suivants. D'abord, on prétend que la constitution de coopératives est compliquée et coûteuse. A vrai dire, nous ne voyons pas bien où sont les soi-disant difficultés auxquelles on fait allusion ; quant à l'argument d'ordre pécuniaire il présente quelque valeur : dans certains cas les frais peuvent atteindre 1,50 0/0. Mais à cela, nous répondrons que les avantages procurés par la création d'une coopérative méritent bien un sacrifice d'ordre pécuniaire qui sera largement compensé par les gains futurs.

Mais une plus grosse critique du système consiste à dire que coopérative et syndicat resteront deux organes *séparés* avec deux patrimoines *distincts*. Pour mettre en relief cette objection, on fait remarquer que la direction de la coopérative n'appartient pas au syndicat, mais aux actionnaires. Si on répond à cela que le syndicat peut ne composer la coopérative qu'avec des membres syndiqués, on objecte alors que, au bout d'un certain temps, les directeurs de la coopérative, bien que syndiqués, vont peut-être se trouver en opposition avec les directeurs du syndicat. Mais dans le cas où *ce sont les mêmes individus qui remplissent les fonctions de directeurs du syndicat et de directeurs de la coopérative* (1) l'objection ne tombe-t-elle pas et ne peut-on pas soutenir qu'il y a presque identité entre les deux organes ? On ajoute que les bénéfices réalisés par la coopérative iront aux actionnaires, et pas au syndicat. Mais à cela nous répondons : qui empêche le syndicat de décider que, lors de la création de la coopérative, tout membre de cette dernière devra abandonner tout ou partie des bénéfices au syndicat ? *En un mot, si on y prend soin, il semble bien qu'on peut lier très étroitement coopérative et syndicat. Alors, il est permis de dire que le problème de la capacité commer-*

(1) En fait, c'est ce qui a lieu actuellement. M. Boissard dit à ce sujet : « Ce qui se voit le plus fréquemment, dans la pratique, c'est que les mêmes hommes qui, par leur activité et leur dévouement, se trouvent naturellement diriger le groupement syndical, sont aussi les instigateurs et les directeurs des institutions annexes. » L'Association catholique du 15 nov. 1903, pp. 426 et 427.

ciale des syndicats peut être solutionné de la sorte.

Au reste, lors du vote de la loi de 1884, on avait prévu cette naissance de la coopérative, sorte de *filiale* du syndicat ; ainsi il avait été question d'insérer dans l'article 3 de la loi, que les syndicats *pourraient s'occuper de la création de coopératives*. M. Floquet avait même dit à ce sujet que l'un des buts du syndicat serait de *préparer des sociétés coopératives*. Donc la création d'une coopérative à côté d'un syndicat, loin de venir faire échec à la loi de 1884, en est plutôt une application. C'est bien ainsi que le comprenait M. Waldeck-Rousseau quand il écrivait dans sa circulaire du 25 août 1884 : « Les syndicats pourraient réunir les ressources nécessaires pour *créer et multiplier* les utiles institutions qui ont produit chez d'autres peuples de précieux résultats : caisses de retraite, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques, *sociétés coopératives, etc.* »

En terminant l'étude de cette question, indiquons l'opinion de M. Rist sur le procédé envisagé. M. Rist s'est exprimé de la façon suivante au III^e Congrès national de crédit agricole qui a eulieu à Montpellier du 1^{er} au 5 septembre 1909 : « Messieurs, disait-il, telle étant la situation, une première solution peut être envisagée. Elle est simple, presque radicale. Elle n'exige pas d'intervention législative. Elle réclame seulement un effort au fond facile de la part des syndicats agricoles, et, une fois cet effort accompli, leur permet de continuer sans crainte pour l'avenir leur action si féconde. Cette première solution, vous la devinez. Elle

consiste uniquement, pour les syndicats agricoles ayant organisé des services commerciaux, à confier ces services à des coopératives. Déjà mon collègue, M. Marcel Porte, aujourd'hui professeur d'économie politique à l'Université de Grenoble, préconisait cette solution, il y a quelques années, au précédent congrès de Montpellier, et avec pleine raison : « Le moment semble venu, disait-il, pour les syndicats agricoles, d'abandonner à des coopératives le rôle qu'ils ont joué dans la vente collective, et dont l'extension serait inconciliable avec leurs attributions légales, car les syndicats devaient, pour observer la loi, borner leur action à la transmission de commandes et au groupement des produits. » Messieurs, j'adopte entièrement l'opinion de mon collègue comme le Congrès d'alors l'adopta. La création de coopératives a une foule d'avantages. Elle est d'abord conforme au vœu de la loi de 1884 à l'abri de laquelle les syndicats agricoles ont pris un si magnifique essor. Elle est aisée parce que les conditions de formation des coopératives sont simples et pratiques. Elle est conforme à la tradition constamment suivie des syndicats agricoles, puisque beaucoup d'entre eux (et non des moindres) ont déjà adopté cette solution. Elle assure définitivement et sans limitation ultérieure le développement des opérations syndicales, puisque aucun texte n'a limité les degrés qui font l'objet d'entreprises coopératives. Elle donne au syndicat une sécurité complète et définitive (1). »

(1) Rist, *Rapport sur le projet de loi du 19 juin 1908, relatif*

Indiquons également le vœu adopté au Congrès National des syndicats agricoles tenu à Lyon en août 1894 ; ce vœu était ainsi formulé : « Le Congrès est d'avis : que les syndicats agricoles, quelle que soit d'ailleurs leur circonscription, *n'étant qu'imparfaitement armés* pour obtenir du commerce tous les avantages auxquels ils peuvent légitimement prétendre dans leurs achats, il y a lieu de compléter leurs facultés en leur adjoignant, sous certaines conditions, des sociétés coopératives agricoles. Ces coopératives agricoles, en agissant directement, ou en se groupant entre elles, seront plus aptes à traiter toutes les questions (1) ».

Rentre également dans la solution coopérative le procédé que M. Delalande a recommandé. Les syndicats transformeraient leurs dépôts et magasins en succursales de « la Coopérative centrale » de l'*Union centrale des syndicats agricoles* (2).

aux syndicats économiques agricoles, présenté au III^e Congrès National de crédit agricole. Montpellier, Serre et Roumegous, 1909, pp. 5 et 6.

(1) Rapport Tardy, *op. cit.*, p. 13

(2) Voir Hitier, *op. cit.*, pp. 58 et 59 : « Une autre combinaison permettrait de garantir l'existence des syndicats et de sauvegarder leur action, *sans rien modifier dans leur fonctionnement actuel, sans créer aucune société nouvelle* et en donnant à leurs opérations d'achat et de vente cette forme légale qu'il s'agit de trouver.

« Toutes ces opérations pourraient être faites *au nom et sous le couvert de la Coopérative centrale* que l'Union met à votre disposition.

« Le magasin du syndicat deviendrait une succursale ou un dépôt de la coopérative centrale et serait géré comme cela a lieu actuelle-

II

La loi du 1^{er} juillet 1901.

Un autre moyen est possible pour résoudre en partie le problème : les intéressés n'ont qu'à avoir recours à la loi du 1^{er} juillet 1901 qui consacre le droit d'association. Deux solutions sont alors possibles. Le syndicat qui veut utiliser la loi de 1901 peut créer à côté de lui une association. Cette association devra se proposer *un but autre que de partager des bénéfices*, elle pourra — supposons qu'il s'agisse d'un syndicat agricole — servir d'intermédiaire soit pour l'achat des objets nécessaires à ses membres, soit pour la vente des produits fabriqués par lesdits membres. Il y aura donc encore là un certain dédoublement, une division du travail : le syndicat poursuivra uniquement le but que lui a assigné la loi de 1884, l'association se livrera aux opérations que le syndicat

ment, sous la direction d'un comité local désigné par le syndicat. C'est le système appliqué depuis longtemps dans la coopérative du Sud-Est, par un accord intervenu avec les syndicats des cinq départements qui y sont rattachés.

« Grâce à cette organisation déjà ancienne, aucun de ces syndicats ne se trouve atteint par l'arrêt de la Cour de cassation, et par suite de la cohésion qui en résulte pour tous les achats, la coopérative du Sud Est a été à même de leur rendre des services exceptionnels

« En adoptant cette organisation, les syndicats n'étant plus absorbés par les préoccupations commerciales pourraient se consacrer plus sûrement à l'organisation de toutes les institutions mutualistes de prévoyance, d'enseignement agricole et d'assurance. »

accomplissait jadis grâce à la tolérance dont il bénéficiait.

Mais, à notre avis, on pourra avoir recours dans une plus large mesure à la loi de 1901. Le syndicat en question déclarera qu'il réclame *pour lui-même* complètement et uniquement le bénéfice de la loi de 1901. Certains discutent ce droit pour les associations professionnelles de se réclamer de la loi nouvelle sur les associations ; nous croyons au contraire que la loi de 1901 peut être invoquée par tous. Et l'argument qui nous permet de soutenir cette thèse, c'est que *la loi est générale*. La loi autorise sans restriction dans son article 2 « les associations de personnes ». La liberté d'association est ainsi devenue, depuis le 1^{er} juillet 1901, un principe de droit public que peuvent invoquer tous les citoyens. En défendant cette solution, nous nous retranchons derrière l'opinion de M. Wahl.

M. Wahl a admis, à propos d'un arrêt rendu le 11 novembre 1901 par la Cour de Douai, la possibilité pour les associations professionnelles d'utiliser la loi de 1901. Nous ne pouvons faire mieux que de rappeler l'excellente argumentation de M. Wahl : « On peut soutenir, écrit M. Wahl, que les syndicats ont le droit de se placer sous l'empire de la loi de 1901, que la loi de 1884, établie en leur faveur, pour anticiper à leur profit le bénéfice de la liberté d'association, ne peut tourner contre eux ; que par conséquent, les syndicats entre médecins et pharmaciens, à supposer qu'ils ne soient pas

autorisés par la loi de 1884, deviennent valables en eux-mêmes, et ne peuvent pas être poursuivis ; qu'en faisant la déclaration autorisée par la loi de 1901, ils acquièrent la personnalité que cette loi attache à la déclaration. Sans doute on répondrait que, parmi les lois abrogées par l'article 21 de la loi de 1901, ne figurent pas celles qui concernent les syndicats professionnels. Mais, d'une part, l'énumération contenue dans cette disposition n'est pas limitative, car elle est suivie de cette mention : «... et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi. » D'autre part, nous ne prétendons pas que les textes sur les syndicats soient abrogés. Il reste aux syndicats le droit, mais ils n'ont plus l'obligation de se mettre sous l'application de la loi de 1884. Les premiers des textes abrogés par l'article 21 de la loi de 1901 sont les articles 291 et suivants du Code pénal. C'est après avoir prononcé l'abrogation de ces textes en matière de syndicats professionnels, et par un retour partiel au principe de l'illégalité des associations que l'article 9 de la loi de 1884 punissait la formation de syndicats contraires aux dispositions de la loi de 1884 et permettait de dissoudre ces syndicats. N'en faut-il pas conclure que, désormais, les syndicats interdits par la loi de 1884 peuvent librement se former, sous l'abri tutélaire de la loi sur les associations ? Il serait singulier que des syndicats qui, si la loi de 1884 n'existait pas, pourraient incontestablement se placer sous la protection de la loi de 1901, en fussent empêchés par ce seul fait

que les syndicats ont été favorisés les premiers, et que la liberté des syndicats a précédé la liberté des autres associations (1). »

La thèse de M. Wahl a été adoptée par M. Barthou dans son rapport (2) ; elle a été consacrée par un jugement du tribunal de la Seine du 8 juillet 1903 visant les égoutiers de la Ville de Paris et par le ministre de la justice en ce qui concerne les cantonniers. Et si notre syndicat peut ainsi se constituer en association libre, il a la faculté d'accomplir les actes que nous rappelions à l'instant, pourvu qu'il n'y ait pas de réalisation de bénéfice.

Cette façon de procéder présente un grand avantage ; elle souffre l'existence d'un organe unique : l'association qui remplit les diverses fonctions qui se trouvaient réparties tout à l'heure entre le syndicat et la coopérative. Ce système a en outre l'heureux résultat de ne pas modifier beaucoup l'état de choses actuel ; l'organe change seulement d'étiquette : « le syndicat » devient : « l'association ».

Au sujet de cet emploi de la loi de 1901, M. Decker-David écrit dans son rapport : «... Ce système a été signalé par M. Tardy, dans son rapport précité, et accepté depuis par plusieurs auteurs notamment, par M. Ducurtyl, l'avocat des syndicats agricoles à Nancy, et par M. Sal-

(1) Wahl, Sirey, 1901. 2. 291.

(2) Voir Barthou, *L'Action syndicale*. Paris, Rousseau, 1904, pp. 148 et seq. et pp. 301 et 302.

mon-Legagneur, dans un article récent du Dalloz (1). Nombre de syndicats agricoles fonctionnent ainsi. Nous pouvons citer parmi eux : « La Ligue agricole de la Marne » à Châlons-sur-Marne fondée en février 1888 et présidée par M. Barré ; le Syndicat agricole et viticole du canton de Chauvigny (Vienne) constitué le 13 septembre 1908 et dont la déclaration a été insérée à l'*Officiel* du 30 septembre 1908. Nous avons encore vu quelques déclarations du même genre à l'*Officiel* que nous n'avons pas relevées (2). »

Peut-être nous opposerait-on que la loi de 1884 donne aux syndicats certains avantages dont ne bénéficient pas les associations constituées sous l'empire de la loi de 1901. Pour répondre complètement à cette objection, il nous faudrait comparer entièrement la loi de 1901 et la loi de 1884 ; ceci dépasserait le cadre de notre étude. Il nous suffit d'indiquer, pour montrer la part de vérité que contient cette critique, que la personnalité civile des associations déclarées est moins avantageuse que celle des syndicats : ainsi les syndicats peuvent recevoir à titre gratuit et pas les associations déclarées. Mais, par contre, nous pouvons faire remarquer que la loi de 1901 est plus large sur certains points que

(1) D. 1909. 4. 25.

(2) Voir Decker-David, *Rapport fait au nom de la Commission de l'Agriculture chargée d'examiner le projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles*. Ch. Doc. législ. n° 2.307, 9^e législ., pp. 31 et 32.

la loi de 1884; la loi de 1884 déclare que ne peuvent se syndiquer ensemble que les personnes exerçant la même profession ; elle ne permet pas la présence dans le syndicat d'anciens ouvriers n'exerçant plus la profession; avec la loi de 1901 toutes ces exigences disparaissent. Enfin signalons encore ceci : les unions de syndicats n'ont pas la personnalité civile, les unions d'associations qui remplissent les formalités exigées des associations déclarées ont au contraire la personnalité civile.

En résumé, l'utilisation de la loi de 1901 paraît excellente pour les groupements formés des anciens syndicats de l'agriculture, du commerce ou de l'industrie qui ne veulent pas réaliser de bénéfices, qui, partant, méritent l'épithète d'association, car, suivant l'expression de M. Thaller, un groupement qui se fonde dans un but autre que de partager des bénéfices est une association (1). Mais en terminant l'étude de cette question, nous devons rappeler que certains auteurs croient au contraire que si un syndicat constitue une association régie par la loi de 1901, il ne pourrait ni se livrer à des achats de marchandises pour les revendre à ses membres, ni s'occuper de la vente en commun des produits de ses adhérents. M. Colliiez dit à ce sujet : « Or, peut-on soutenir que des gens qui se groupent pour vendre à meilleur compte leurs marchandises, ou faire opérer en commun la transformation qui donnera à leurs produits plus de

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 34.

valeur, que ces gens-là se réunissent « dans un but autre que de partager des bénéfices » (1). Bien que nous reconnaissons licite l'utilisation par les syndicats de la loi de 1901, il est certain que la question n'est pas encore définitivement résolue et que le législateur était par cela même autorisé à croire son intervention nécessaire.

Même en admettant le procédé que nous avons exposé, on ne peut soutenir qu'il résolve le problème de la *capacité commerciale des syndicats* puisqu'il permettrait seulement certaines opérations *coopératives* étrangères à la réalisation de tout bénéfice.

III

Le mandat.

Enfin une troisième solution a été indiquée par M. Louis Durand, président de l'Union des Caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée (2). Les personnes désireuses de faire les opérations d'achat et de vente n'ont pas à invoquer la loi de 1884, elles doivent se contenter d'employer le *contrat innomé*.

M. Durand « conseille pour cela un simple acte sous seings privés, en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct ; ou si on trouve cette formalité trop compliquée ou trop coûteuse encore, un simple mandat

(1) Colriez, *op. cit.*, p. 95.

(2) Voir *Bulletin de l'Union des Caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, nos de déc. 1908 et janv. 1909.

sur papier timbré à 0 fr. 60 » (1). L'auteur de ce procédé le précise comme il suit : « Les personnes participant à l'affaire s'entendent verbalement sur les clauses et conditions de leur contrat ; puis elles choisissent entre elles des mandataires (ceux qui auraient composé la chambre syndicale, si l'on eût pris la forme syndicale) et elles leur donnent *sur une feuille de papier timbré* le mandat de faire les opérations convenues ; le mandat précise les pouvoirs des mandataires, dit s'ils pourront agir séparément ou seulement conjointement, leur donne mission de recouvrer sur les mandants les frais d'administration et les quotes parts d'amortissement, leur donne pouvoir de contracter au nom des mandants, *avec so'idarité active et passive* (ce qui permet d'estimer en justice au nom d'un seul créancier solidaire sans se soucier de la personnalité civile) et enfin leur impose l'obligation de réunir tous les ans les mandants pour leur rendre compte. On peut ajouter dans ce mandat toute autre clause, pourvu qu'elle ne soit pas contraire aux bonnes mœurs. Et tout cela pour douze sous ! » (2).

Cette solution indiquée par M. Durand est parfaite au point de vue légal : un syndiqué peut fort bien donner à un autre syndiqué le pouvoir d'accomplir en son nom un acte juridique quelconque. Les deux objections qu'on a faites à cette solution sont les suivantes : cette solution

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 33.

(2) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 33.

serait peut-être un peu compliquée, et ensuite cette solution a le tort de faire abstraction de l'idée syndicale. Avec elle, il n'y a plus à parler de syndicat ; aussi M. Louis Durand ne voit pas l'utilité pour les intéressés de se qualifier de syndicat (1).

La solution de M. Durand est celle de la Cour de Douai. La Cour de Douai, nous le rappelons, a décidé que le syndicat, personne morale, ne pouvait recevoir un mandat de la part des intéressés pour faire l'achat en commun, le président d'un syndicat qui achète en gros pour le compte de ses co-associés agit comme mandataire de ses co-associés et non comme représentant du syndicat.

*
* *

En résumé, des trois moyens que les intéressés peuvent employer pour continuer à faire, dans une mesure plus ou moins large, les opérations qu'ils accomplissent d'habitude, *le meilleur moyen nous semble être la solution coopérative*. La solution donnée par M. Durand paraît peu susceptible, vu les difficultés d'ordre pratique, d'être appliquée sur une large étendue. L'utilisation de la loi de 1901 est considérée par quelques-uns comme impossible ; en tous les cas, même si on admet son emploi, cette loi permet au syndicat de faire seulement une certaine catégorie d'actes. La création d'une coopérative, à

(1) Voir *Bulletin de l'Union des Caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, nos de déc. 1908 et janv. 1909.

côté du syndicat, ne soulève pas d'objections irréfutables, et il ne laisse pas d'être piquant que M. Ruau — qui invente le système des syndicats économiques agricoles — semble se déclarer franchement partisan du procédé qui a nos préférences ; il dit, en effet, dans son exposé des motifs : « Certains syndicats agricoles ont paru s'effrayer, bien à tort, à notre sens, des difficultés que comporterait pour eux, soit leur transformation en société coopérative, soit l'annexion à leur association professionnelle d'une société coopérative d'achat et de consommation. En effet, les modifications apportées par la loi du 1^{er} août 1893 à la loi du 24 juillet 1867, permettent de réduire les parts à 25 francs, et de n'appeler que le dixième de ces parts au moment de la constitution de la société. Quel est le cultivateur, même le plus modeste, qui ne soit capable, s'il désire utiliser les immenses services de la société coopérative, de verser une somme de 2 fr. 50 rapportant intérêt et généralement égale ou même inférieure à la cotisation qu'il paie annuellement au syndicat. Nous n'en voulons pour preuve que les nombreuses sociétés coopératives de production et de vente qui se sont constituées récemment en exécution des dispositions de la loi du 29 décembre 1906. Libres en vertu de l'article 3 de ladite loi, de se constituer sous le régime juridique de leur choix, la très grande majorité d'entre elles n'ont pas hésité à adopter la forme commerciale des lois de 1867 et 1893 (1) ».

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 7.

Cependant, certains ne veulent d'aucune des solutions indiquées : aussi on s'est efforcé de résoudre le problème législativement. Cela nous conduit à l'étude des différents projets et propositions de lois ayant pour but de doter les syndicats — dans une mesure plus ou moins large — de la capacité commerciale.

DEUXIÈME PARTIE

LES TRAVAUX LÉGISLATIFS

CHAPITRE PREMIER

PROJET DE LOI WALDECK-ROUSSEAU-MILLERAND,

Déposé le 14 novembre 1899

PROPOSITION DE LOI MILLERAND,

Déposée pour la première fois le 14 octobre 1902

Déposée à nouveau le 12 juin 1906.

I

Généralités.

Nous commençons l'étude des travaux législatifs par la proposition de loi Waldeck-Rousseau-Millerand, mais nous devons faire remarquer que l'idée de proposer une réforme au sujet de la capacité commerciale des syndicats avait été émise dès 1890 par M. Méline. La réforme préconisée par M. Méline devait concerner les seuls syndicats de l'agriculture. La solution de M. Méline était simple : il proposait purement et simplement d'autoriser les syndicats agricoles à faire tous actes de commerce qu'ils jugeraient utiles. L'article premier du projet Méline était le suivant :

« Les Syndicats professionnels peuvent, s'ils y sont autorisés par leurs statuts, et par dérogation à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 :

1° Acheter pour revendre, louer et prêter à leurs adhérents les matières premières, machines, outils, engrais, semences, bestiaux et tous objets nécessaires à l'exercice de leur profession ;

2° Garantir le paiement des achats directement faits aux producteurs et aux fournisseurs des objets ci-dessus énumérés ;

3° Recevoir de leurs adhérents des dépôts de fonds en compte courant avec ou sans intérêts, se charger des recouvrements à faire pour eux et par eux ;

4° Vendre pour leur compte les produits de leur profession ;

5° Contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter le fonds de roulement de la Société. »

L'article 4 était ainsi conçu :

« Les syndicats qui se livreront à tout ou partie des opérations autorisées par la présente loi, devront avoir une comptabilité régulière. Par dérogation à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, il leur sera permis d'acquérir avec leur fonds de réserve les immeubles nécessaires à l'installation et au fonctionnement de leurs services » (1).

Nous n'insistons pas sur ce projet qui profondément modifié — les articles ci-dessus cités ont été supprimés — est devenu la loi du 5 novembre 1894 *relative à la création de Sociétés de crédit agricole* ; nous pouvons cependant faire remarquer que la réforme de M. Méline appelait, d'après nous, deux critiques : D'abord, elle

(1) Voir projet Méline déposé le 10 mai 1890.

avait le tort de s'appliquer uniquement aux syndicats de l'agriculture ; en second lieu, elle créait des sociétés commerciales ayant la faculté d'échapper à la réglementation générale concernant lesdites sociétés ; en effet, les syndicats devaient seulement tenir une comptabilité régulière et déposer à la Préfecture un état résumé de leurs opérations.

Abordons maintenant l'étude du projet Waldeck-Rousseau-Millerand.

Nous réunissons ici le projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand, et la proposition Millerand, puisque M. Millerand a reproduit dans sa proposition le projet en question. M. Millerand s'exprime ainsi à ce sujet dans son exposé des motifs : « Le 14 novembre 1899, j'ai eu l'honneur, comme Ministre du Commerce, de présenter au Parlement, avec M. Waldeck-Rousseau, Président du Conseil, un projet de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Ce projet avait pour objet d'étendre la capacité des syndicats et de donner à la loi les sanctions que l'expérience permet de considérer comme étant à la fois légitimes et nécessaires. Le 14 octobre 1902, la législature précédente ayant pris fin avant que ce projet eut pu venir en discussion, je déposai sur le bureau de la Chambre une proposition de loi qui en reproduisait les dispositions. Renvoyée à la Commission du travail, notre collègue, M. Barthou lui a consacré un rapport favorable qui n'est pas venu en discussion. Les événements qui se sont

déroulés depuis le dépôt du projet primitif ont mis davantage en lumière son intérêt et son urgence. J'ai l'honneur d'en reproduire, dans cette proposition de loi, les dispositions en les faisant précéder de l'exposé des motifs par lequel le gouvernement les justifiait » (1). Ainsi nous pouvons donc étudier en même temps ces deux travaux parlementaires puisqu'à dire vrai, ils n'en forment qu'un seul.

M. Waldeck-Rousseau était particulièrement indiqué pour proposer la refonte de la loi de 1884 : ayant collaboré à la confection de cette loi, il lui était facile d'en souligner les défauts ou de voir les lacunes qu'elle présentait. Aussi dès le mois de mai 1898, dans un discours souvent cité, M. Waldeck-Rousseau indiquait déjà de quelle façon il fallait améliorer la loi de 1884 : Son but était principalement d'obtenir une extension de la capacité syndicale. Les syndicats, disait-il « ont à jouer un rôle décisif dans le développement des associations ouvrières. Pour qu'ils puissent poursuivre légalement cette tâche, il faut, sans hésiter, élargir leur capacité. J'ai la conviction profonde que, devenus capables de recevoir et d'employer des capitaux d'épargne, profitant des expériences faites, représentant une solvabilité incontestable, les syndicats professionnels doivent devenir des générateurs d'associations ouvrières, les agents décisifs de la grande

(1) Proposition Millerand. Ch. *Doc. législ.*, 9^e législ., n^o 13, pp. 1 et 2.

évolution qui est à nos yeux la solution de l'avenir : *l'accession du salariat à la propriété industrielle et commerciale*. Il est nécessaire qu'ils puissent acquérir, constituer, sans perdre leur physionomie propre, de vastes participations dans lesquelles chacun de leurs membres ait sa part d'intérêts ; qu'ils se groupent par affinité, en vue de faire en grand ce que la Chambre consultative, par exemple, a fait en petit... — ; que ces groupes constituent des banques coopératives destinées à favoriser le développement des associations et à leur procurer le crédit.

« Ce n'est pas du socialisme : c'est du progrès social. Nous ne rêvons pas de supprimer le capital, mais de le répandre et d'en assurer la conquête. Il faudra dans un avenir prochain, que le capital travaille, et par une réciprocité certaine, que le travail possède. » (1) Cette dernière phrase fait penser à l'opposition faite par Marx entre *les propriétaires non-travailleurs et les travailleurs non-propriétaires*. Ce rôle important que M. Waldeck-Rousseau indiquait ainsi, il essaie de permettre aux syndicats de le jouer, en leur donnant des capacités nouvelles parmi lesquelles se trouve celle qui nous occupe : la capacité commerciale. Voyons comment MM. Waldeck-Rousseau et Millerand ont compris qu'il fallait accorder aux syndicats cette liberté nouvelle : autrement dit, étudions l'économie de leur projet ou proposition quant à la question qui nous intéresse.

(1) *Journal de Roubaix*, 2 mai 1898.

II

Economie et appréciation du projet Waldeck-Rousseau-Millerand.

Tout d'abord, il faut rappeler que la modification proposée devra, si elle est votée, s'appliquer aux syndicats en général et non aux seuls syndicats agricoles. Nous prenons le texte relatif à la nouvelle capacité commerciale dans la proposition Millerand — déposée le 12 juin 1906 — qui est le document législatif le plus récent. Ce texte est le suivant :

« Art. 6. — Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens, meubles et immeubles. Ils pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après :

Les syndicats de plus de sept membres qui, dans le but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité limitée, régie par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, bénéficieront des exceptions suivantes aux dispositions desdites lois.

Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions.

Dans ce cas, les syndiqués auront le droit d'être administrateurs sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat, chaque manda-

taire possédant une voix, et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social.

Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société déterminent le nombre des mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix.

Quelle que soit l'importance du capital social, il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire, du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui, même lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs. Si la société est à capital variable, le versement du dixième suffit.

Les syndicats pourront, en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront, etc. . (La suite comme les trois derniers alinéas de l'article 6 ancien). »

Quelle est la portée de cet article 6 ? Le texte — on n'a pas manqué de le faire remarquer — manque de précision. Si on a recours à l'exposé des motifs pour essayer de déterminer exactement le système que les auteurs du projet ont voulu instaurer, on est assez déçu. L'exposé des motifs relatif à l'article 6 est en effet ainsi conçu :

« Le projet n'assigne aucune limite à la capacité des syndicats professionnels. Il leur reconnaît le droit d'ac-

quérir et de posséder, à titre onéreux ou à titre gratuit, tous biens meubles et immeubles ; le droit en se conformant à certaines obligations spéciales, de faire des actes de commerce et, par là, de développer et de faire fructifier leurs ressources. Il reconnaît au syndicat, auquel la personnalité civile est accordée dans cette mesure, la propriété des cotisations ou valeurs qui en représentent l'emploi. Cette propriété ne réside pas sur la tête de chacun des syndicataires, mais sur celle du syndicat envisagé comme une personne morale distincte de celle de ses membres. En ce point, le projet de loi n'innove pas et il applique, en les précisant, les conséquences mêmes du principe posé en 1884.

« La même solution ne pouvait être appliquée à tous les biens qui, par suite d'opérations entreprises par le syndicat viendraient accroître son patrimoine.

« Si le syndicat fait des actes de commerce, s'il se livre à des entreprises, s'il obtient et exploite des concessions, ne s'agirait-il que de main-d'œuvre sans aucune fourniture de matériaux, alors, à la vérité une société se juxtapose au syndicat. C'est ce qui existe, d'ailleurs, pour les caisses de secours mutuels et de retraites constituées par les syndicats. Celui-ci fournit un personnel tout trouvé, uni déjà par des relations de communauté professionnelle ; mais il n'y a pas moins, d'une façon plus ou moins explicite, société distincte. Alors chaque intéressé doit avoir sa part de bénéfices et sa part d'actif. Il appartiendra aux statuts de les régler, comme aussi les

conditions auxquelles les membres sortant du syndicat, et par suite de la société, verront liquider leurs droits, suivant leur part contributive et le temps passé par eux dans l'association.

« Le projet facilite la constitution de sociétés commerciales syndicales à responsabilité limitée. Les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893 ont déjà favorisé à un haut degré la formation des associations ouvrières : la première en n'exigeant que la réunion de sept personnes ayant souscrit chacune une action de 50 francs et en ayant versé le dixième ; la deuxième, en autorisant les actions de 25 francs.

« Le projet n'exige pas que chacun des membres du syndicat qui voudra faire des opérations commerciales souscrive une action et en verse le dixième ; le syndicat personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions et les administrateurs de la société commerciale ne seront pas tenus d'être individuellement actionnaires ; l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat.

Il n'est en rien dérogé aux prescriptions de dépôt et de publications des statuts, les tiers appelés à faire des actes de commerce avec le syndicat devant être avertis de la composition initiale de la société et de ses modifications ultérieures » (4).

Un premier point est acquis : c'est qu'il n'est pas per-

(4) Proposition Millerand, *op. cit.*, pp. 2 et 3.

mis de dire purement et simplement que le projet Waldeck-Rousseau-Millerand confère aux syndicats la capacité commerciale; ce qu'il est possible d'avancer, c'est qu'il organise un système particulier que devront adopter les syndicats désireux de faire le commerce. Quel est donc ce système? C'est la faculté donnée aux syndicats de former des sociétés à responsabilité limitée — régie par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893 — avec cette disposition remarquable *que le syndicat peut être le seul actionnaire* (1). Actuellement la loi

(1) M. Martin Saint-Léon dit à ce sujet : « Cette disposition est bien différente de celle de la loi du 5 novembre 1894 (art. 1^{er}) aux termes de laquelle des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées « soit par la totalité des membres d'un syndicat ou de plusieurs « syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres « de ces syndicats ». La loi de 1894 exige en somme des souscriptions multiples et personnelles, des souscriptions de *syndiqués*; le projet Waldeck-Millerand va plus loin et permet une souscription unique, celle du *syndicat*. — Cette dernière combinaison rappelle beaucoup le régime juridique de certains cartells de l'industrie allemande, régime dont se sont peut-être inspirés les auteurs du projet. Les compagnies minières du bassin rhénan-westphalien sont ainsi groupées en deux associations *composées identiquement des mêmes membres* et poursuivant le même but, mais avec partage d'attributions :

1^o *L'Association des propriétaires de mines*, simple association ;
 2^o La compagnie par actions dite *Syndicat rhénan westphalien de la houille*. La première fixe la quotité de la production : c'est, bien qu'elle n'en porte pas le titre, une sorte de syndicat. La seconde est chargée de la vente des produits : c'est une société commerciale issue du syndicat. Voir notre compte-rendu analytique de la séance du 26 mars 1903 de la Commission d'enquête allemande sur les cartells (*Annales du Musée social*, avril 1903, p. 112). » Voir Martin Saint-Léon, *La révision de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats*

de 1867 exige pour la formation d'une société anonyme la présence de sept associés : ici le législateur déroge à cette exigence, puisque le syndicat, *personne civile*, pourra posséder la totalité des actions. Comme l'a dit avec justesse M. René Gonnard, on est en présence d'une société à actionnaire unique (1). Mais peut-on dire que cette société se confonde avec le syndicat ? Il est d'abord un cas où cette confusion n'existe pas, c'est lorsque le syndicat ne possède qu'une partie des actions et que les autres actions sont la propriété d'un autre syndicat ou d'individus quelconques. Quand, au contraire, le syndicat possède la totalité des actions, société et syndicat ne font-ils qu'un ? Cette question a été résolue de façon opposée par les différents auteurs qui s'en sont occupés. Pour M. Gonnard, la société sera toujours distincte du syndicat, il dit à ce sujet : « Pour qu'il y ait identité entre le syndicat et la société, il faudrait que ce soient les syndiqués et non le syndicat qui soient les actionnaires. On voit donc quelle est la situation : les associés constituent un syndicat, et celui-ci à son tour constitue une société dont le capital est souscrit par lui en tout ou en partie, et dont une partie peut même être souscrite par d'autres syndicats » (2). A cette thèse, on

professionnels, L'Association catholique, 15 décembre 1903, pp. 504 et 505.

(1) Gonnard, *La Réforme des syndicats professionnels et le projet du gouvernement*, Questions pratiques de législation ouvrière, 20 mars 1900, p. 87.

(2) René Gonnard, *op. cit.*, p. 87.

peut opposer celle de M. Martin Saint-Léon qui écrivait dans l'*Association Catholique* en 1903 : « Le projet modifie cette situation juridique ; entre le syndicat et la société, il crée un lien intime ; ce n'est pas assez dire, il les identifie en réalité... Syndicat et Société de vente comprennent les mêmes éléments, les mêmes membres. Mais ces mêmes personnes sont considérées tantôt comme s'occupant des intérêts généraux de leur profession (*syndicat*), tantôt comme poursuivant un but commercial (*Société à responsabilité limitée*) » (1). C'est la première interprétation qui nous semble la meilleure. Avec le système du projet, il y aura bien en droit deux organes distincts : la société et le syndicat.

Si l'on peut discuter cette question de l'identité ou de la non-identité du syndicat et de la société, par contre, il faut reconnaître que le texte proposé instaure une innovation remarquable. Le syndicat qui sera propriétaire de la totalité des actions pourra diriger la société comme il l'entendra puisqu'il sera l'*actionnaire unique*.

Or actuellement, disent certains auteurs, ceci est impossible. Soit un syndicat qui forme, parallèlement à l'association professionnelle, une société commerciale, eh bien, même dans le cas où tous les actionnaires sont membres du syndicat, il se peut que le syndicat ne puisse imposer ses vues : il suffit de supposer que *la majorité des actions de la société appartient à un parti*

(1) Martin Saint-Léon, *op. cit.*, pp. 507 et 508.

qui est en minorité dans le syndicat. Cette possibilité pour le syndicat de diriger entièrement la société crée une situation nouvelle et fort intéressante au point de vue de l'avenir syndical.

Il est une autre innovation introduite par le projet de loi qui a aussi quelque importance et qui vient faire échec aux règles enfermées dans la loi de 1867 ; ainsi les membres du Conseil d'administration n'auront pas besoin d'être personnellement actionnaires. Quant aux autres règles indiquées dans l'article, elles sont assez claires pour se passer d'explications : le capital social pourra toujours être divisé en actions ou coupures de 25 francs ; la constitution de la société ne sera définitive qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement par chaque syndicat actionnaire du quart des actions qu'il aura souscrites, du dixième seulement si la société est à capital variable ; l'assemblée générale sera formée de mandataires qui seront désignés par le syndicat, chaque mandataire aura une voix et représentera une part égale dans le capital social ; les statuts régleront le mode de liquidation des droits appartenant aux associés cessant de faire partie de la société.

Si l'on veut apprécier ce projet, on peut surtout lui reprocher de manquer de clarté. On hésite à décider si vraiment il y aura confusion entre le syndicat et la société. Si l'on se place au point de vue juridique, on peut critiquer le système de M. Millerand : Une société qui comprend un seul associé a été traitée par M. Beauregard

de « monstre juridique » (1) ; il semble en effet que pour former une société, il faille au moins être deux !

Signalons également une autre critique faite au projet par M. Hubert-Valleroux. M. Hubert-Valleroux fait remarquer qu'un syndicat composé de 7 membres pourra fonder une société qui sera composée seulement de 7 parts de 25 francs, soit 175 francs ; et avec ce capital de 175 francs versé, la société pourra s'engager pour des sommes considérables ; les tiers n'auront donc aucune garantie. Mais à ceci on a répondu avec justesse que même actuellement sept particuliers pourraient constituer une société à capital variable dans ces mêmes conditions (2). Aussi, nous ne pouvons retenir cette critique qui n'est pas spéciale au projet et concerne la législation actuelle sur les sociétés.

(1) Annales du droit commercial. Voir Nouvelles et Informations, 1904, p. 196.

(2) Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 509.

CHAPITRE II

PROPOSITION DE LOI LEMIRE

Dans sa proposition de loi « tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels » (1), M. Lemire ne fait qu'effleurer la question qui nous intéresse. C'est le paragraphe 3 de l'article 6 de sa proposition qu'il nous faut citer ; il est ainsi rédigé :

« Ils — les syndicats — ont le droit d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent, *ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession* et les immeubles, jardins ou maisons, destinés à leurs membres. »

Quelle liberté renferme au juste la formule par nous soulignée : « ainsi que les produits nécessaires à leur profession ? »

Un premier point reste imprécis : le syndicat qui fera

(1) Proposition Lemire, Ch. Doc. parl., 9^e législ., n^o 380.

les achats de produits nécessaires à l'exercice de la profession pourra-t-il réaliser un bénéfice par leur vente aux syndiqués, ou bien devra-t-il majorer les prix seulement d'un certain tantième de façon à couvrir ses frais ? La solution de cette question n'est pas contenue dans le texte de la proposition de loi. Nous croyons qu'il est dans les intentions de M. Lemire de refuser au syndicat le droit de faire des bénéfices. On pourrait cependant nous opposer que M. Lemire dans son *exposé des motifs* se montre partisan de la liberté commerciale quand il écrit : « Il lui est défendu — au syndicat — de posséder des immeubles servant à autre chose qu'à ses réunions, ou à l'instruction de ses membres. D'autres syndicats voudraient faire en commun des actes de commerce, tenter une entreprise industrielle quelconque. Il leur faut recourir à toutes les complications de la loi de 1867. Ils ne peuvent donc, ni se mouvoir, ni respirer, ni se nourrir. Ils meurent d'inanition (1). » Cependant, nous sommes convaincus que l'auteur de la proposition de loi que nous étudions n'a pas voulu accorder aux syndicats la capacité commerciale. D'abord si cette réforme avait été un des buts que M. Lemire se fût proposé d'atteindre, il l'eût indiqué expressément ; en second lieu, certaines paroles prononcées par l'auteur au sujet des syndicats montrent clairement qu'il n'est pas partisan de la capacité commerciale : « A mes yeux, — disait au Musée Social

(1) Propos. Lemire, *op. cit.*, p. 6.

M. Lemire le 4 avril 1900, — et aux yeux de plusieurs de nos amis, l'institution syndicale est avant tout destinée à sauvegarder les droits humains des travailleurs. Il nous semble que, mal protégés contre la tyrannie de la concurrence, mal représentés ou pas représentés du tout dans la bataille économique, les ouvriers se sont unis spontanément pour imposer le respect de leur qualité d'hommes ! On ne songeait pas que leurs forces ont des limites, que le repos du dimanche est fait pour eux comme pour d'autres, qu'ils ont une famille, qu'ils ont une âme, qu'ils ont un cœur, et ils se sont donné la main pour le rappeler à la société matérialiste et égoïste qui les entourait. Et ils ont demandé la réduction des heures de travail, la suppression du travail de nuit, le repos du dimanche, l'hygiène de l'atelier, la retraite de vieillesse, etc. Ils ont commencé à s'unir, non pas pour demander de l'argent, mais pour réclamer la justice sociale ! Est-ce que tout est fait de ce côté ? Faut-il déjà maintenant les détourner de ces nobles buts, de ces grandes opérations ? Faut-il transformer en un vulgaire moyen de lucre ce qui est le lien moral de la profession ? Faut-il abaisser le syndicat au mercantilisme ? J'ai peur, je l'avoue, du présent que l'on veut faire à cette institution naissante, à cette représentation professionnelle à peine ébauchée. Déjà de l'or dans son berceau ! Déjà la spéculation avec toutes ses difficultés, avec tous ses dangers, avec toutes ses tentations pires encore et plus à craindre que ses dangers ! Je suis un Troyen. Je crains les présents des Grecs. Je

crains que le capitalisme ne vienne frapper à la porte de nos syndicats, pour y chercher un refuge. Je veux bien être généreux, ouvert, libéral, mais pas jusqu'à admettre l'ennemi dans la place. Si le capitalisme est condamnable dans un individu, je me demande pourquoi il ne le serait point dans une collectivité. J'ai une peur aussi grande de la tyrannie de l'argent quand cet argent est dans la main de plusieurs que lorsqu'il est dans la main d'un seul. Ce qui fait la tyrannie, ce n'est pas que le pouvoir soit monarchique ou républicain : ce qui fait la tyrannie, c'est que le pouvoir n'a point de règles, n'a point de bornes, n'a point de loi en dehors de la volonté de l'homme, que cette volonté soit celle d'un ou de beaucoup, peu m'importe ! *Or le commerce dans le syndicat c'est le gain, c'est le gain illimité, c'est l'argent recherché pour lui-même, sans autre but que lui-même.... Adieu les nobles buts et les généreuses aspirations (1) ».*

Après cette longue citation, il n'est plus possible de se méprendre sur les idées de M. Lemire, quant à l'opportunité qu'il y aurait à accorder au syndicat la capacité commerciale. M. Lemire a voulu simplement, dans sa proposition, permettre aux syndicats de jouer le rôle d'intermédiaires : situation qui a été acceptée pendant longtemps par la jurisprudence.

Indiquons, en terminant l'étude de la proposition Lemire, que les termes « produits nécessaires à l'exercice de la

(1) Voir *Assoc. Cathol.*, 15 juin 1900, pp. 484 et 485.

profession » manquent de précision. Souvent il sera difficile de distinguer les produits nécessaires à la profession de ceux nécessaires à la subsistance, à l'alimentation, à l'habillement. Consentira-t-on à s'essayer à des distinctions variées et subtiles : permettra-t-on au cultivateur d'avoir recours au syndicat pour l'achat d'une vache dont il doit vendre le lait, alors qu'on lui refusera d'user du syndicat s'il doit consommer lui-même et sa famille, le lait de ladite vache? Ira-t-on demander au syndiqué qui achète de jeunes pousses d'arbres, s'il a l'intention, lors des coupes futures, d'utiliser lui-même le bois ou bien de le vendre? Si un fermier veut acheter des œufs, le syndicat les lui vendra-t-il s'il veut les faire couvrir et les lui refusera-t-il s'il désire les consommer? Il est probable que la jurisprudence interpréterait le plus largement possible la formule de M. Lemire : en un mot, le vote de la proposition de loi serait la reconnaissance légale du syndicat-bazar, s'abstenant de réaliser un bénéfice quelconque.

CHAPITRE III

PROJET DE LOI RUAU

PROPOSITION DE LOI DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE

I

A qui s'applique le projet ?

Le projet de loi déposé le 19 juin 1908 par M. Ruau (1), ministre de l'agriculture, ne concerne que les syndicats agricoles. Quelles sont les raisons qui ont incité le ministre de l'agriculture à faire de la *législation exceptionnelle* au lieu de proposer une retouche à la loi de 1884 pour tous les syndicats ? Outre que la situation de M. Ruau pouvait le pousser à s'occuper spécialement des syndicats agricoles, les deux arrêts de la Cour de Nancy et de la Cour de Cassation avaient mis vivement en relief l'importance de la question que nous traitons en ce qui concerne ces derniers. Autrement dit, le projet Ruau est un *projet de circonstances* (2). D'autre part, une révision de la loi du

(1) Voir *Doc. législ.* Ch. 9^e législ., n° 1801.

(2) Cependant M. Decharme a déclaré au Congrès de Blois que *le*

21 mars 1884, aurait pu, au moment de la prise en considération du projet, entraîner une longue discussion ; les arguments d'ordre théorique qu'on n'aurait pas manqué de faire valoir, pour affirmer l'inutilité de la capacité commerciale en ce qui concerne les syndicats composés d'ouvriers de l'industrie, eussent été employés également contre les syndicats agricoles : en un mot, M. Ruau pensait qu'en voulant proposer la réforme et pour les syndicats industriels et pour les syndicats agricoles, on risquait de ne la voir aboutir ni pour les uns, ni pour les autres ; après avoir dit quelques mots de la tentative faite par MM. Waldeck-Rousseau-Millerand, le ministre de l'agriculture écrit en effet : «.... Ce serait peut-être là d'ailleurs la véritable façon rationnelle de trancher la question que nous vous soumettons aujourd'hui ; mais l'échec de la proposition Waldeck-Rousseau-Millerand d'une part, et d'autre part, l'urgence de la solution à intervenir, nous ont poussés à rechercher s'il ne serait pas possible de sauvegarder les intérêts immédiats des syndicats agricoles, sans être obligés d'élaborer de toutes pièces une législation nouvelle. Nous nous sommes donc bornés à proposer à votre examen un projet beaucoup plus modeste et plus restreint que certains l'eussent souhaité. (1) »

projet était rédigé bien avant que soit rendu l'arrêt de la Cour de cassation. Voir Discussions du Congrès, p. 35 du rapport Tardy.

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 5.

II

Economie du projet Ruau.

§ 1. — Le but du projet.

Si l'on veut synthétiser, en une formule, l'économie du projet, on peut dire qu'il permet *la création de syndicats économiques* qui feront, sous la tutelle législative, la plupart des actes accomplis aujourd'hui, grâce à une tolérance, par les syndicats agricoles. Avant de pénétrer dans le détail, rappelons le texte du projet :

Article premier. — Les syndicats économiques agricoles, composés exclusivement d'agriculteurs, ont pour but, à condition toutefois d'être gérés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaires à leurs membres :

1° Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments, appareils et outils, semences et plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, produits divers utiles à l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques ;

2° Soit pour la vente en commun des produits agricoles récoltés exclusivement par leurs membres.

Ils pourront se constituer, en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels; leur est applicable également

le paragraphe premier de l'article 6 de la même loi.

Ils pourront faire emploi des sommes provenant des cotisations et se rendre acquéreurs des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits ci-dessus désignés.

Leur sont applicables les articles premier de la loi du 5 novembre 1894, 5 et 10 de la loi du 19 avril 1905, et 4 de la loi du 29 décembre 1906.

Article 2. — Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies, contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de seize à deux cents francs ; les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du Procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat.

Article 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Le projet de loi institue donc un dédoublement des syndicats : d'un côté il y aura le syndicat *académique* dont l'objet sera, suivant la formule de la loi de 1884 « l'étude et la défense des intérêts agricoles » ; de l'autre côté, il existera le syndicat *économique* qui se livrera aux actes énumérés dans l'article premier. Ces actes — ceci ressort du texte même du projet et de l'exposé des motifs — ne seront licites que s'ils n'entraînent la réalisation d'aucun bénéfice commercial.

M. Ruau résume son projet de la façon suivante :
« Nous nous sommes proposés — dit-il — un triple but :

1° Donner aux véritables syndicats agricoles, composés exclusivement d'agriculteurs et gérés gratuitement, qui se bornent à servir d'intermédiaires désintéressés à leurs membres pour l'achat des matières utiles à l'agriculture et la vente des produits provenant des exploitations des associés, tous les droits compatibles avec leur état d'association, sans empiéter sur le domaine des lois régissant les sociétés, sous l'empire desquelles devront forcément se placer les syndicats qui ne croiraient pas pouvoir se contenter des facilités nouvelles accordées ;

2° Limiter rigoureusement la nature des opérations que pourront entreprendre les syndicats économiques agricoles, en proscrivant toutes les opérations concernant la livraison des denrées d'alimentation pour l'homme, des articles de ménage, de quincaillerie, de vêture, etc., qui ne peuvent pas être considérés comme utiles à l'exploitation du sol et que certains syndicats ont cru, bien à tort, pouvoir mettre à la disposition de leurs membres, faisant ainsi une concurrence injustifiée au commerce local ;

3° Permettre aux syndicats agricoles de se rendre acquéreurs non seulement des immeubles nécessaires à leurs réunions, mais encore au dépôt des marchandises et produits désignés à l'article premier, paragraphe 2 du projet de loi (1). »

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, pp. 7 et 8.

§ 2. — L'expression « syndicats économiques agricoles ».

Cette expression a été assez vivement critiquée. On aurait préféré d'autres termes, nous apprend M. Decker-David dans son intéressant rapport ; (1) par exemple, les suivants : « office », « société mutuelle d'approvisionnement », « syndicat coopératif », etc... M. le ministre de l'agriculture tenait au mot « syndicat » ; il considérait que les agriculteurs étaient familiarisés avec lui et qu'il eût été dangereux de le remplacer par un autre ; certains, ignorant qu'il ne s'agissait que d'un changement d'étiquette, auraient pu s'abstenir de venir vers *l'office* ou la *société mutuelle d'approvisionnement*. Mais on peut fort bien soutenir, au contraire, qu'il eût été préférable d'abandonner le mot syndicat dans la formule en question. Que fait le projet Ruau ? Il crée un organe nouveau. Pourquoi à cet organe nouveau ne pas donner un nom nouveau aussi ? Le syndicat de la loi de 1884, on le laisse subsister, on le fait rentrer dans le cadre de ladite loi d'où, à vrai dire, il s'était un peu échappé : laissons lui son nom. Si l'on juge qu'il faut couper ce qui s'était greffé sur lui comme n'étant pas d'essence *syndicale*, ne donnons pas précisément le nom de syndicat à l'organe qui va remplir les actes que l'on aura déclarés devoir lui être étrangers : ce sera plus logique.

Mais n'insistons pas davantage sur cette question de

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 41.

terminologie qui n'a en somme qu'une importance secondaire.

§ 3. — Le rôle du syndicat économique agricole.

Quel est, d'après le projet de loi, le rôle du syndicat économique? Le syndicat économique servira d'intermédiaire *désintéressé* entre les syndiqués et les tiers. C'est donc l'exercice du mandat gratuit qui lui est permis. Le projet consacre la thèse de la jurisprudence.

Est-ce à dire que le syndicat devra revendre les produits au même prix qu'il les a achetés : non, il pourra faire supporter auxdits produits une *majoration*. Cette majoration sera destinée à couvrir les frais de gestion. Comme le fait remarquer M. Decker-David, on n'a pas cru utile de fixer un maximum pour cette majoration : on laisse toute liberté aux statuts pour en arrêter le montant. Mais alors, il pourra se faire que le syndicat fixe à un taux assez élevé la majoration en question, de telle sorte qu'après avoir couvert les frais généraux, il reste un excédent. Cet excédent ne sera-t-il pas, à vrai dire, un *bénéfice commercial* ? Bien qu'on se soit défendu de vouloir permettre le bénéfice commercial, en fait il prendra cependant souvent naissance. Il est vrai qu'on a indiqué divers emplois possibles de ce bénéfice : on a senti — ce sont les adversaires de la pleine capacité commerciale qui ont éprouvé ce sentiment — que ce bénéfice commercial, une fois né, devait se faire pardonner son existence

et pour cela, on a proposé de le restituer aux syndiqués, de le transformer en cotisation supplémentaire ou, suivant l'expression de l'exposé des motifs, de l'affecter « à la création et au développement de services d'intérêt professionnel collectif ou d'institutions coopératives devant profiter à tous les adhérents, ainsi que l'a reconnu licite un arrêt du Conseil d'Etat en date du 17 mars 1907 (1). » Cette utilisation des excédents de majoration est évidemment excellente, *mais cela n'empêche qu'il n'y ait eu à un moment donné bénéfice commercial*. Ira-t-on dire qu'un commerçant ne fait pas de bénéfices commerciaux, parce qu'au lieu de les employer à la satisfaction de ses besoins il les donne, par exemple, à l'Assistance publique? ou à une œuvre quelconque? En théorie, on relègue bien loin le bénéfice commercial; en fait, il ne restera peut-être pas complètement étranger au mécanisme appelé « syndicat économique ».

Après avoir mis en relief l'expression « intermédiaires

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 6. — Au sujet de la jurisprudence du Conseil d'Etat, M. Nast écrit : « Le Conseil d'Etat a décidé que les opérations d'un syndicat professionnel ne constituaient pas l'exercice d'un commerce imposable à la patente au sens de la loi du 15 juillet 1880, si les bénéfices provenant de la différence entre les prix d'achat et les prix de vente, déduction faite des frais généraux, sont employés exclusivement à la création et au développement de service d'intérêt professionnel collectif et d'institutions de coopération devant profiter à tous les membres du syndicat. (Arrêt du 19 juillet 1907, en faveur du syndicat de Lézignan). » Voir Nast, *op. cit.*, p. 6.

désintéressés » (1), voyons quels seront les principaux services que les syndicats économiques pourront rendre aux agriculteurs ? Avant de répondre à cette question, présentons, l'un à côté de l'autre, les deux articles premier du projet Ruau et du texte proposé par la Commission de l'agriculture :

Article Premier
du
Projet Ruau.

Les syndicats économiques agricoles composés exclusivement d'agriculteurs ont pour but, à condition toutefois d'être gérés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaires à leurs membres :

1° Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments, appareils et outils, semences et plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, produits divers utiles à l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques ;

Article Premier
proposé par la Commission
de l'Agriculture.

Les syndicats économiques agricoles composés uniquement d'agriculteurs ont pour but, à condition toutefois d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaires, à leurs membres :

1° Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments et appareils, des semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, des produits nécessaires à l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques et les intempéries ;

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 5.

2° Soit pour la vente en commun des produits agricoles récoltés exclusivement par leurs membres.

Ils pourront se constituer en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ; leur est applicable également le paragraphe premier de l'article 6 de la même loi.

Ils pourront faire emploi des sommes provenant des cotisations et se rendre acquéreurs des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits ci-dessus désignés.

Leur sont applicables les articles premier de la loi du 5 novembre 1894, 5 et 10 de la loi du 19 avril 1905 et 4 de la loi du 29 décembre 1906.

2° Soit pour la vente des produits et des animaux provenant exclusivement des exploitations des syndiqués en facilitant cette vente par des expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur responsabilité ;

3° Soit pour passer des marchés avec les administrations publiques.

Dans l'un et l'autre de ces textes, on s'est efforcé d'indiquer que les syndicats ne devront pas servir d'intermédiaires pour les produits de consommation ordinaire. Quant au point qui nous occupe, M. Decker-David indique en quoi le texte de la Commission de l'agriculture diffère du texte du ministre : « La Commission de l'Agriculture

— dit-il — a supprimé, dans le projet de loi du gouvernement, les outils parmi les produits que les syndicats peuvent fournir à leurs membres et au lieu de *produits utiles*, ce qui pouvait être interprété à notre avis d'une façon trop extensible et comprendre même des objets de consommation ordinaire, nous avons mis « *produits nécessaires* à l'exploitation du sol » (1). La suppression du mot *outils* (2) qui est l'œuvre de la Commission de l'Agriculture, est une retouche fort discutable. Nous savons fort bien qu'elle lui a été inspirée par la crainte du syndicat-bazar, vendeur de quincaillerie, mais ceci n'empêche que certains outils peuvent fort bien être considérés comme

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 47.

(2) Au sujet de cette suppression, nous lisons dans le rapport présenté par M. Rist au III^e Congrès de Crédit agricole : « Le projet gouvernemental permet aux syndicats économiques de grouper les commandes d'*outils* faites par leurs membres. La Commission de la Chambre propose de rayer ce mot de l'énumération de l'article premier. Pourquoi cela ? Pourquoi les Syndicats de simples ouvriers agricoles ne pourraient-ils jouir des avantages de l'article premier ? Pourquoi les travailleurs de la terre si intéressants et souvent si déshérités ne recevraient-ils pas de la loi les mêmes facilités pour acheter les humbles outils qui leur sont nécessaires, que reçoivent ceux plus heureux qui peuvent utiliser des machines et des engrais ? N'y a-t-il pas, au contraire, un intérêt évident à orienter leurs efforts souvent incohérents vers un but aussi utile, à encourager chez eux l'esprit d'association en vue de fins pratiques et d'un intérêt immédiat et tangible. Pour ma part, je regrette la suppression du mot « outil » justement introduit, à mon sens, par le gouvernement dans son projet. Et si le Congrès émet un vœu en conclusion de ce rapport, je souhaiterais très sincèrement qu'il rétablisse ce mot dans le texte qu'il votera. » Rapport Rist, *op. cit.*, p. 11.

nécessaires à l'exploitation du sol. Pourtant il est inutile d'insister sur cette remarque, car la Commission a laissé subsister dans le texte le terme *instruments* : il est alors à prévoir que, en fait, bien des outils seront considérés comme des instruments et que la tentative de précision que nous indiquons, n'aura pas grand effet dans la réalité. Quant à la substitution du membre de phrase : « produits nécessaires à l'exploitation du sol » à « produits utiles à l'exploitation du sol », elle ne nous paraît pas plus heureuse que la première modification. Si l'on avait demandé à la Commission de faire une liste des produits « utiles » et une autre des produits « nécessaires » il est permis, croyons-nous, d'avancer qu'elle eût été fort embarrassée. Les deux retouches que nous venons d'indiquer n'améliorent en aucune façon le texte de M. Ruau : il n'y a pas là de véritables précisions, mais des *apparences* de précision. M. Decker-David convient qu'il sera parfois difficile d'établir *une distinction très nette entre les instruments et appareils et les outils* ; mais il soutient que le terme « produits nécessaires » évitera des confusions. Il écrit à ce sujet : « Qu'entendra-t-on par *produits nécessaires* à l'exploitation du sol ? L'agriculteur pourra-t-il se procurer une couverture pour son cheval et n'aura-t-il pas le droit d'en acheter une pour lui, comme le demandait un président de syndicat, peu partisan du projet, qui disait, en voulant faire un mot d'esprit, peut-être un peu lourd, que les syndicats économiques ne seraient que des « syndicats de bêtes » ? Pourra-t-il ache-

ter du sucre pour la vendange, sans pouvoir s'en procurer pour son ménage, de l'huile pour ses harnais et l'éclairage de ses lanternes, sans pouvoir en acheter pour les besoins de sa maison, etc.

C'est pour que l'on puisse faire moins facilement cette confusion, que nous avons remplacé « produits *utiles* » par « produits *nécessaires* ». Nous n'avons pas voulu, pour ne pas nuire aux intérêts du petit commerce local, que les syndicats puissent fournir à leurs membres, des produits de consommation, ni des vêtements, chaussures, etc. Nous voulons également que les syndicats ne puissent fournir que les produits absolument indispensables, *nécessaires* à l'exploitation du sol, et l'énumération donnée au deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du projet de loi, nous semble à peu près limitative : engrais, semences, plants, matières alimentaires pour le bétail, produits nécessaires à la destruction des insectes et à la lutte contre les maladies cryptogamiques et les intempéries » (1).

Mais, quant à nous, nous ne voyons pas pourquoi on refuserait au syndicat économique de servir d'intermédiaire pour l'achat d'une couverture de cheval? Va-t-on également défendre l'achat des harnais ou du collier? Et pour prohiber ces opérations, ira-t-on jusqu'à soutenir que les traits qui attachent le cheval à la charrue ne sont pas *nécessaires* à l'exploitation du sol?

(1) Rapport Decker David, *op. cit.*, p. 48.

Pour éviter le danger de ces distinctions, il vaudrait mieux considérer — et ceci nous paraît possible même avec le texte de la Commission de l'agriculture — comme permises *toutes opérations, sauf celles qui portent sur des objets de consommation utiles au ménage qu'on exerce ou non la profession agricole*. Ainsi l'achat de pain ne serait pas toléré parce qu'il n'est pas spécial à l'exercice de telle ou telle profession, mais l'achat d'une charrue serait possible puisqu'elle concerne uniquement le métier d'agriculteur. Avec notre formule qui serait une interprétation large du texte, bien des difficultés se trouveraient évitées; là où elles subsisteraient ce serait en ce qui concerne les objets *mixtes*. Si nous prenons, par exemple, le sucre, son achat sera permis pour les vendanges en vertu de notre formule; mais essayera-t-on de faire le départ entre la quantité de sucre qui sera consacrée au sucrage et celle que consommera la famille? Evidemment non. Dans ce cas, la qualité de produit nécessaire à l'exploitation agricole l'emportera. Qu'on ne nous objecte pas que le critérium par nous adopté permette l'existence des syndicats-bazars : la vente de tout article d'épicerie se trouvera au contraire formellement interdite.

Et, en fait, ce sera bien notre distinction qui sera maîtresse : après avoir toléré pendant de longues années l'existence du syndicat-bazar, il serait étrange qu'après le vote de la loi, on se montrât tout-à-coup d'un rigorisme remarquable. L'honorable président de la Commission de l'Agriculture l'a fort bien senti, aussi indique-t-il qu'on

pourra *tolérer*, par exemple, l'achat de sucre destiné aux vendanges. Mais au moment de l'élaboration même d'une loi, il n'est peut-être pas très indiqué de prévoir certaines *tolérances*, qui, à vrai dire, ne sont que des *violations de la loi* élégamment dénommées ! Si vraiment on désire avant tout sauvegarder les intérêts du petit commerce local, il faut — du moment qu'on donne au texte un sens restrictif — se refuser à admettre la possibilité d'aucune tolérance ; sinon, on donne l'impression qu'après avoir répété bien haut la nécessité de défendre le petit commerce, on avait cependant l'intuition qu'en fait il souffrira de la mesure proposée.

Quant au point de savoir si l'énumération incluse dans l'article premier est ou n'est pas limitative, nous la tenons pour peu importante, étant donné le vague de certaines expressions que nous avons signalées. Indiquons cependant que M. Ruau la déclare limitative (1).

Après avoir essayé d'indiquer *quels* achats peuvent être faits d'après le projet, il nous faut voir *comment* lesdits achats doivent avoir lieu pour être licites ? Ici se pose la question souvent discutée des *commandes préalables* : tout achat doit-il ou non avoir été précédé d'une commande « ferme » ? Les textes ne résolvent pas la question. L'exposé des motifs de M. Ruau ne contient que les lignes suivantes sur le sujet : « Leur rôle (aux

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 8.

syndicats) consiste uniquement à grouper les commandes de leurs adhérents (groupement qui *peut être entendu* au sens large du mot, tel que cela résulte de la réponse faite au Sénat, le 27 mai 1904, par le Commissaire du Gouvernement à une question posée par M. le sénateur de Pontbriand, lors de la discussion de l'article 9 de la loi du 19 avril 1903), à obtenir en leur nom des fournisseurs habituels des conditions de qualité et de prix plus avantageuses et à répartir ensuite entre eux les marchandises ainsi achetées » (1). Les mots « peut être entendu » ne présentent pas nettement la façon de voir de M. Ruau. Voyons donc comment s'exprime M. Decker-David à cet égard ? « En principe — dit-il — nous pensons qu'il doit toujours y avoir une commande « ferme et préalable ». Cependant dans la pratique, il faudra laisser aux syndicats une certaine liberté et le syndicat pourra, particulièrement pour les engrais et les matières alimentaires nécessaires à l'alimentation du bétail, acheter par *mandat tacite*, en se basant sur les achats faits et sur les commandes des exercices précédents ; cela, du reste, pourra être prévu dans les statuts (2). »

Le président de la Commission de l'Agriculture est donc partisan d'une solution mixte : il faudra, pour exiger ou non la « commande ferme et préalable » *distinguer suivant les produits*. Cette commande préalable,

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, pp. 5 et 6.

(2) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 44.

exigée pour une charrue, ne le sera pas pour les engrais. Voilà donc un large champ ouvert aux distinctions jurisprudentielles. Si on veut simplifier l'application de la loi, éviter ces distinctions, il faudra une fois de plus faire appel à la tolérance (1).

Il y a certaines opérations faites par des syndicats qui doivent être étudiées à part. Ainsi, M. Decker-David déclare que sous l'empire de la législation nouvelle les

(1) M. Rist écrit à ce sujet : « Les principes sont les mêmes pour la vente des produits. Le syndicat économique pourra exclusivement vendre ses produits dans l'état où ils lui sont livrés par les membres. Dès qu'il y aura transformation, manipulation par le syndicat, pour la transformation en beurre ou fromage du lait fourni par les adhérents, le syndicat perd sa capacité. Il doit passer la main à une coopérative. Sans doute l'honorable rapporteur fait remarquer qu'une certaine tolérance pourra être accordée dans des cas déterminés. Il pense en particulier que pour les achats d'engrais, l'obligation de la commande ferme et préalable pourrait avoir des inconvénients et qu'on pourrait autoriser le syndicat à acheter au moment le plus favorable, même sans commandes fermes, en se basant simplement sur le chiffre des commandes de l'exercice précédent. Ce serait alors une sorte de mandat tacite. Mais, c'est là, qu'on nous permette de le dire, une interprétation de la loi qui pourrait dans la pratique se montrer illusoire. En l'absence de cette clause spéciale introduite dans la loi, les tribunaux pourraient fort bien (et c'est même probablement ce qu'ils feront) refuser d'établir une distinction entre les divers produits énumérés dans la loi, et appliquer aux uns comme aux autres, aux engrais comme aux machines, le principe de la commande ferme et préalable. On ne voit pas du tout, en effet, pourquoi la théorie du mandat tacite serait applicable, en l'absence, je le répète, de tout texte spécial, à certains produits et pas à d'autres. » Voir Rist, *op. cit.*, p. 9.

syndicats de hannetonnage, de défense contre les animaux nuisibles, contre les maladies cryptogamiques, contre les dégâts du gibier pourront continuer à exister. Mais le Président de la Commission de l'Agriculture soutient que les syndicats d'outillage agricole, de battage, d'utilisation en commun de machines diverses ne pourraient bénéficier de la loi nouvelle. Cette interprétation du texte est fort défendable puisque l'article premier, énumérant ce qui est permis, prohibe par cela même tout ce dont il ne parle pas : c'est le cas pour les opérations que nous signalons. Quelles sont les raisons alléguées pour refuser aux syndicats en question le bénéfice de la loi ? On a mis en avant le caractère essentiellement gratuit du mandat que peut exercer le syndicat économique agricole. Nous savons fort bien qu'on ne veut pas que le syndicat économique réalise des bénéfices, *mais pourquoi soutenir qu'un syndicat qui loue des machines va forcément réaliser des bénéfices* alors qu'il en sera autrement pour son voisin qui pratique la vente. Prenons un exemple : un généreux donateur donne à un syndicat une machine agricole, le syndicat loue la machine aux membres syndiqués ; le montant de la location représente les frais d'entretien et de garde de la machine et la somme nécessaire à son amortissement : où sont les bénéfices réalisés ? Il n'y en a pas. Aussi nous trouvons le projet fort critiquable à ce point de vue : il eût fallu ajouter un paragraphe à l'article premier pour autoriser précisément ce qu'on prétend prohiber. A cela, on nous répondra « que les intéres-

sés créent des sociétés coopératives et qu'ils profitent des avantages concédés par la loi du 29 décembre 1906 » ! C'est fort bien, mais croit-on que les agriculteurs vont du jour au lendemain adopter ce nouveau procédé ? Pour ne pas changer les habitudes des agriculteurs, on a voulu garder l'expression de « syndicat économique » — là c'était seulement une question de mots qui était en jeu — et on n'hésite pas à bouleverser leurs habitudes en ce qui concerne la location des machines agricoles ! Bien mieux ; un syndicat qui fait des opérations multiples, possède une moissonneuse-lieuse, va-t-il être forcé de créer spécialement pour elle une société coopérative ? M. Decker-David ne paraît pas aller jusque-là ; il semble réserver l'exigence de la création de sociétés coopératives pour les groupements faisant *spécialement* les opérations qui nous occupent. A propos du cas d'un syndicat pour lequel la location de machines n'est qu'accessoire M. Decker-David écrit : « ... Il pourra y avoir toutefois une certaine *tolérance* pour les syndicats économiques qui posséderaient quelques instruments tels que trieurs, concasseurs achetés avec leurs réserves, qui ne seraient loués qu'accidentellement, avec une rémunération légère couvrant seulement les frais d'entretien ou prêtés gratuitement aux syndiqués (1). » *Une fois de plus, faute de précision, on fait appel à la tolérance, à l'arbitraire.*

Même incertitude au sujet des syndicats d'élevage :

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 50.

« Nous ne pensons pas notamment — écrit M. Decker-David — que l'on puisse accepter les syndicats constitués uniquement en vue de faire des prêts de bestiaux *sans avoir pour but de rendre le preneur propriétaire des bestiaux*. » Et plus bas, nous lisons. « Cependant, nous estimons que les syndicats d'élevage qui commencent à rendre tant de services pour l'amélioration du bétail français pourront parfaitement se constituer à l'abri de la législation nouvelle. Ils ont, en effet, surtout pour but de permettre à leurs membres d'acquérir aux meilleures conditions possibles des reproducteurs de choix et de leur permettre de mieux vendre les animaux élevés par eux en organisant des concours, des foires, des expositions, etc. Ils possèdent parfois aussi des taureaux, étalons ou autres reproducteurs qu'ils placent en dépôt chez quelques-uns de leurs sociétaires pour faire la monte et améliorer les races locales ; dans ce cas les animaux sont la propriété collective des syndiqués. Nous touchons ainsi davantage à la coopération ; mais toutes les opérations faites par les syndicats d'élevage peuvent rentrer cependant dans le cadre de celles qui sont permises par le projet de loi (1). » Ainsi serait prohibé le prêt des bestiaux et permis — ou plutôt *toléré* — le prêt des taureaux ou d'étalons ! Nos critiques faites au sujet des machines pourraient être renouvelées ici.

A vrai dire, si nous souhaitons qu'on permette toutes

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 47.

ces opérations, nous croyons que le texte du projet, interprété à la lettre, ne permet ni le prêt d'une machine, ni le prêt d'un étalon.

C'est aussi de prohibition qu'il aurait fallu parler au sujet des syndicats de défense contre la grêle ou les gelées, si la Commission n'avait pris soin d'ajouter dans l'article premier à la fin du premier paragraphe « et les intempéries ».

Quant à la *vente en commun des produits agricoles*, elle est formellement autorisée par le paragraphe 2 de l'article premier, à condition qu'il s'agisse de produits exclusivement récoltés par les membres du syndicat et auxquels — d'après le rapport de la Commission — le syndicat ne fera subir aucune préparation : en cas de transformation de produits, ou d'achat ferme fait par le syndicat avec revente ultérieure, le système de la loi sera insuffisant : il faudra que le syndicat se transforme en sociétés coopératives.

§ 4. — Organisation et fonctionnement des syndicats économiques agricoles.

Le projet dit que les syndicats économiques « pourront se constituer en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ». Cet article 4 exige le dépôt — à la mairie de la localité où le syndicat est établi — des

statuts et des noms de ceux qui seront chargés de l'administration ou de la direction.

Si l'on se place au point de vue de la responsabilité, on doit décider que ce n'est pas le syndicat simple mandataire qui est responsable vis-à-vis des tiers, mais les syndiqués, les mandants. Au reste, nous n'avons pas à étudier ici spécialement cette question, le projet de loi n'apportant en ce qui la concerne aucun élément nouveau.

§ 5. — La question des Unions et des Fédérations.

Si cette question des Unions et Fédérations n'est pas visée dans le texte du projet Ruau, elle est par contre traitée dans l'exposé des motifs où on lit le passage suivant : « Nous avons rendu, en outre, applicable aux syndicats économiques agricoles le paragraphe premier de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 relatif à la capacité d'ester en justice des syndicats professionnels. Nous leur avons, au contraire, refusé la faculté, donnée par les articles 5 et 7 de la même loi, de constituer des unions et de permettre à leurs membres de se retirer à tout instant de l'association, car nous avons pensé que ce serait très dangereux tant au point de vue de la liberté propre de tous les syndicats unis qu'à celui des garanties données aux tiers qui sont appelés à traiter avec eux (1). »

(1) Projet Ruau, *op. cit.*, p. 9.

Après ces lignes, on pourrait croire qu'avec le projet Ruau, les unions entre syndicats économiques seront impossibles, cependant M. Decker-David soutient au contraire que ces unions pourront fort bien se constituer. Et comment cela ? En vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901. En 1791, le régime de droit commun était la liberté d'association ; une exception était faite au détriment des syndicats professionnels. En 1884, le régime de droit commun devient l'interdiction des associations, sauf exception en faveur des syndicats. Enfin, depuis 1901, nous avons un régime homogène : la liberté d'association pour tous (1). En vertu de ce principe général de la liberté d'association, dit M. Decker-David, les syndicats économiques pourront former des unions : si des personnes physiques peuvent s'associer, il en est de même des personnes morales. Ce raisonnement nous paraît fort juste. Cette solution de la question rappelle à l'attention le problème souvent posé de savoir si les gens de même métier peuvent avoir recours pour s'associer, indifféremment à la loi de 1884 ou à celle de 1901. Nous savons que certains soutiennent l'affirmative et d'autres la négative. Ici la combinaison proposée par M. Decker-David ne peut être rattachée ni à l'une ni à l'autre thèse, *elle est à elle seule une troisième thèse qui admet l'emploi simultané de la loi de 1901 et de celle de 1884*. Les

(1) Il y a cependant deux exceptions à ce principe général de la liberté d'association : 1^{re} pour les congrégations religieuses, 2^o pour les associations composées en majeure partie d'étrangers.

syndicats économiques sont liés à la loi de 1884; « ils pourront se constituer, dit l'exposé des motifs, en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884.... », eh bien, pour les constituer en unions, on va leur appliquer la loi de 1901. Cette troisième thèse de l'*amalgamation des deux lois* est la plus audacieuse. La loi de 1901, il est vrai, manque de précision, au sujet de ce droit de former des unions, mais il ressort des discussions qui ont eu lieu, lors du vote de la loi, que lesdites unions sont parfaitement licites. Ces unions de syndicats économiques se constitueraient comme les associations elles-mêmes. Il pourra donc y avoir des unions non déclarées, licites, mais qui n'auront pas la personnalité civile. Quant aux unions qui se seront constituées sous la forme d'associations déclarées après avoir accompli les formalités légales, elles jouiront de la personnalité civile. Ainsi les unions de syndicats agricoles se trouveront fortement avantagées en comparaison de leurs sœurs : les unions de syndicats professionnels qui, elles — ceci ressort de l'article 5 de la loi de 1884 — ne jouissent pas de la personnalité civile. Cette amalgamation des lois de 1901 et de 1884 procure le maximum d'avantages. Le syndicat économique qui relève de la loi de 1884 a une personnalité civile plus enviable que celle de l'association déclarée de la loi de 1901 : il peut recevoir à titre gratuit ; mais l'union constituée en vertu de la loi de 1901 l'emporte sur l'union qui relève de la loi de 1884 : en se réclamant au premier degré de la loi

de 1884 et au second de la loi de 1901, le syndicat économique se crée une situation excellente. Et dans ce cas, les critiques nombreuses faites au projet au sujet des unions perdent leur portée; elles s'appliquent cependant si on se rappelle l'exposé des motifs qui prohibe formellement les unions. Aussi, à notre avis, la Commission de l'agriculture aurait dû rectifier le texte ministériel à ce sujet pour éviter toute ambiguïté; elle eût pu, pour consacrer expressément sa thèse, insérer dans le texte définitif arrêté par elle que « les syndicats agricoles pourront se constituer en unions en se conformant aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901 ».

M. Decker-David cite un certain nombre d'associations agricoles qui ont déjà employé ce système, par exemple : la « Fédération nationale des sociétés coopératives agricoles de production et de vente », la « Fédération nationale des caisses régionales de crédit agricole », la « Fédération nationale des syndicats agricoles », le « Centre fédératif du crédit populaire en France », la « Fédération des associations de l'Yonne », etc. (1).

§ 6. — Quelles conséquences entraînerait le vote
du projet Ruau.

Supposons le projet voté, que vont devenir les syndicats agricoles existants qui font les opérations que nous

(1) Rapport Decker-David. *op. cit.*, pp. 71 et 72.

connaissions (1) ? Ces syndicats — nous dit M. Decker-David — « devront opter désormais et être soit des syndicats professionnels, soit des syndicats économiques agricoles d'achat ou de vente » (2). S'ils veulent être syndicats professionnels, ils devront créer à côté d'eux des syndicats économiques qui rempliront les fonctions matérielles, eux resteront seulement chargés des « fonctions idéelles » suivant l'expression de M. Rieul-Paisant (3). S'ils entendent prendre la qualité de syndicats économiques, il leur faudra retoucher légèrement leurs statuts, et les déposer à nouveau à la mairie ; dans ce cas, ils ne pourront plus continuer à faire partie d'unions en vertu de la loi de 1884, ils devront se réclamer de la loi de 1901 : cette modification — comme nous l'avons vu — ne pourra que leur être avantageuse.

On s'est demandé ce que deviendrait la cotisation avec le nouveau régime, on a allégué que les agriculteurs apporteraient lesdites cotisations au *syndicat économique* et qu'ils déserteraient le *syndicat académique*. Pour évi-

(1) Au sujet de cette question, M. Ducurtyl disait au II^e Congrès de Crédit mutuel et de la Coopération agricoles tenu à Blois, du 1^{er} au 5 juillet 1908 : « Quelle va être, en effet, la situation des syndicats agricoles constitués sous le régime de la loi de 1884 en présence d'une loi, s'ils revêtent la forme proposée ; qu'on me pardonne l'expression, ils se trouveront en quelque sorte en l'air !... Est-ce qu'ils devront se prévaloir de la loi de 1884 ou de celle de 1908 ? Je n'en sais rien. » Voir les discussions du Congrès dans le rapport Tardy déjà cité, p. 36.

(2) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 59.

(3) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 87.

ter ce danger, il est un moyen fort simple : il suffira que les statuts du syndicat économique décident que tout membre du syndicat économique devra faire également partie du syndicat professionnel, et que toute cotisation versée sera attribuée par moitié aux deux syndicats. Quant à la composition des conseils, et bureaux des deux syndicats, on peut décider qu'ils seront composés des mêmes membres. En adoptant ce système — obligation pour chacun de faire partie des deux syndicats, partage de la cotisation entre les deux syndicats, et identité de composition des conseils et des bureaux, — syndicat professionnel et syndicat économique se pénétreront autant que faire se pourra et l'objection faite au projet qui *coupait en deux tronçons le mouvement syndical*, n'aurait peut-être plus grande valeur. Cette liaison intime créée entre les deux sortes de syndicats sera possible aussi entre les unions ; on pourra faire en sorte que les unions de syndicats professionnels restent très voisines des unions de syndicats économiques agricoles.

Que va devenir le patrimoine syndical ? Le patrimoine d'un syndicat agricole existant actuellement devra, d'après M. Decker-David, — en supposant que ledit syndicat opte pour les fonctions idéelles — être remis au syndicat économique. Nous sommes d'un avis opposé à celui de l'honorable rapporteur, nous croyons que la loi de 1884 ne s'oppose nullement à la conservation par ce syndicat du patrimoine en question. Si l'on nous objecte que ceci est impossible, car ce patrimoine est vicié à sa

source même, qu'il est né de bénéfices commerciaux, qu'il ne peut rester dans la caisse du syndicat relevant de la loi de 1884 qui ne permet pas les actes de commerce, nous répondrons que la loi nouvelle ne donne pas non plus aux syndicats économiques le droit de faire le commerce et par conséquent qu'un patrimoine acquis grâce au commerce ne peut également pas entrer dans leurs caisses. Pour l'avenir, les excédents des majorations sur les frais généraux vont-ils être destinés à aller uniquement dans la caisse du syndicat économique agricole? Non, nous répond M. Decker-David, *les agriculteurs pourront parfaitement en faire abandon au syndicat professionnel*. Cette solution est également la nôtre. Mais alors nous ne voyons pas pourquoi dans ce cas M. Decker-David autorise ce transfert de patrimoine en formation, du syndicat économique au syndicat professionnel, alors qu'il ne voulait pas tout à l'heure, que lors du dédoublement des syndicats actuels, ces derniers conservassent leur patrimoine acquis grâce à des fonctions matérielles? Aussi la différence de solution donnée par M. Decker-David dans les deux cas nous semble devoir être repoussée (1).

Si les majorations peuvent ainsi être remises au syndicat académique, celui-ci évidemment pourra — *ce sera tout à fait son rôle* — continuer à soutenir pécuniairement les œuvres d'intérêt professionnel.

(1) Voir rapport Decker-David, *op. cit.*, pp. 61 et seq.

Indiquons, en terminant ce paragraphe, que le projet permet aux syndicats économiques agricoles d'acquérir des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits visés par l'article premier. Ici, à notre avis, le projet présente une lacune, *il aurait dû prévoir l'acquisition de champs d'expérience et de culture rationnelle*. Ce cas n'étant pas prévu dans la loi, il faudra une fois de plus faire appel à cette *tolérance* qui semble destinée même après le vote de la loi, à jouer encore un très grand rôle.

Signalons enfin que les statuts pourront édicter l'obligation pour les syndiqués de faire partie pendant plus d'un an du syndicat. Rappelons qu'il était dit au contraire dans l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 : « Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire..... »

III

Critique du projet Ruau.

§ 1. — Accueil fait au projet par les intéressés.

Avant de résumer notre opinion sur le projet Ruau, nous devons rappeler l'accueil qui lui a été fait dès son apparition par les intéressés eux-mêmes. Nous trouvons à

cet égard des renseignements fort complets dans le rapport de M. Decker-David (1).

4) Opinion de l'Union centrale des syndicats agricoles et ses unions régionales — L'Union centrale a formulé contre le projet des critiques très vives que nous résumons. La création de *syndicats économiques* équivaut à l'instauration de sociétés coopératives à capacité limitée. Ce sont des syndicats qui sont « en marge de la loi de 1884. » C'est briser le grand mouvement syndical agricole. L'interdiction faite à ces syndicats économiques de s'unir entre eux est une mesure funeste ; c'est sacrifier le syndicat à faible rayon (2). L'Union centrale fait remarquer que la loi nouvelle n'accorde aux syndicats aucun droit nouveau et qu'elle se contente de consacrer la théorie du mandat gratuit. Enfin, ajoute-t-elle, « c'est une invite adressée aux syndicats économiques de se grouper autour des caisses régionales de crédit, et cela ressemble singulièrement à la carte forcée.... Il appartient à nos amis de choisir entre le mouvement syndical professionnel qui s'est développé en ses différentes manifestations autour de nos unions centrales et régionales, *dans l'indépendance et la liberté, et un mouvement coopératif bâtard, sans portée véritable, instauré à l'ombre des Caisses régionales de crédit, sous la main de l'Adminis-*

(1) Voir rapport Decker-David, *op. cit.*, pp. 72 et seq.

(2) Cf. Hitier, *op. cit.*, Rev. d'Ec. Pol., p. 62.

tration » (1). Dans ce dernier membre de phrase, il est fait allusion à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1906 qui dit qu'un règlement d'administration publique fixera la surveillance à exercer sur l'emploi des avances consenties aux sociétés coopératives ; et comme l'Union centrale assimile les syndicats *économiques* aux *sociétés coopératives* elle en déduit que la surveillance en question s'exercera sur les syndicats économiques eux-mêmes. Des discours furent prononcés par des délégués de l'Union centrale on parla à nouveau de la « désagrégation méthodique de toutes les unions syndicales » et on insista derechef sur la surveillance qui serait exercée par les délégués ministériels.

L'Union des syndicats agricoles du Périgord et du Limousin soutenait par l'intermédiaire de M. le marquis de Marcillac que le projet était un moyen d'*etatiser* les syndicats et que les *syndicats économiques* seraient un danger pour le commerce local et régional. Enfin un grand meeting avait lieu les 20 et 21 novembre 1908. A ce meeting, organisé par l'Union centrale, on faisait encore le procès du projet. Les syndicats agricoles ne devaient pas être considérés comme une catégorie à part ; si l'on voulait faire une réforme, il fallait la proposer pour *tous* les syndicats professionnels, on adoptait le vœu suivant : « Que la loi du 21 mars 1884 soit complétée sans retard par des dispositions qui confirment et

(1) Voir rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 74.

augmentent la faculté de posséder qu'elle a accordée aux syndicats professionnels et qui autorisent les syndicats à faire, pour le compte de leurs membres, toutes les opérations d'achat et de vente concernant l'exercice de leur profession ;

« Et qu'en attendant le vote d'une loi qui donne satisfaction à ce vœu, il ne soit exercé aucune poursuite contre les syndicats professionnels à raison des opérations auxquelles ils se livrent depuis plus de 20 ans sous le régime de la loi du 21 mars 1884, consacré par les lois du 5 novembre 1894, du 17 novembre 1897, du 19 avril 1905 et du 14 janvier 1908 (1). »

B) Opinion de la Société des Agriculteurs de France.
Cette Société blâma très énergiquement le projet Ruau. Les délégués déclarèrent à la Commission de l'Agriculture que le projet aurait pour résultat de transformer les syndicats actuels en coopératives agricoles ; ils critiquèrent particulièrement, dans la rédaction du texte adopté par la Commission, l'expression « produits nécessaires à l'exploitation » ; d'après eux, il fallait dire « produits nécessaires à la profession ». Le 12 janvier 1909, la Société a émis le vœu suivant :

« Qu'il ne soit créé aucune nouvelle catégorie de syndicats agricoles, mais qu'une loi, interprétative de la loi du 21 mars 1884, reconnaisse explicitement aux syndi-

(1) Voir rapport Decker-David, *op. cit.*, pp. 77 et 78.

cats professionnels la capacité légale d'assurer la défense des intérêts de leurs membres en pratiquant pour eux seuls toutes les opérations usitées jusqu'à ce jour et, notamment les opérations d'achat, de vente et de location en commun, se rattachant exclusivement à l'exercice de la profession, opérations que les syndicats professionnels ont pratiquées ouvertement et avec l'approbation des pouvoirs publics depuis vingt-quatre ans et dont la légalité a été d'ailleurs reconnue et consacrée par des lois postérieures, notamment par celles du 5 novembre 1894 et du 14 janvier 1908 sur les sociétés de Crédit agricole (article premier), par celle du 17 novembre 1897, sur la prorogation du privilège de la Banque de France (article 2), et, par celle du 19 avril 1903 sur les patentes (article 9) (1). »

C) Opinion de la Fédération nationale des syndicats agricoles de France. — Cette fédération s'est nettement montrée favorable à l'adoption du projet gouvernemental ; elle a seulement demandé — vœu que nous soulignons particulièrement étant donné les observations faites par nous précédemment — *que l'utilisation en commun des machines agricoles soit autorisée.*

D) Opinion de l'Union des syndicats agricoles de l'Yonne. — L'Union approuve d'une façon générale la création des syndicats économiques ; mais elle formule

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 101.

quelques critiques contre le projet, elle émet ainsi le vœu qu'on accorde aux syndicats économiques le droit de créer des Unions.

E) Opinion de la Société nationale d'encouragement à l'Agriculture. — Ici nous trouvons encore une approbation du projet Ruau, mais au sujet des Unions, la Société émet le vœu « que M. le Ministre de l'Agriculture et le Parlement veuillent bien accorder aux syndicats économiques agricoles le bénéfice de la création d'unions tout au moins départementales, jouissant de la même capacité que les syndicats agricoles proprement dits » (1).

F) Opinion de la Fédération nationale des caisses régionales de Crédit agricole. — Le président de la fédération a déclaré à la Commission qu'il fallait souhaiter le vote du projet et que les caisses de crédit prêteraient leur concours aux syndicats économiques.

G) Opinion de la Chambre syndicale des constructeurs de machines agricoles. — La Chambre s'est montrée hostile au projet de loi. Elle a déclaré que le groupement préalable des commandes, s'il était possible, quand il s'agit d'engrais ou de semences, devient impraticable pour les machines agricoles. Les syndicats ont alors des stocks en magasin, ils agissent ensuite comme un com-

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 92.

merçant quelconque, mais ils ont le privilège de ne pas payer patente. Quant aux majorations, déclare la Chambre syndicale, elles ont permis, dans certains cas, aux syndicats « de se constituer de véritables bénéfices commerciaux déguisés sous le nom de *bonis* ou de *réserves* » (1). Et on lit plus loin dans le rapport de la Chambre syndicale : « Tout cela concourt à donner nettement aux syndicats, le caractère de société commerciale et l'on se demande pourquoi le législateur chercherait à créer, en leur faveur, une nouvelle forme de société leur permettant de commercer alors qu'il en existe une à leur portée : « La société coopérative ». Il nous est donc permis d'en déduire que c'est bien pour jouir des avantages donnés aux sociétés commerciales, sans en avoir les charges, que les syndicats demandent à être autorisés à faire des achats et des ventes et à posséder des magasins. Nous restons donc nettement opposés à ce que la capacité commerciale soit accordée aux syndicats et à ce qu'ils soient autorisés à posséder des magasins de vente ou de dépôt de marchandises, car beaucoup de nos collègues qui joignent à leur spécialité la vente de tous autres instruments agricoles seraient atteints dans leurs intérêts par la concurrence des syndicats. Nombre de nos agents dépositaires seraient aussi amenés à disparaître et cela n'irait pas sans causer à tous les constructeurs de machines agricoles le plus grave préjudice » (2).

(1) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 103.

(2) Rapport Decker-David, *op. cit.*, p. 103.

§ 2. — Conclusion sur le projet Ruau.

En résumé, que faut-il penser du projet du gouvernement et de la Commission de l'Agriculture ? Après avoir rappelé les appréciations émises à son sujet dans divers milieux, voici quelle est notre opinion :

La première critique que nous formulons, c'est que le projet a le tort de ne viser que les syndicats agricoles. M. G. Cahen dit à ce sujet : « qu'un syndicat agricole achète, pour les revendre à ses membres, des semences ou des engrais, — qu'un syndicat ouvrier procure à bon compte à ses adhérents leurs outils professionnels, — on n'aperçoit dans leurs efforts aucune différence à retenir. Le but, la nature, les effets de ces opérations sont identiques. Il est rationnel de les soumettre à une même réglementation (1). »

Une réforme touchant la capacité commerciale des syndicats est une retouche à la loi de 1884, or cette loi a été faite *pour tous les syndicats* : la réforme ne doit pas être une réforme « de classe » ; elle doit concerner également tous les syndicats sans exception. Supposons un instant la loi votée ; alors les conséquences funestes d'une législation spéciale à une catégorie de syndicats apparaissent immédiatement : des inégalités injustifiables vont exister entre les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce et les autres syndicats. Le vote de la loi sur

(1) Rapport G. Cahen, *op. cit.*, p. 349.

les syndicats économiques va obliger la jurisprudence à interpréter *stricto sensu* la loi de 1884 : de la sorte, les syndicats du commerce et de l'industrie ne pourront jouer le rôle d'intermédiaires, ils ne pourront bénéficier de la théorie du mandat gratuit (1) dont auront bénéfi-

(1) M. Rist dit à ce sujet dans son rapport précité : «... Réclamer un texte spécial à l'usage des syndicats agricoles, c'est soulever contre soi tous les défenseurs des autres syndicats : industriels et commerciaux. Que signifie, en effet, le vote d'une loi spéciale ? Il signifie que dorénavant, sans intervention *ad hoc* du législateur, le droit pour un syndicat d'agir comme mandataire gratuit ne lui appartiendra plus. Alors qu'aujourd'hui les syndicats industriels et commerciaux bénéficient encore du doute comme les syndicats agricoles eux-mêmes, — alors qu'ils peuvent encore réclamer pour eux, s'ils le désirent, le droit d'agir comme mandataires gratuits, en vertu même de la loi du 21 mars 1884 — au lendemain du vote de la loi nouvelle ils ne le pourront plus. Le texte spécial voté en faveur des syndicats agricoles sera l'argument irrésistible qu'on leur opposera pour leur enlever le bénéfice de l'interprétation large sur laquelle ils avaient pu compter jusque-là. » Voir rapport Rist, *op. cit.*, pp. 13 et 16. — M. Nast écrit à ce propos : « ...il faut dire — chose étrange, mais non moins certaine ! — qu'au point de vue *légal* ce projet va placer les groupements agricoles, qui voudront bien « profiter » de la forme du « syndicat économique », dans une situation privilégiée par rapport aux syndicats professionnels proprement dits. Si, en effet, le législateur acceptait de consacrer ce type nouveau désigné sous le nom de « syndicat économique », l'interprétation qu'il faudrait donner désormais de la loi de 1884, en ce qui concerne les attributions des syndicats professionnels, serait forcément plus restrictive que celle qui a été admise jusqu'ici par la Cour de cassation. » Voir Nast. *op. cit.*, pp. 28 et 29. — M. Dubief s'exprime comme il suit sur cette question : « Qu'advierait-il encore, si vous votiez les dispositions écourtées du projet gouvernemental ? Que certains syndicats professionnels de l'industrie ou du commerce se trouveraient demain dans une situation analogue, — et peut-être encore plus ambiguë — à celle qui cause en ce moment

cié si longtemps les syndicats agricoles. Si l'on veut créer cet organe nouveau : « le syndicat économique », il faut en autoriser l'existence aussi bien dans le commerce et l'industrie que dans l'agriculture. Cette inégalité qui s'établirait entre syndicats de l'agriculture et syndicats du commerce et de l'industrie se rencontrerait encore entre unions de syndicats. Les unions agricoles qui pourront se réclamer de la loi du 1^{er} juillet 1901 jouiront de la personnalité civile, alors que les unions de syndicats professionnels continueront comme par le passé, à en être privées.

Une seconde critique que nous prenons également à notre compte, c'est celle qui consiste à dire que la loi créé un dédoublement dangereux. Nous ne voulons pas nous arrêter ici à répéter les critiques faites au sujet des termes « syndicats économiques agricoles » (1) ; ce que nous voulons indiquer comme peu défendable, c'est la coupure des syndicats actuels en deux parties. On reproche aux syndicats agricoles d'aujourd'hui d'être trop préoccupés des intérêts matériels, mais quelle sera la situation demain, après le vote de la loi ? Les syndicats

tant d'inquiétude au monde agricole. Croyez-vous alors qu'il serait équitable de faire condamner les opérations d'achat et de vente faites pour le compte de leurs adhérents par les syndicats industriels sous le prétexte qu'il a été nécessaire de définir dans une loi les conditions de la régularité d'opérations identiques accomplies par les syndicats agricoles ? » Voir Dubief, *op. cit.*, p. 13.

(1) Voir à ce sujet Hitier, *op. cit.*, p. 63. — Voir également *Journal de l'Agriculture*, Henry Sagnier, Chronique agricole, n° du 11 juillet 1908, p. 34.

existants devront choisir une des deux étiquettes à eux proposées : « syndicats économiques agricoles » ou « syndicats professionnels » ? Comme ils auront le sentiment qu'ils sont plus parents des syndicats économiques que des autres, ils se déclareront tels et alors ils abandonneront le peu qu'il y avait chez eux de syndicalisme professionnel comme le comprenait le législateur de 1884. Et cet abandon à notre sens sera déplorable. Nous savons bien que le nouveau syndicat économique pourra créer un syndicat professionnel à côté de lui auquel il léguera *l'étude et la défense des intérêts agricoles*, mais cette *création facultative* n'aura pas lieu dans de nombreux cas. Après un tel résultat, on pourra dire que le législateur qui donnera la vie au projet gouvernemental *abîmera* l'œuvre — péniblement réalisée — du législateur de 1884.

Un reproche, fait au projet, que nous repoussons, c'est celui qu'on a formulé en déclarant qu'il ne faisait que consacrer un état de fait (1). A vrai dire, ce reproche

(1) M. Rist écrit dans son rapport précité : « *Le syndicat économique* constitue-t-il vraiment une force nouvelle de Société avec des capacités propres, des caractères originaux ? Mais, en regardant de près, on s'aperçoit que le syndicat économique ne pourra faire en réalité que ce que peuvent faire dès aujourd'hui les syndicats agricoles. » Voir Rist, *op. cit.*, p. 8. — Et plus loin, on lit : « ...Eh bien, Messieurs cette capacité restreinte que la loi nouvelle leur accorde, ils l'ont, en réalité, toujours eue. Ni l'arrêt de la Cour de Nancy, ni celui de la Cour de cassation ne la leur enlèvent. » Voir Rist, *op. cit.*, pp. 9 et 10.

n'en est pas un. Lorsque les faits devancent le législateur, lorsque certains procédés ont été *tolérés* pendant un temps assez long — car la légalité du mandat gratuit exercé par un syndicat n'est pas démontrée — il ne nous paraît pas inutile de consacrer ces pratiques par un texte de loi. Au régime de la tolérance qui offre peu de sécurité, un régime légal est préférable. Mais le projet gouvernemental va-t-il supprimer le rôle de la tolérance, de l'arbitraire? Nous ne le pensons pas et ceci nous conduit à formuler notre troisième critique.

Nous imputons en effet au projet le grave défaut de manquer de précision. Le projet interdit tout bénéfice commercial et il permet la majoration qui souvent ne sera qu'un bénéfice *déguisé*; le projet donne une énumération fort vague des actes permis au syndicat économique agricole; il n'effleure même pas certaines questions importantes comme celles des « commandes préalables » et des « syndicats d'outillage ou d'élevage ». Concernant tous ces points, tolérance ou arbitraire pourront suivant les circonstances ou suivant les individus jouer un grand rôle: ce qui est déplorable. L'intérêt qu'il y a à métamorphoser un état de fait en un état de droit, c'est de *préciser* exactement ce qui est licite et ce qui ne l'est pas: cette précision, le projet gouvernemental est loin de l'avoir faite.

Il est permis de reprocher à l'exposé des motifs de M. Ruau un certain manque d'unité de vues. M. Ruau se montre à un moment donné partisan d'une réforme

qui s'appliquerait à *tous* les syndicats et il paraît enclin à recommander la création de coopératives à côté des syndicats : et cependant, M. Ruau présente un projet qui s'applique aux *seuls* syndicats agricoles et qui rejette la solution coopérative.

Quant au rapport de M. Decker-David, il n'apporte guère les précisions désirables. C'est ainsi qu'après avoir indiqué limitativement les achats que pourra faire le syndicat économique agricole, il admet cependant qu'on pourra *tolérer* l'achat de certains produits en dehors de ceux par lui énumérés ; c'est ainsi qu'après avoir déclaré que tout achat devra être précédé de commande préalable, il écrit que pour certains produits, la commande préalable ne sera pas exigée ; c'est ainsi qu'il refuse aux syndicats nouveaux le droit de louer des machines d'une façon générale et qu'il les autorise pourtant à louer un trieur. Mais alors, toutes ces exceptions sont autant de portes ouvertes à la tolérance, à l'arbitraire, aux distinctions subtiles ou fantaisistes.

CHAPITRE IV

PROPOSITION DE GAILHARD-BANCEL

PROJET MILLERAND-DUBIEF

TEXTE VOTÉ PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL

EN NOVEMBRE 1909.

Nous réunissons ces différents travaux, car ils visent *tous* les syndicats, et non pas seulement les syndicats agricoles ; ils ont de plus ce caractère commun de ne pas créer d'organismes nouveaux, mais tout simplement de consacrer l'état de choses existant en modifiant la loi de 1884.

I

Proposition de Gailhard-Bancel.

(déposée le 18 décembre 1908) (1).

Cette proposition qui est une protestation contre le projet Ruau comprend un article unique qui est ainsi rédigé :

(1) Proposition de Gailhard-Bancel, Ch. *Doc. législ.*, 9^e législ., n° 2193.

« Les syndicats professionnels institués par la loi du 21 mars 1884, pourront, à la condition d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, acheter pour les revendre à leurs seuls membres, toutes matières, animaux, machines, instruments et généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier, et faire pour eux toutes opérations de vente des produits de la profession ou du métier.

Ils pourront posséder eux-mêmes ces objets pour les mettre à la disposition de leurs membres, par prêts ou location, en vue de l'exercice de leur profession ou métier.

Ils pourront employer les sommes provenant de leurs cotisations et de leurs réserves.

Toutefois ils pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à des cours d'instruction professionnelle, à des champs d'expérience, à des ateliers d'apprentissage, à des magasins de dépôt, de marchandises ou autres objets visés aux paragraphes précédents. »

Cette proposition de loi concerne donc, comme nous venons de le faire remarquer, tous les syndicats ; elle permet de multiples opérations : en un mot elle se montre fort libérale. Dans le dernier paragraphe de l'article unique, l'auteur prévoit l'acquisition de divers immeubles, et nous signalons l'acquisition de champs d'expérience qui se trouve explicitement autorisée, alors que

le projet Ruau présentait une grave lacune à ce sujet.

On a critiqué assez vivement la proposition de loi en question ; nous résumons ces critiques : la proposition de Gailhard-Bancel a le tort d'accorder aux syndicats la « capacité commerciale » a-t-on dit. Nous ne croyons pas qu'on puisse alléguer que la proposition accorde la *pleine* capacité commerciale, puisque le syndicat ne peut vendre qu'à ses membres et pas aux tiers. On peut dire seulement que la proposition de Gailhard-Bancel va plus loin dans le sens de la capacité commerciale que le projet Ruau : elle permet l'achat ferme par le syndicat et la revente aux syndiqués ; le projet gouvernemental n'autorisait au contraire le syndicat qu'à jouer le rôle d'*intermédiaire*.

La formule « toutes matières, animaux, machines, instruments et généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier » a paru trop large à beaucoup. On a dit qu'elle permettrait au syndicat de faire la vente de tous les articles d'alimentation et de vêture. Ceci nous semble une erreur. Cette formule nous paraît devoir être comprise de la façon suivante : ce sont seulement les objets *propres* à l'exercice de la profession qui pourront faire l'objet de vente de la part du syndicat, en sorte que, le pain, par exemple, étant utile aussi bien à un maçon qu'à un agriculteur, ne pourra être compris dans la formule. Ceci dit, nous reconnaissons volontiers que la formule offre encore une certaine imprécision.

II

Projet Millerand-Dubief.

(déposé le 2 avril 1909) (1).

Nous arrivons enfin au projet Millerand-Dubief dont voici le texte :

Article premier.

« Tout syndicat professionnel, régi par la loi du 21 mars 1884 peut, s'il y est autorisé par ses statuts, et à la condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à ses adhérents :

1° Acheter, pour les revendre, louer ou prêter à ses seuls membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, notamment les matières premières, machines, instruments et outils, les engrais, semences et bestiaux ;

2° Recevoir en dépôt les produits du travail de ses membres ;

3° Prêter son entremise pour la vente de ces produits ; faciliter cette vente, par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous son nom et sous sa responsabilité ;

4° Passer des marchés avec les administrations publiques ;

(1) Projet Millerand-Dubief, Ch. *Doc. législ.*, 9^e législ., n^o 2456.

5° Faire tous les actes nécessaires à la création et au fonctionnement d'œuvres annexes, strictement professionnelles, telles que champs d'expériences, laboratoires, cours d'instruction professionnelle, publications syndicales périodiques ou non.

Article 2.

Tout syndicat peut acquérir les immeubles nécessaires aux opérations spécifiées à l'article premier.

Article 3.

Les Unions de syndicats jouissent des mêmes droits et sont soumises aux mêmes obligations que les syndicats. Le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 est abrogé.

Article 4.

Les infractions aux présentes dispositions sont poursuivies dans les formes, et punies des pénalités prévues à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 ».

Ce projet, dans ses grandes lignes, se rapproche du précédent. En quoi en diffère-t-il cependant?

Le projet défend les ristournes ;

Le projet ne permet pas la *vente* des produits de la profession ou du métier des syndiqués ;

Le projet permet explicitement aux syndicats de passer des marchés avec les administrations publiques et de créer des unions qui auront la personnalité civile : cela

est une modification importante apportée à la loi de 1884.

Si l'on veut faire au projet quelque critique spéciale, on peut faire remarquer qu'il a le tort d'interdire au syndicat de faire la vente des produits de la profession. Cette critique est importante, car nombreux sont les syndicats qui font avec succès la vente des produits des syndiqués. Cette restriction du rôle du syndicat, quant à la vente des produits nous paraît tout à fait regrettable. Mais nous arrivons maintenant à la critique d'ordre général qui a été adressée à la proposition de loi de Gailhard-Bancel et au projet Millerand-Dubief.

III

Critique s'appliquant à la proposition de Gailhard-Bancel et au projet Millerand-Dubief.

Cette critique commune faite au projet et à la proposition de loi est la suivante : si on consacre l'état de choses actuel, en modifiant la loi de 1884, on va créer une catégorie de sociétés commerciales qui auront le privilège d'échapper à toutes les règles auxquelles obéissent en général les autres sociétés commerciales : l'intérêt des tiers ne sera pas sauvegardé. Et quand les partisans du système en question citent la loi belge sur les « unions professionnelles » qui autorise lesdites unions à faire ce qu'on voudrait permettre légalement aux syndicats, alors

on leur fait remarquer que la loi belge crée une véritable société qui garantit l'intérêt des tiers. M. Nast dit à ce sujet : « Mais, au moins, dans la loi belge, les attributions reconnues aux unions professionnelles, ont une contre-partie : ces unions sont soumises à un ensemble de formalités et d'obligations qui ont pour but de garantir la régularité de leur constitution et de leur fonctionnement. Ainsi, leurs statuts doivent être vérifiés au Conseil des mines (constitué en Commission d'entérinement), puis publiés au *Moniteur* (art. 6). Ensuite, il y a un contrôle périodique de leur activité : conformément à l'article 8, l'union doit adresser à la Commission d'entérinement, avant le 1^{er} mars de chaque année, *un compte de ses recettes et de ses dépenses*, clôturé au 31 décembre précédent, et le cas échéant, *le compte des opérations faites par elle en exécution des numéros 1 à 5 de l'article 2* » (1).

Mais on dira peut-être que cette objection, faite au système que nous étudions, n'a pas toute la force qu'on veut bien lui donner. « Les faits sont là, fera-t-on remarquer, qui rejettent au second plan, les arguments théoriques. Les syndicats agricoles ont atteint un merveilleux essor sans que les tiers aient eu à en souffrir. Il s'agit simplement de transformer le fait en droit et il est inutile de décrire des dangers imaginables ». Mais il est une objection qui subsiste contre le procédé par nous examiné,

(1) Voir Nast, *op. cit.*, p. 43.

c'est la difficulté qu'il y a à rédiger un texte satisfaisant. Si l'on se montre trop large, on risque inévitablement de créer de véritables sociétés commerciales en marge des règles qui concernent ces sociétés : si l'on rédige un texte trop restrictif, alors on risque d'étouffer le mouvement syndical. C'est à cause de ces difficultés qu'à notre avis, la création d'une coopérative, à côté du syndicat, nous paraît encore la meilleure solution.

IV

Texte voté par le Conseil Supérieur du travail en novembre 1909.

Etant donné les critiques que nous venons de formuler, il est naturel que nous refusions notre approbation au texte que vient de voter le Conseil supérieur du Travail dans les séances qu'il a tenues au mois de novembre dernier. Tout en poursuivant l'examen des dispositions à introduire dans la loi du 1^{er} juillet 1901 pour la rendre applicable aux syndicats professionnels, les textes suivants ont été adoptés :

« Ces associations (professionnelles) peuvent créer, administrer ou subventionner des œuvres professionnelles telles que, institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, cours et publications intéressant la profession.

Elles peuvent également, si elles y sont autorisées par

leurs statuts, et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes à leurs adhérents, et sans que cela puisse leur conférer à aucun degré la capacité commerciale :

1° Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres les matières premières, machines, instruments, outils, engrais, semences et bestiaux nécessaires à l'exercice de la profession ;

2° Prêter leur entremise pour la vente des produits du travail, faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité. »

Ce texte est donc assez voisin du contre-projet Mille-rand-Dubief auquel s'est rallié la Commission du travail. Il en diffère sur certains points cependant : il ne dit pas que le syndicat pourra acheter pour ses membres « tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession » ; il prend soin de dire que la « capacité commerciale » ne sera en aucune façon conférée au syndicat ; enfin il n'autorise pas le syndicat à passer des marchés avec l'Etat, les départements et les communes.

CONCLUSION

I

La solution la meilleure.

Une étude comme celle à laquelle nous nous sommes livrés serait incomplète si elle ne nous permettait pas d'indiquer très nettement quelle est la solution qui nous semble préférable. Mais ici, comme en d'autres cas, le problème est presque résolu si on en précise les données. Et, pour obtenir cette précision, il nous faut faire une synthèse de nos observations précédentes.

Il résulte de notre étude que le problème de l'*activité commerciale des syndicats* comporte deux solutions bien distinctes : la solution fusionniste ou la solution séparatiste. Avec la première, le syndicat devient, dans une mesure plus ou moins large, une société commerciale ; avec la seconde, il y a coexistence parallèle de la société commerciale et du syndicat : le projet Millerand-Dubief se rattache au procédé fusionniste ; le projet Ruau se

réclame de la méthode séparatiste. Quant au projet Waldeck-Rousseau-Millerand, il est d'un classement plus difficile. Pour nous, le projet n'établissait pas le régime de la fusion, mais le régime du parallélisme : il facilitait au syndicat la création d'une société commerciale distincte de lui-même, caractérisée par ce fait que le syndicat pouvait posséder la totalité des actions. Peut-être, serait-il possible de dire aussi, il est vrai, que le système de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand était un système mixte faisant le pont entre le fusionnisme et le séparatisme. Ces deux procédés peuvent être identifiés d'une autre façon : on dira que le syndicat qui use de la méthode fusionniste fait le commerce *directement* et que celui qui a recours à la méthode séparatiste le fait *indirectement*. Mais il nous faut analyser le contenu de ces deux systèmes.

Le régime du parallélisme peut subir quelques modifications, n'être pas toujours semblable à lui-même. Ce syndicat qui crée la société commerciale — pour lui, sorte de filiale — peut en effet soumettre ladite société à tel ou tel statut ; et, suivant qu'il adoptera telle ou telle mesure, il liera plus ou moins intimement syndicat et société. Pour attacher étroitement les deux organismes l'un à l'autre, le syndicat pourra décider que les directeurs de la société seront aussi les directeurs du syndicat ; que le syndicat — personne morale — possédera presque toutes les actions de la société et que les quelques actions restantes seront remises à six autres membres syndiqués

nominativement désignés etc. De la sorte, société et syndicat peuvent se trouver si étroitement noués tous deux que, déjà à l'heure actuelle, on peut obtenir, en fait, une situation sensiblement analogue à la situation légale prévue par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand dans le projet de loi.

Le système fusionniste peut être appliqué de façons diverses :

Ou bien on décidera que tout syndicat aura la faculté de se livrer à tels ou tels actes de commerce — on précisera en indiquant si on tolérera la vente au public, la vente avec bénéfice ; ou bien on peut déclarer que tout syndicat pourra d'une façon générale se livrer au commerce : c'est la fusion complète. Le syndicat professionnel devient une société commerciale.

Et à l'intérieur de ces conceptions, on peut encore sous-distinguer ; ainsi, si on décide que le syndicat pourra faire seulement quelques actes de commerce, deux systèmes sont possibles ; ou bien on indiquera tout simplement dans la loi que tels ou tels actes seront permis sans instituer de formalités particulières pour sauvegarder les intérêts des tiers ; ou bien on insérera dans la loi des formalités nouvelles qui seront la contre-partie de la capacité nouvelle. Si on agit suivant la première manière on encourt le reproche de créer des sociétés commerciales échappant à tout statut légal. A cette critique, les partisans du procédé simpliste que nous indiquons répondent : « Mais en fait — et ici ce sont les syndicats agricoles qui

sont visés — tout se passe sans que les tiers soient lésés.» Et les adversaires du procédé en question répliquent : « La transformation d'un état de fait en état de droit doit avoir pour conséquence de combler les lacunes existantes : que les syndicats agricoles soient en fait des sociétés dépourvues de tout statut légal, c'est une lacune, nous la comblerons. » Et alors on propose de copier la loi belge de 1898 sur les unions professionnelles, loi qui si elle permet certains actes de commerce aux syndicats exige par contre dans l'intérêt des tiers de nombreuses formalités (1). Cette deuxième façon de procéder n'a été utilisée dans aucun projet ou proposition de loi.

(1) Nous rappelons ici ces formalités : « Les formalités — dit M. Turmann — auxquelles sont soumises les unions professionnelles belges sont un peu plus compliquées que celles imposées aux syndicats français :

Les statuts et la liste des membres qui, à un titre quelconque, participent à la direction ou à la gestion des biens, doivent être déposés au greffe du Conseil des mines.

Le Conseil des mines, siégeant au nombre de trois membres, a été constitué en commission d'entérinement des unions professionnelles. Il est chargé de vérifier si les conditions prescrites par la loi ont été observées dans la rédaction des statuts. Dans le cas de l'affirmative, il déclare les statuts entérinés et en ordonne la publication au *Moniteur*. Cette publication a lieu dans les quinze jours qui suivent l'entérinement, et l'union jouit de la personnification civile le dixième jour après l'inscription.

Les actes portant modification des statuts, changement du personnel de la direction ou de la gestion, ou bien encore dissolution volontaire de l'union, sont soumis aux mêmes formalités.

Enfin, chaque année, avant le 1^{er} mars, l'union adresse à la commission d'entérinement un compte de ses recettes et de ses dépenses clôturé au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, le compte des

Dans le cas où on propose d'accorder aux syndicats la pleine capacité commerciale, on est d'accord pour décider qu'il faut introduire alors dans la loi de 1884 les

opérations de vente et d'achat effectuées dans les conditions que nous allons indiquer.

Les droits concédés aux unions belges sont un peu plus étendus que ceux expressément reconnus à un syndicat par la loi de 1884.

Sans doute, les unions « ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession ni métier » ; on leur interdit « de prendre des parts ou des actions dans les sociétés commerciales » ; mais, néanmoins, l'article 2 de la loi de 1898 leur reconnaît la faculté de faire :

1^o Les conventions et notamment les achats et ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage ;

2^o Les achats pour la revente à leurs membres de matières premières, semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments, et généralement de tous objets propres à la profession ou au métier de ses membres ;

3^o Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres et la revente de ces mêmes objets ;

4^o Toutes opérations de commission pour leurs membres relatives aux articles prévus aux paragraphes précédents ;

5^o Les achats de bestiaux, machines, instruments, et généralement de tous objets destinés à rester la propriété de l'union pour être mis à l'usage de ses membres, par location ou autrement, en vue de l'exercice de leur profession ou de leur métier.

Mais ces diverses opérations ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'union et ne sont en aucun cas réputées actes de commerce. Elles font l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de l'union.

On le voit donc, le législateur belge, tout comme le législateur français, veut interdire aux unions professionnelles, la faculté de faire du commerce. Mais chez nos voisins, comme chez nous d'ailleurs, il y a de nombreux membres du parlement qui désireraient faire disparaître, plus ou moins complètement, une telle prohibition. » Voir Turmann. *Les Associations agricoles en Belgique*. Paris, Lecoffre, 1909, pp. 224 et 225.

règles posées dans les lois de 1867 et 1893 qui régissent les sociétés.

Nous pouvons indiquer maintenant la solution qui a nos préférences.

Nous sommes partisans du *régime séparatiste*. Le syndicat qui désirera faire le commerce devra créer à ses côtés une société commerciale — une société coopérative par exemple.

M. Millerand ne se déclarait-il pas aussi partisan du régime séparatiste, le 26 novembre 1908, quand il disait à la réunion organisée par l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France : «... On a cité tout à l'heure le projet déposé en 1899 par Waldeck-Rousseau et par moi sur la capacité commerciale. C'est, je crois, en effet, là le remède. Il faut permettre aux syndicats qui n'ont pas encore fait des actes de commerce *de constituer en dehors d'eux des sociétés commerciales* et consolider en même temps la situation actuelle des syndicats qui, comme les syndicats agricoles, en font depuis leur existence (1).» Contre cette solution, aucune véritable objection n'a été faite. Nous repoussons le système fusionniste intégral qui n'est proposé dans aucun travail législatif; nous repoussons aussi le fusionnisme partiel qui fait du syndicat, dans une mesure plus ou moins large, une société commerciale. Ce dernier procédé — qui est celui de la proposition de Gailhard-Bancel et du projet Mille-

(1) Voir *Le Temps* du 22 novembre 1908.

rand-Dubief n'a pas nos faveurs pour les raisons suivantes : La distinction des actes qu'il faut permettre et de ceux qu'il faut interdire est trop difficile à établir. On court un double danger : si le législateur se montre trop large — comme M. de Gailhard-Bancel — il mérite le reproche de créer des sociétés commerciales *en marge* du statut commun des sociétés ; si l'on établit un texte trop restrictif — comme MM. Millerand et Dubief — on risque de compromettre le mouvement syndical et de faire une réforme dépourvue de toute envergure.

Aussi, à notre sens, c'est la solution du parallélisme qui s'impose. Outre que ce système n'a pas les inconvénients que nous venons de signaler, il présente des avantages qui lui sont propres.

Faut-il insister longuement sur ces avantages particuliers au régime du parallélisme ? Nous ne le croyons pas. M. Boissard les a fort bien indiqués dans une note sur la question (1) ; nous les rappelons après lui. Si la société parallèle au syndicat prospère, elle peut partager ses bénéfices avec lui ; si elle périclité, le syndicat n'est pas ruiné en même temps qu'elle. Si un syndicat ne peut à lui seul créer cette société parallèle, plusieurs syndicats se réuniraient pour exécuter cette œuvre. De plus, une

(1) Voir Boissard, *Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire directement et en leur nom le commerce* (note), Revue des Questions sociales et ouvrières, 15 nov. 1903, pp. 425 et seq.

division du travail pourra être établie dans une certaine mesure entre les deux organes parallèles.

Nous disions, il y a un instant, qu'aucune véritable objection n'avait été faite contre le séparatisme. Rappelons que la seule critique susceptible de produire quelque impression est la suivante : le régime séparatiste ou du parallélisme créé deux organes étrangers l'un à l'autre, séparés l'un de l'autre en sorte qu'il peut fort bien y avoir dissentiment, opposition d'intérêts entre la société et le syndicat : et alors on cite le fameux exemple de la « Mine aux Mineurs » (1). A cela nous répondons que cet inconvénient, cette séparation entre syndicat et société, n'existera pas si le syndicat prend certaines précautions statutaires déjà indiquées par nous plus haut. Et à l'exemple de la « Mine aux Mineurs », nous opposerons l'exemple de ces coopératives belges qui bien que distinctes des syndicats dont elles émanent ne cessent de les aider puissamment ; nous avons en Belgique l'exemple d'un beau mouvement de solidarité ouvrière : le but commun à atteindre groupe les volontés et les efforts ; syndicat et coopérative, s'ils sont distincts juridiquement, se trouvent en fait étroitement liés parce qu'ils poursuivent les mêmes fins. Quant à l'objection qui consiste à dire qu'avec le régime du parallélisme, les bénéfices réalisés par les

(1) Voir Cabouat, *Syndicats et Coopératives*. Paris, Giard, 1901. — M. Raoul Jay, à son cours — année 1908-1909 — repousse le régime du parallélisme en faisant valoir les arguments que nous nous essayons à réfuter.

sociétés iront aux actionnaires et pas au syndicat, quant à cette objection, sa réfutation est facile.

Pour obvier à l'inconvénient signalé, il suffit d'inscrire dans les statuts que les bénéfices réalisés par les sociétés devront — en totalité ou partiellement seulement — être versés à la caisse syndicale.

Et la solution qui a nos préférences présente encore cet avantage, c'est d'être déjà celle qu'ont adoptée certains syndicats. Ces syndicats agricoles qui ont créé des coopératives fonctionnant à leurs côtés sont très nombreux. Ils ont cru — avec raison — que ce n'était pas le véritable rôle du syndicat d'acheter, d'avoir un magasin, des dépôts de marchandises, de tenir une comptabilité etc... ; pour ces opérations variées, il leur a paru nécessaire d'avoir un organisme spécial. La société coopérative tantôt a été annexée à un syndicat et tantôt à une union de syndicats. M. de Rocquigny dit au sujet de ce procédé : « Les sociétés coopératives constituées par les soins des syndicats agricoles ou des Unions, et sous leur patronage, sont donc des auxiliaires très utiles qui permettent aux institutions syndicales de traiter indirectement, au bénéfice de leurs adhérents, des opérations qui ne sont pas de leur ressort direct ou même de réaliser, dans des conditions plus favorables, leurs opérations ordinaires. Les sociétés coopératives annexées aux syndicats ont une existence propre, une administration, une caisse et une direction entièrement distinctes. Le groupement syndical fournit au groupement coopé-

ratif une clientèle, des administrateurs, et, ce qui importe beaucoup, l'esprit de solidarité qu'il a su développer parmi ses membres. Il est, d'ailleurs aisé de comprendre que, déchargé, par l'intervention d'une société coopérative, du soin, du travail et de la responsabilité qu'entraînent les opérations d'achat et de vente, le syndicat ne se trouve nullement amoindri, mais, au contraire, plus libre et plus fort : les besoins matériels de ses adhérents étant satisfaits, il dispose de la plénitude de ses moyens pour accomplir et développer son œuvre professionnelle, propager les bonnes méthodes de culture, organiser l'enseignement agricole, le crédit, les assurances, l'assistance, etc. » (1).

C'est cette méthode qu'a employée M. Rostand concernant le syndicat agricole départemental de la Charente-Inférieure : il a créé comme institution annexe et dérivé du syndicat la « Société coopérative de production et de consommation de la Charente-Inférieure ». Le capital d'abord de 200.000 francs a été élevé ensuite à 600.000 francs. On a spécifié particulièrement les rapports du syndicat et de la coopérative : la société coopérative est déclarée le fournisseur général du syndicat.

Le syndicat régional agricole et viticole de Tonnerre a créé à côté de lui la « Société coopérative de production et de consommation du Tonnerrois ». Ici la société est civile. Les bénéfices réalisés sont portés à la réserve.

(1) De Rocquigny, *op. cit.*, pp. 272 et 273.

L'Union du Sud-Est a créé en 1893 la « Coopérative agricole du Sud Est », société coopérative de production et de consommation, civile, anonyme, à capital et à personnes variables ayant pour objet l'achat de machines d'une part et d'autre part la vente des produits agricoles des coopérateurs.

Nous terminerons ces exemples par celui du syndicat agricole de Lunéville fondé en 1886 au sujet duquel nous avons des renseignements précis. Primitivement, il existait à Lunéville un Comice agricole. Ce Comice agricole voulut en 1886 profiter de la loi de 1884 et il se transforma en syndicat agricole se proposant de faire « toutes les opérations utiles à l'agriculture ». Mais le mouvement jurisprudentiel nouveau incita le syndicat à créer une coopérative : ce qui fut fait en novembre 1907. Cette création d'une coopérative n'a nullement été une révolution (1).

Ce dernier exemple est typique à notre avis et montre l'évolution subie par les groupements que nous étudions : le comice agricole se transforme en syndicat et le syndicat est conduit ensuite à s'annexer une coopérative.

(1) Voir Statuts de la société coopérative anonyme à capital variable *La Lorraine agricole*, établis par acte reçu de Me André, notaire à Lunéville, les 11, 13 et 14 novembre 1907.

II

L'activité commerciale des syndicats est-elle désirable.

Enfin pour parachever notre étude, nous devons nous demander s'il est utile et désirable de voir les syndicats se livrer au commerce d'une façon directe ou indirecte.

Nous devons, en premier lieu, dire un mot spécial sur les syndicats agricoles. Etant donné les faits actuels, on s'accorde pour reconnaître qu'il est désirable de voir les syndicats agricoles déployer une certaine activité commerciale. Les intéressés prouvent, par leurs actes, l'importance qu'ils attachent à cette sorte d'activité. Le reproche qu'on peut leur adresser, c'est que cette activité les a parfois détournés de l'exercice d'autres fonctions plus essentiellement syndicales, telles que la défense des intérêts professionnels collectifs. Le système du séparatisme que nous préconisons aurait l'avantage, pensons-nous, de restituer le syndicat à son véritable but, en laissant à la société parallèle le soin de s'occuper des opérations qui constituent aujourd'hui les principales préoccupations du syndicat.

La question de l'utilité d'une activité commerciale exercée par les syndicats du commerce ou de l'industrie est plus délicate à solutionner.

L'objection principale qui a été faite contre l'activité commerciale de ces syndicats est la suivante : un syndi-

cat qui ferait le commerce serait détourné de sa véritable destination. Et, ce qui est remarquable, c'est que cette objection a été faite surtout par les ouvriers. L'objection a été répétée à maintes reprises sous des formes diverses ; nous allons en citer quelques exemples :

C'est surtout lors de l'apparition du projet Waldeck-Rousseau-Millerand que cette critique a été formulée avec rigueur.

La majorité des ouvriers s'est déclarée hostile au projet en question et l'idée de réformer, sur le point qui nous occupe, la loi de 1884 fut aussi mal accueillie que l'avait été la loi de 1884 elle-même qui, dès sa naissance, avait reçu la dénomination de « véritable piège tendu aux travailleurs » (1).

Le Congrès de la Fédération centrale du parti ouvrier s'exprimait ainsi au sujet du projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand : « Le congrès invite les députés socialistes à repousser ce projet de loi — véritable piège tendu par l'homme du grand patronat aux chambres syndicales ouvrières — *pour dénaturer leur action*, leur faire immobiliser dans des entreprises industrielles et commerciales leurs fonds, afin qu'ils ne soient pas disponibles au moment des grèves. C'est une tentative qui désorganise les syndicats en leur faisant courir les risques des entreprises et opérations bourgeoises, pour lesquelles ils ne peuvent être outillés, ni en hommes, ni en argent » (2).

(1) Barthou, *op. cit.*, p. 191.

(2) Barthou, *op. cit.*, p. 197.

La Fédération des Bourses du travail n'était pas moins hostile au projet, elle s'exprimait de la façon suivante : « La Fédération des Bourses du travail, après avoir examiné les modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels proposées par le Gouvernement, considérant : 1° Que celles d'entre elles qui ont pour objet d'autoriser les syndicats à faire de leurs ressources un usage commercial *auraient pour effet de dénaturer le rôle des organisations coopératives* en y attirant les hommes exclusivement inspirés par l'esprit de lucre et en écartant ceux qui considèrent le syndicat comme devant être, avant tout, une société de résistance à l'exploitation capitaliste... (1). »

C'est également cette objection qui fait le fond des critiques relevées par l'*Aurore* dans son enquête de 1900 : les intéressés craignent que l'activité commerciale ne soit déployée aux dépens de l'activité professionnelle.

Après avoir rappelé la phrase de Waldeck-Rousseau : « Il faut que le capital travaille et que le travail possède », le citoyen Griffuelhes déclare : « Ces mots sont bien l'expression du projet. Propriété capitaliste veut dire conservation sociale. Nous connaissons trop l'esprit et l'exploitation qui existent dans la plupart des associations ouvrières de production. Elles n'ont qu'un but : gagner de l'argent. *Le jour où un syndicat possédera, il changera d'attitude vis-à-vis des patrons* » (2).

(1) Barthou, *op. cit.*, pp. 197 et 198.

(2) *Aurore* du 7 mars 1900.

Le secrétaire de la Fédération métallurgique de France formule son opinion en ces termes : « Si l'on donne aux syndicats la liberté de faire du commerce, on les lancera dans une voie pleine de dangers pour leur organisation. Devenus commerçants, ayant par cela même des intérêts matériels à défendre, *ils se laisseront peut-être détourner de leur but...* Là, pour moi, est le danger » (1).

Le citoyen Leproux fait la déclaration suivante : « Comme beaucoup de militants, je considère le projet comme absolument inacceptable. Donner aux syndicats le droit de commercer, *c'est sûrement détourner les travailleurs organisés de la lutte de classes* » (2).

Et plus récemment dans la note sur la capacité commerciale soumise au Conseil supérieur du travail à la session de 1907, dans cette note rédigée par MM. Coudat et Keufer, nous lisons : « Cette constante préoccupation des membres d'un syndicat dirigée vers les affaires commerciales ou industrielles aurait une conséquence funeste : elle limiterait l'horizon de l'action normale des syndiqués. *Au souci légitime de la défense des intérêts de tous, elle substituerait un misérable mercantilisme qui ferait dévier les syndicats de leur véritable destination* » (3).

(1) Barthou, *op. cit.*, p. 200.

(2) Barthou, *op. cit.*, p. 200.

(3) Voir publication de la *Direction du Travail, La capacité commerciale des Syndicats professionnels*, Paris, Imprimerie Nationale, 1907, p. 5.

Cette idée que le syndicat commerçant négligerait son véritable but, nous la trouvons exprimée également dans l'exposé des motifs de la proposition de loi de M. Vaillant sur les Syndicats professionnels : « Tout intérêt discordant, toute préoccupation étrangère, détruirait l'homogénéité de l'organisation syndicale ouvrière, affaiblirait sinon anéantirait par l'opposition, à ses intérêts généraux et de classe, d'intérêts particuliers et antagonistes. Le syndicat commerçant ne serait plus un syndicat, mais une société de commerce. Et pour la réaliser, c'est hors du syndicat que les ouvriers doivent s'unir, et entrer dans l'activité et la concurrence commerciale. La loi qui ferait du syndicat une société de commerce, d'industrie ou d'échange serait une loi de désorganisation syndicale et ouvrière » (1).

(1) Voir *Proposition de loi Vaillant*, *Doc. parl.*, Ch. n° 498, 9^e législ., p. 2.

Nous devons indiquer pourtant que le projet Waldeck-Millerand trouva quelques défenseurs. Ainsi le citoyen Treich, secrétaire de la Fédération des Syndicats de Limoges disait « qu'il ne sera pas difficile d'instituer dans le syndicat la partie commerciale et la partie professionnelle. Ces deux parties pourront fonctionner dans leurs sphères respectives, sans se froisser mutuellement. Elles pourront, au contraire, s'entraider dans les luttes qu'elles auront à supporter. » Voir l'*Aurore* du 14 mars 1900 — « Il est toujours mauvais, déclare le citoyen Foucher, de refuser une liberté qu'on vous offre et dont, au surplus, on est libre de ne pas faire usage. » Voir Barthou, *op. cit.*, p. 210. — Le citoyen Lajarige, secrétaire de la Chambre syndicale des travailleurs du gaz écrit : « Puisque le projet de loi n'oblige pas à faire du commerce, mais en donne simplement la faculté, ce sera aux syndicats qui jugent la mesure mauvaise à prendre les dis-

Et si l'on interrogeait à nouveau les ouvriers en 1910, comme on l'a fait en 1900, il est probable que l'on recevrait des réponses identiques ; il est probable même qu'une partie de la classe ouvrière rejetterait particulièrement l'idée de syndicats commerçants : nous faisons allusion aux *syndicats révolutionnaires*. Multiples sont les raisons qui expliqueraient cette attitude des syndicalistes.

Et tout d'abord, l'avantage que retirerait le syndicat en se livrant au commerce directement ou indirectement à savoir : un puissant patrimoine, cet avantage ne serait pas considéré comme tel par le syndica-

positions nécessaires pour que leur organisation n'en souffre pas. » Voir Barthou, *op. cit.*, p. 212. — Le citoyen Moreau, secrétaire général du syndicat des employés d'omnibus, est aussi partisan du projet : « Je ne comprends pas, dit-il, pourquoi certains camarades font preuve de tant de méfiance à l'égard du projet de loi. Les prescriptions de cette loi ne seront pas obligatoires ; ceux qui les trouveront mauvaises n'auront qu'à ne pas s'y soumettre ; ce n'est pas une raison pour empêcher les autres d'en profiter. » Voir Barthou, *op. cit.*, p. 213. — Citons enfin l'opinion de M. Jaurès que nous trouvons formulée dans les lignes suivantes : « Je le dis avec une franchise, que me pardonneront, à coup sûr, les militants, je ne comprends pas comment la Fédération des Bourses du travail a pu rejeter purement et simplement, au lieu de la perfectionner par des amendements, la loi nouvelle sur les syndicats. Je ne veux pas insister sur la capacité commerciale reconnue aux syndicats ; *mais, si elle devait être dangereuse, il serait encore plus dangereux de la refuser*, car la classe ouvrière proclamerait ainsi elle-même qu'elle a besoin d'être sous la tutelle des prohibitions bourgeoises. Elle proclamerait qu'elle est mineure et entend le rester, et déclarerait solennellement qu'elle est incapable de faire un usage prévoyant et habile d'une liberté. » Barthou, *op. cit.*, p. 215.

lisme de MM. Lagardelle et Sorel. C'est que ce syndicalisme ne recherche nullement la richesse, la richesse même lui fait peur ; pour lui, le syndicat riche hésitera à prendre part au combat parce qu'il craindra de perdre ses gros sous ! Seul le syndicat pauvre goûtera sans arrière pensée toute l'ivresse de la lutte. Aussi le syndicalisme n'a pas assez d'ironie pour les syndicats allemands qu'il a qualifié dédaigneusement de « machines à cotiser ».

De la part du syndicalisme, ce serait une contradiction que de faire du commerce. La classe ouvrière doit *renouveler le monde*, mais à condition de rester *étrangère à la société bourgeoise* (1) ; si la société ouvrière copie la classe capitaliste en courant comme elle après le profit, après la plus-value de Marx, elle ne reste plus étrangère à la société bourgeoise, elle s'amalgame avec elle : dans une certaine mesure, elle *s'embourgeoise*.

Enfin, le syndicalisme ne pourrait qu'accueillir avec dédain une liberté nouvelle venant du législateur. Le syndicalisme, pour accomplir son œuvre, n'a pas besoin de l'aide et de la tutelle du législateur ; le syndicalisme recommande en effet l'*action directe*. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que la classe ouvrière doit exercer son action directement sur le patron sans avoir recours à un tiers : l'Etat ou le législateur ; l'action directe supprime

(1) Voir Lagardelle, *Syndicalisme et Socialisme*, Paris, Rivière, p. 5.

tout intermédiaire entre patrons et ouvriers : « L'action directe — dit M. Lagardelle — signifie simplement la volonté de la classe ouvrière de régler personnellement ses propres affaires, au lieu de s'en remettre, par délégation et mandat, à des tiers chargés d'intervenir à sa place (1). »

Ainsi, en supposant que le projet de loi Millerand-Dubief soit voté demain, il est permis d'affirmer que la loi nouvelle serait fort mal accueillie : les travailleurs du commerce et de l'industrie repousseraient ce cadeau perfide. Cette attitude des intéressés, en ce qui concerne la question qui nous occupe, vient donner encore plus de valeur à notre solution. Le système fusionniste — c'est ainsi qu'on paraît avoir en général compris le procédé Waldeck-Rousseau-Millerand — déplaît aux ouvriers, eh bien, pourquoi leur *imposer* une liberté — bien qu'un des leurs ait dit qu'une liberté était toujours bonne à prendre — pourquoi augmenter leur capacité à leur corps défendant ? En décidant comme nous l'avons fait que les syndicats qui voudront faire le commerce n'auront qu'à créer des sociétés commerciales à côté d'eux, nous donnons au problème de la capacité commerciale une solution qui a été approuvée par une partie des intéressés eux-mêmes (2), et ceci n'est pas

(1) Voir Lagardelle, *Syndicalisme et Socialisme*, Paris, Rivière, p. 44.

(2) Notre solution donnerait également satisfaction, croyons nous, au monde patronal. M. Martin Saint-Léon écrit en effet : « Du côté

négligeable. Le citoyen Briat ne disait-il pas lors de l'enquête de l'*Aurore* : « Que les syndicats ouvriers ont pour but la lutte continuelle *et que d'ailleurs dès à présent rien n'empêche les syndiqués de créer s'ils le veulent des organisations commerciales à côté de leur groupement* (1). »

Quant aux irréductibles qui ne veulent pas que le syndicat fasse du commerce, même *indirectement* par la création des sociétés annexes, nous les désapprouvons sans hésitation aucune. Nous croyons que le syndicat qui crée à ses côtés une société commerciale ne va nullement abandonner la défense des intérêts professionnels collectifs. Nous pensons en effet que la société commerciale, loin de nuire au syndicat, lui sera au contraire un puissant adjuvant. Un socialiste a dit qu'il fallait redouter pour les syndicats de se laisser enlizer dans l'*ornière coopérative*. Nous aimons à croire que ce socialiste

des patrons, le projet Waldeck-Millerand n'a pas été moins attaqué. Dans le *Bulletin du Syndicat des industries textiles* (mai 1903), M. Touron déclare le projet *inutile*, car dès à présent les ouvriers peuvent former parallèlement au syndicat une société commerciale et *dangereux* pour les tiers qui, lorsqu'ils voudront poursuivre contre la société commerciale le recouvrement de leurs créances, verront celle-ci se dérober derrière le syndicat, propriétaire de tout l'actif qui n'offrira, lui, aucune surface. » Voir Et. Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 506. Notre solution ne devrait pas entraîner des doléances de la part du petit commerce : les commerçants se concurrencent entre eux ; ils ne peuvent s'opposer à ce que des ouvriers associés viennent lutter avec eux si ces ouvriers créent pour cette lutte des sociétés commerciales obéissant à la loi.

(1) Voir l'*Aurore* du 7 mars 1900.

n'avait pas en vue la Belgique où la coopérative est le soutien du socialisme : Vandervelde n'a-t-il pas dit que le *Vooruit* de Gand était « la vache à lait du parti ». Nous avons donc un exemple indiscutable de ce fait que l'idéal n'a pas été étouffé par les intérêts matériels. Bien au contraire, les bénéfices réalisés par le *Vooruit* permettent à ceux qui croient à cet idéal d'aller le porter ici et là, d'en augmenter le rayonnement.

Citons un fait qui prouve notre dire : lors d'une grève que des ouvriers non socialistes soutenaient avec peine, le parti socialiste « envoya plusieurs charrettes ornées de drapeaux rouges et pleines de pains fournis par une *maison du peuple voisine*. Les pains furent distribués aux ouvriers en grève au nom du parti ouvrier, et le socialisme fit parmi eux de nombreuses recrues (1). »

On peut ajouter que la création d'une société commerciale par un syndicat socialiste peut être pour lui chose excellente. C'est un moyen de faire l'éducation ouvrière, de permettre aux travailleurs de s'habituer au maniement des entreprises, enfin c'est un moyen de mettre progressivement la main sur les moyens de production : c'est créer de la propriété collective (2).

(1) Hubert-Valleroux, *La Coopération*. Paris, Lecoivre, 1904, p. 183.

(2) C'est cette faculté pour le syndicat de créer de la propriété collective qui suscita certaines critiques contre le projet Waldeck-Rousseau-Millerand. Nous lisons en effet dans l'*Action Syndicale* de M. Barthou : « Lors du Congrès sur la liberté d'association qui s'est tenu à Paris au mois de mai dernier, M. l'abbé Lefeuvre, vicaire à Saint-Similien de Nantes, membre consultatif d'un groupe ouvrier

Enfin, quelles que soient les tendances du syndicat, il est certain que l'existence d'une société prospère annexée au syndicat attirera de nouveaux membres : de la sorte, le rayon d'action du syndicat sera agrandi. Et il faut espérer que les syndiqués riches ne refuseront pas les nouveaux adhérents par suite d'un égoïsme blâmable. La classe ouvrière prétend que dans la société de demain, tous ses membres seront vertueux et feront preuve d'une haute valeur morale : que la classe ouvrière donne dès à présent l'exemple de ce qu'elle vaut. Les syndiqués qui, après avoir fondé une entreprise prospère, se refuseraient à admettre de nouveaux membres sous prétexte que ces derniers récolteraient ce qu'ils n'ont pas semé, de tels syndiqués, seraient bien reprehensibles : ils ne donne-

d'études sociales, envoya une réponse au questionnaire, dont nous extrayons les lignes suivantes : « On ne devrait pas permettre que les syndicats puissent se transformer en maisons de commerce ou d'industrie. Leur permettre une chose pareille, c'est les mener directement à l'expropriation de tous les instruments de travail au profit de la collectivité, c'est les mener au collectivisme. »

Le groupe chrétien d'études sociales de Nantes a déjà, au mois d'avril dernier, formulé une pareille théorie, lors du troisième congrès régional de la Fédération des travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest. « Supposez, a-t-il dit, les syndicats de menuisiers en France tous fédérés et ayant la liberté illimitée de posséder et d'agir industriellement et commercialement, comme le premier particulier venu, ne saute-t-il pas aux yeux que c'est à brève échéance la confiscation, au profit de cette Fédération puissante, de tous les instruments de travail concernant le métier de menuisier ; ne saute-t-il pas aux yeux de tous que c'est le collectivisme dans toute son horreur ? » Barthou, *op. cit.*, pp. 203 et 204.

raient pas un avant-goût de cette solidarité désintéressée qui devrait être la base du fonctionnement de la cité future qu'ils appellent.

Et s'il est bon pour un syndicat socialiste d'avoir une caisse puissante, cela n'est pas moins excellent pour un syndicat *réformiste* : voilà pourquoi nous pensons que la création d'une société commerciale, parallèle au syndicat, peut, dans la majorité des cas, être d'un précieux secours. Que les syndicats *réformistes* laissent aux révolutionnaires la pauvreté puisqu'ils la veulent et qu'ils essayent, eux, de devenir riches. Et alors, au lieu de se contenter de promettre quelque cité nouvelle, tracée en contours indécis, au bord d'un lointain horizon qui paraît s'éloigner au fur et à mesure qu'on en approche, les syndicats *réformistes* — qu'il s'agisse d'industrie, d'agriculture ou de commerce — feront sentir leur action bienfaisante. Certes, ils ne seront pas dépourvus de tout idéal — car l'homme a besoin d'idéal — mais cet idéal sera mieux dessiné, plus précis que celui des autres syndicalistes.

Avec ces bénéfices, avec cet argent, le syndicat pourra déployer une activité fécondante (1).

(1) Le Ministre du Travail, M. Viviani, disait, au sujet de l'action syndicale, le 23 octobre 1908 : « Quelle est donc la véritable théorie syndicaliste qui est soutenue par le grand ensemble du syndicalisme français ? »

Messieurs, le syndicalisme apparaît dans des traits qu'en raccourci il va m'être permis de rapporter devant vous. Pour ce syndicalisme, le syndicat est une triple école : d'abord une école morale dans

Le jour où les syndicats auront un patrimoine puissant, le champ d'application du contrat collectif de travail s'élargira : les patrons ayant en face d'eux des groupements solvables, traiteront avec eux : la grosse objection que l'on fait au contrat collectif de travail n'existera plus.

Quels heureux résultats peut avoir cette réunion sur les mêmes têtes des qualités de « travailleurs » et de « propriétaires » ! Elle ne serait plus de mise, l'opposition que Karl Marx fait entre les « travailleurs non propriétaires » et « les propriétaires non travailleurs ».

laquelle le travailleur vient prendre sa leçon quotidienne de sacrifice et d'abnégation, où il vient pratiquer cette solidarité ouvrière, dont je salue la noblesse, même dans ses manifestations les plus aveugles ; ensuite, c'est une école pratique dans laquelle affluent toutes les statistiques, tous les renseignements et qui permet au syndicat, sinon de prévoir le chômage — hélas, les gouvernements eux-mêmes ne le prévoient pas — du moins, lorsqu'un chômage se produit, de faire, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, distribuer les chômeurs dans les villes qui en ont besoin ; c'est aussi, il ne faut pas s'y tromper, une école d'action, une école qui repousse loin l'anarchie, l'action directe, le sabotage, mais qui repousse bien loin aussi cet ancien corporatisme un peu étroit, un peu ratatiné, permettez-moi l'expression, qui ne plaçait sous les yeux des ouvriers d'autrefois qu'un horizon borné par des intérêts purement matériels. Entre l'anarchie où elles ne sombrent pas et le corporatisme dont je viens de parler, ces écoles syndicales se tiennent. Elles discutent leurs intérêts professionnels avec âpreté et avec succès. » Voir *Journal Officiel*, Chambre des Députés, 9^e législ., séance du 23 octobre 1908, p. 1882.

ANNEXES

)

ANNEXE I

PROJET DE LOI WALDECK-ROUSSEAU-MILLERAND

Article unique.

La loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, est modifiée conformément aux dispositions suivantes :

Art. 3. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet :

1^o L'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ;

2^o Les opérations diverses qui, ne se rattachant pas directement à ce premier objet, sont néanmoins expressément autorisées par la présente loi.

Art. 5. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux Unions de syndicats, qui devront, en outre, faire connaître les noms des syndicats qui les composent.

Ces unions pourront ester en justice.

Elles pourront posséder les immeubles qui sont nécessaires à leurs bureaux, leurs réunions et à leurs bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, collections, laboratoires, champs

d'expériences, abris pour bestiaux, machines ou instruments, bourses du travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

Elles pourront recevoir des dons et legs avec affectation à ces institutions.

Les statuts prévoiront la destination de ces biens en cas de dissolution de l'union.

Art. 6. — Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles et immeubles. Ils pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après.

Les syndicats de plus de sept membres qui, dans le but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité limitée, régie par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, bénéficieront des exceptions suivantes aux dispositions desdites lois.

Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions.

Dans ce cas, les syndiqués auront le droit d'être administrateurs sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat, chaque mandataire possédant une voix, et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social.

Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société déterminent le nombre des mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix.

Quelle que soit l'importance du capital social, il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société

ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire, du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui, même lorsqu'elles n'excèdent pas 25 fr. Si la société est à capital variable, le versement du dixième suffit.

Les syndicats pourront, en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront, etc. . (La suite comme les trois derniers alinéas de l'article 6 ancien).

Art 7. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante, les cotisations versées restant la propriété du syndicat.

Les statuts règlent le mode de liquidation des droits appartenant, dans l'actif commercial, aux associés qui cessent de faire partie du syndicat, soit par décès, soit autrement.

Ils règlent également la destination des biens du syndicat en cas de dissolution.

(Le dernier alinéa identique au dernier alinéa de l'article 7 ancien.)

Art. 8. — Lorsque les biens des unions de syndicats auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 5, la nullité, etc. (Le reste de l'article comme à l'article 8 ancien.)

Art. 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs du syndicat ou de l'union et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en

outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat ou de l'union et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 5.

(Le deuxième alinéa comme à l'article 9 ancien.)

Art. 10. — L'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit par le syndicat dans un autre but que d'assurer les conditions du travail fixées par lui et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par les lois, constituent un délit civil et donnent lieu à l'action en réparation du préjudice causé. Cette action peut être exercée soit par la partie lésée, soit dans le cas prévu au paragraphe premier par le syndicat.

Art. 11 (nouveau). — Sera puni des peines prévues par l'article 414 du Code pénal quiconque, par l'un des moyens énumérés audit article : violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, aura obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes, soit de sortir d'un syndicat, soit d'en faire partie.

Art. 12 (nouveau). — Comme l'article 10 de la loi du 21 mars 1884.

ANNEXE II

PROJET DE LOI RUAU

Article premier.

Les syndicats économiques agricoles composés exclusivement d'agriculteurs, ont pour but, à condition toutefois d'être gérés gratuitement et de ne pas réaliser des bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaire à leurs membres :

1^o Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments, appareils et outils, semences et plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, produits divers utiles à l'exploitation du sol la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques ;

2^o Soit pour la vente en commun des produits agricoles récoltés exclusivement par leurs membres.

Ils pourront se constituer en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ; leur est applicable également le paragraphe premier de l'article 6 de la même loi.

Ils pourront faire emploi des sommes provenant des cotisations et se rendre acquéreurs des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits ci-dessus désignés.

Leur sont applicables les articles premier de la loi du

5 novembre 1894, 5 et 10 de la loi du 19 avril 1905 et 4 de la loi du 29 décembre 1906.

Art. 2.

Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr) ; les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du Procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat.

Art. 3.

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE III

PROPOSITION DE LOI DE GAILHARD-BANCEL

Article unique.

Les syndicats professionnels institués par la loi du 21 mars 1884, pourront, à la condition d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, acheter pour les revendre à leurs seuls membres, toutes matières, animaux, machines, instruments et généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier, et faire pour eux toutes opérations de vente des produits de la profession ou du métier.

Ils pourront posséder eux-mêmes ces objets pour les mettre à la disposition de leurs membres, par prêts ou location, en vue de l'exercice de leur profession ou métier.

Ils pourront employer les sommes provenant de leurs cotisations et de leurs réserves.

Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à des cours d'instruction professionnelle, à des champs d'expérience, à des ateliers d'apprentissage, à des magasins de dépôt, de marchandises ou autres objets visés aux paragraphes précédents.

ANNEXE IV

TEXTE DU PROJET DE LOI ADOPTÉ PAR LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Article premier.

Les syndicats économiques agricoles composés uniquement d'agriculteurs ont pour but, à condition toutefois d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaires à leurs membres :

1° Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments et appareils, des semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, des produits nécessaires à l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques et les intempéries ;

2° Soit pour la vente des produits et des animaux provenant exclusivement des exploitations des syndiqués, en facilitant cette vente par des expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur responsabilité ;

3° Soit pour passer des marchés avec les administrations publiques.

Article 2.

Ils pourront se constituer dans les formes prescrites par

l'article 4 de la loi du 24 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Ils auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations et se rendre acquéreurs des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits ci-dessus désignés.

Au cas de dissolution, leur actif devra être attribué, soit à un établissement public ou d'utilité publique, soit à une œuvre d'intérêt général agricole.

Leur sont applicables les articles 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894, 9 et 10 de la loi du 19 avril 1905 et 4 de la loi du 29 décembre 1906.

Article 3.

Les directeurs ou administrateurs des syndicats économiques agricoles constitués en application de la présente loi, qui ne se conformeraient pas à ses dispositions ou qui entreprendraient des opérations autres que celles qu'elle prévoit, seront poursuivis et punis d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.)

Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du Procureur de la République, prononcer la dissolution des syndicats contrevenants, auxquels ils désigneront un liquidateur.

Toute personne autre qui aura pris, soit pour elle, soit pour une société qu'elle dirige, le titre de syndicat économique agricole ou toute autre détermination tendant à faire croire à une œuvre d'intérêt public agricole, sans se conformer aux dispositions de la présente loi, sera punie des peines portées à l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905.

ANNEXE V

CONTRE-PROJET MILLERAND-DUBIEF

Article premier.

Tout syndicat professionnel, régi par la loi du 21 mars 1884, peut, s'il y est autorisé par ses statuts, et à la condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à ses adhérents :

1° Acheter, pour les revendre, louer ou prêter à ses seuls membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, notamment les matières premières, machines, instruments et outils, les engrais, semences et bestiaux ;

2° Recevoir en dépôt les produits du travail de ses membres ;

3° Prêter son entremise pour la vente de ces produits ; faciliter cette vente, par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous son nom et sous sa responsabilité ;

4° Passer des marchés avec les administrations publiques ;

5° Faire tous les actes nécessaires à la création et au fonctionnement d'œuvres annexes, strictement professionnelles, telles que champs d'expériences, laboratoires, cours d'instruction professionnelle, publications syndicales, périodiques ou non.

Art. 2.

Tout syndicat peut acquérir les immeubles nécessaires aux opérations spécifiées à l'article premier.

Art. 3.

Les Unions de syndicats jouissent des mêmes droits et sont soumises aux mêmes obligations que les syndicats. Le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 est abrogé.

Art. 4.

Les infractions aux présentes dispositions sont poursuivies dans les formes et punies des pénalités prévues à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884.

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de la Thèse,

Ch. LYON-CAEN.

WAHL.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Bancel.* — Le Coopératisme, Paris, Schleicher, 1901.
- Barthou.* — L'Action Syndicale, Paris, Rousseau, 1904.
- Beauregard.* — Le Monde économique, 9 décembre 1899.
- Boissard.* — Les Syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire directement et en leur nom le commerce (Note), Revue des questions sociales et ouvrières, 15 novembre 1903.
- Bouglé.* — Syndicalisme et Démocratie, Paris, Cornély, 1908.
- Boullaire.* — Manuel des Syndicats professionnels, Paris, 1888.
- Cabouat.* — Syndicats et coopératives, Paris, Giard, 1901.
- G. Cahen.* — De la Capacité commerciale des Syndicats régis par la loi de 1884. Bulletin de la Société d'études législatives, Paris, Rousseau, 1909, n° 4.
- Cheysson.* — Coopération et Mutualité. Circulaire du Musée social, octobre 1899.
- Clercq (de).* — La nouvelle loi sur les syndicats professionnels, Revue des questions sociales et ouvrières, 15 décembre 1899.
- Colliez.* — Les Associations agricoles de production et de vente, Paris, Guillaumin, 1905.
- Doin.* — Les syndicats agricoles et le projet de loi déposé

par le Ministre de l'Agriculture, la Réforme sociale
16 février 1909.

Duthoit. — Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire le commerce? Revue des questions sociales et ouvrières, 15 novembre 1903.

Féraud. — La vente directe des produits agricoles par les syndicats et les sociétés coopératives, Paris, Thèse, 1902.

Gairal. — Les droits et les devoirs des syndicats agricoles, Paris, A. Pédone, 1900.

Gide. — Les sociétés coopératives de consommation, Paris, Colin, 1904.

Gide. — La coopération, 2^e éd. Paris, Larose, 1906.

Gonnard. — La réforme des Syndicats professionnels et le projet gouvernemental. Questions pratiques, Paris, Rousseau, 1900, n^o 3.

Griffuelhes. — L'action syndicaliste, Paris, Rivière, 1908

Hayem. — Les coopératives de consommation et la loi du 1^{er} juillet 1901, Almanach de la coopérative française, 1904.

Hitier. — Le régime des syndicats agricoles, Revue d'Economie politique, Paris, Larose, janvier 1909.

Hubert-Valleroux. — La coopération, 2^e édition, Paris, Lecoffre, 1904.

Jacquet. — Les sociétés coopératives de vente de produits agricoles, Bordeaux, Imprimerie L'Avenir de la Mutualité.

Jay. — Cours de Législation industrielle professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1908-1909.

Keufer et Coupat. — La capacité commerciale des syndicats professionnels, note présentée au Conseil Supérieur du travail, Paris, 1907. Imprimerie Nationale.

Labbé. — Revue critique de législation et de jurisprudence, 1882, p. 345 et seq.

- Labbé.* — Note, Sirey, 1881, 2, 249.
- Lagardelle, Labriola, etc.* — Syndicalisme et Socialisme, Paris, Rivière, 1908.
- Martin Saint-Léon.* — La revision de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Revue des questions sociales et ouvrières, 15 décembre 1903.
- Nast.* — Les syndicats agricoles, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1909.
- Paul-Boncour.* — Le Fédéralisme économique, 2^e édition, Paris, Alcan, 1901.
- Pic.* — Traité de législation industrielle, 3^e édition, Paris, Rousseau, 1908.
- Ricard.* — Les syndicats agricoles et leurs revendications. Revue politique et parlementaire. 10 janvier 1910.
- Rieul-Paisant.* — Journal de l'Agriculture, n^o du 8 août 1907.
- Rieul-Paisant.* — Les syndicats agricoles et les adjudications militaires. Correspondance du Comité permanent de la vente du blé, n^o 45, 8 février 1908. Voir aussi le n^o 48, 25 juin 1908.
- Rist.* — Rapport présenté au III^e Congrès national de Crédit agricole, tenu du 1^{er} au 5 septembre 1909, à Montpellier, sur le projet de loi du 19 juin 1908, relatif aux syndicats économiques agricoles Montpellier 1909. Imprimerie Serre et Roumegous.
- Rocquigny (de).* — Les syndicats agricoles, 2^e édition, Paris, Colin, 1906.
- Sagnier.* — Régime des syndicats agricoles, Journal de l'agriculture, Paris, Masson, 1908, 11 juillet.
- Sallet.* — Les syndicats agricoles, leur régime actuel et le projet de loi. Thèse, Paris, 1910.
- Salmon-Legagneur.* — Note, Dalloz, 1909, 1, 25.

Sauviat. — De l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels, Thèse, Paris, 1904.

Seilhac (de). — Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du Travail, Paris, Colin, 1902.

Tardy. — Le régime légal des syndicats agricoles. Rapport présenté au 2^e Congrès national du Crédit mutuel et de la coopération agricole, Blois, 1908. Imprimerie Centrale.

Turmann. — Les Associations agricoles en Belgique, 2^e édition, Paris, Lecoffre, 1909

Vandervelde. — Le socialisme agraire, Paris, Giard, 1908.

Wahl. — Note, Sirey, 1901, 2, 291.

Annales de droit commercial. — Chronique: « L'aptitude au commerce des syndicats professionnels et le pouvoir pour eux de fonder des sociétés anonymes », 1904, p. 194.

Aurore du 7 mars 1900;

8 mars 1900;

12 mars 1900;

14 mars 1900;

28 févr. 1900.

Musée social, Série A, circulaire n° 22, 15 mars 1908.

Musée social, Circulaire n° 19, 25 juin 1898.

Musée social, Annales, n° 3, mars 1909, Les syndicats agricoles. Leur régime actuel, le projet de loi du gouvernement.

Le Temps, du 22 novembre 1908.

Documents législatifs.

Projet de loi présenté par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, déposé le 14 novembre 1899.

Proposition de loi présentée par M. Millerand, Chambre des députés, session de 1906, n° 13.

Proposition de loi présentée par MM. Vaillant, Albert Poulain, etc., Chambre des députés, session de 1906, n° 498.

Proposition de loi présentée par M. Lemire, Chambre des députés, session de 1906, n° 380.

Projet de loi présenté par M. Ruau, ministre de l'agriculture, Chambre des députés, session de 1908, n° 1801.

Proposition de loi présentée par MM. de Gailhard - Bancel, Adigard, etc. Chambre des députés, session de 1908, n° 2193.

Avis présenté, au nom de la Commission du Travail, sur le projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles, par M. Dubief, Chambre des députés, session de 1909, n° 2456.

Rapport fait par M. Decker-David, Chambre des députés, session de 1909, n° 2307.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
L'état de droit actuel et la capacité commerciale des syndicats	11
CHAPITRE PREMIER — <i>La législation actuelle et la capacité commerciale des syndicats</i>	13
I. — La loi du 21 mars 1884	13
II. — La capacité commerciale et les lois postérieures à la loi du 21 mars 1884	25
§ 1 ^{er} . Loi du 5 novembre 1894.	26
§ 2. Loi du 17 novembre 1897	29
§ 3. Loi du 19 avril 1905	30
CHAPITRE II. — <i>La jurisprudence ancienne</i>	32
I. — Les arrêts et les jugements	32
II. — Interprétation des arrêts et jugements	39
CHAPITRE III. — <i>La jurisprudence nouvelle</i>	42
I. — Les arrêts récents	42
II. — Interprétation de l'arrêt rendu le 29 mai 1908 par la Cour de cassation	54

§ 1 ^{er} . Interprétation extensive	54
§ 2. Interprétation restrictive.....	55
§ 3. Interprétation mixte.....	57
III. -- La jurisprudence nouvelle diffère-t-elle de l'ancienne ?	65
CHAPITRE IV — <i>Moyens dont peuvent user les intéressés pour rester dans la légalité</i>	67
I. — Coopératives	67
II. — La loi du 1 ^{er} juillet 1901.....	75
III. — Le mandat	81

DEUXIÈME PARTIE

Les travaux législatifs	87
CHAPITRE PREMIER. — <i>Projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand</i>	89
I. — Généralités.....	89
II. — Economie et appréciation du projet Waldeck-Rousseau Millerand	94
CHAPITRE II. — <i>Proposition de loi Lemire</i>	103
CHAPITRE III. — <i>Projet de loi Ruau. — Proposition de loi de la Commission de l'Agriculture</i>	108
I. — A qui s'applique le projet Ruau ?.....	108
II. — Economie du projet Ruau	110
§ 1 ^{er} . Le but du projet.	110
§ 2. L'expression « syndicats économiques agricoles »....	113
§ 3. Le rôle du syndicat économique agricole	114
§ 4. Organisation et fonctionnement des syndicats économiques agricoles	128
§ 5. La question des Unions et Fédérations.....	129
§ 6. — Quelles conséquences entraînerait le vote du projet Ruau ?.....	132

III. — Critique du projet Ruau.....	136
§ 1. Accueil fait au projet par les intéressés.....	136
§ 2. Conclusion sur le projet Ruau	143
CHAPITRE IV. — <i>Proposition de Gailhard-Bancel. — Projet</i> <i>Millerand-Dubief. — Texte voté par le Conseil supé-</i> <i>rieur du Travail en 1909</i>	
I. — Proposition de Gailhard-Bancel.....	149
II. — Projet Millerand-Dubief.....	152
III. — Critique s'appliquant à la proposition de Gailhard-Bancel et au projet Millerand-Dubief.....	154
IV. — Texte voté par le Conseil supérieur du travail en novembre 1909	156
CONCLUSION.....	159
I. — La solution la meilleure.....	159
II. — L'activité commerciale des syndicats est-elle désirable ?	170
ANNEXES	183
I. — Texte du projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand....	185
II. — Texte du projet de loi Ruau... ..	189
III. — Texte de la proposition de loi de Gailhard-Bancel....	191
IV. — Texte du projet de loi adopté par la Commission de l'Agriculture.....	192
V. — Texte du contre-projet Millerand-Dubief.....	194
BIBLIOGRAPHIE.....	197

